

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Dokumentationsdienst  
3003 Bern  
Tel. 031 322 97 44  
Fax 031 322 82 97  
doc@parl.admin.ch

---

## 93.063 Revision der Zivilschutzgesetzgebung

---



Anpassungen der Kassenreglemente, für die wir diese langen Uebergangsfristen gewähren.

*Angenommen – Adopté*

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

93.063

## Revision der Zivilschutzgesetzgebung Législation sur la protection civile. Révision

Botschaft und Gesetzentwürfe vom 18. August 1993 (BBI III 825)  
Message et projets de lois du 18 août 1993 (FF III 785)

*Antrag der Kommission*  
Eintreten

*Antrag Zimmerli*  
Eintreten und Rückweisung des Zivilschutzgesetzes an die Kommission mit dem Auftrag,  
1. den Gesetzesentwurf so abzuändern und zu ergänzen, dass Führung und Einsatz des Zivilschutzes sowie Beschaffung und Verwaltung des Zivilschutzmaterials auf die Regelung des ebenfalls vor der Kommission hängigen Militärgesetzes abgestimmt werden;  
2. die organisationsrechtlichen Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass Zivilschutz und Armee im Rahmen der hängigen Revision der Verwaltungsorganisation dem gleichen Departement zugeordnet werden können.

*Proposition de la commission*  
Entrer en matière

*Proposition Zimmerli*  
Entrer en matière et renvoyer le projet à la commission, chargée

- de le modifier et de le compléter de façon à harmoniser la conduite et l'engagement de la protection civile ainsi que l'acquisition et la gestion du matériel avec les dispositions de l'organisation militaire, dont la commission a été invitée à s'occuper également;
- de proposer les dispositions juridiques permettant de profiter de la réorganisation en cours de l'administration fédérale pour réunir la protection civile et l'armée au sein d'un seul et même département.

**M. Coutau**, rapporteur: La révision totale de la loi sur la protection civile et celle, partielle, de la loi sur les abris composent une réforme assez profonde de la conception actuelle, laquelle date, pour l'essentiel, d'une trentaine d'années. Elle a été revue en 1971, et les propositions qui nous sont présentées aujourd'hui sont des propositions de révision assez profonde, je le répète.

Cette réforme s'inspire d'abord d'une volonté d'insérer la protection civile dans une conception générale de la politique de sécurité de notre pays. Je vous renvoie à ce sujet au rapport du Conseil fédéral du 1er octobre 1990 sur la politique de sécurité et au Plan directeur de la protection civile du 26 février 1992. Ces deux documents ont fait l'objet de débats récents et approfondis dans notre conseil, et ils nous ont permis de situer la nouvelle mission et la nouvelle place assignée désormais à la protection civile.

Il s'agit de tenir compte des résultats obtenus depuis 30 ans, qui ne sont certainement pas minces et recueillent d'ailleurs des éloges appréciatifs à l'étranger. Il faut reconnaître aussi

les services que la protection civile, dans sa conception actuelle, a rendus dans les cas où son intervention est devenue opérationnelle. En revanche, il faut aussi tenir compte des critiques, voire des doutes, que la protection civile suscite parfois dans notre population. Les uns lui reprochent sa complexité, sa lourdeur, son perfectionnisme et son coût très élevé. Les autres déplorent les lacunes qui subsistent encore dans la construction des abris, dans l'équipement des locaux, dans la formation des personnes astreintes, voire dans l'information des populations.

Ces éléments étaient ressortis du rapport sur le Plan directeur, et ils ont inspiré la présente révision qui se veut donc une traduction législative des principes énoncés et approuvés dans ces documents de référence que nous avons déjà examinés récemment. A partir de là, il fallait tirer les enseignements propres à rendre la protection civile plus souple, plus efficace, plus simple dans son organisation, mieux intégrée et coordonnée par rapport aux autres corps d'intervention, mieux adaptée aux circonstances actuelles en matière de risque, et enfin nettement moins coûteuse pour les pouvoirs publics – Confédération, cantons et communes –, pour les entreprises et pour les particuliers. La nouvelle loi est plus ramassée, elle comporte 24 articles de moins que l'ancienne. Elle laisse une assez large marge de manoeuvre à l'ordonnance d'application qui méritera dès lors d'être soumise à une procédure de consultation détaillée auprès des intéressés.

J'énumère à très grands traits les principales idées-forces sur lesquelles se fonde la nouvelle loi. Le but de la protection civile place désormais sur pied d'égalité la protection de la population contre les effets de catastrophes, de situations extraordinaires ou de conflits armés. On se distance donc d'une protection civile orientée avant tout sur des situations de guerre, selon la conception de 1962 et de 1971, pour l'étendre à d'autres circonstances qui imposent des interventions de secours urgentes comme des accidents technologiques de vaste envergure ou des catastrophes naturelles comme celles que nous avons eu à déplorer récemment au Tessin et en Valais. Il s'agit avant tout de porter aide et assistance aux populations et aux personnes atteintes, mais aussi, et c'est nouveau, d'intégrer dans la protection civile la protection des biens culturels.

La mise sur pied rapide des secours et leur organisation efficace imposent une simplification des structures internes et une rigoureuse répartition des tâches et des compétences entre les divers intervenants pour éviter des duplications, des malentendus, et pour favoriser les synergies. En particulier, la lutte contre le feu sera désormais réservée au seul corps des pompiers.

En revanche, sauf en cas de conflit armé, les interventions de la protection civile seront possibles, au-delà des frontières du pays, dans les régions voisines. Il s'agit là d'une extension de la politique transfrontalière qui semble tout à fait nécessaire et conforme à des engagements bilatéraux et multilatéraux conclus au niveau européen. Dans ce même esprit, des regroupements des organisations de protection civile à l'échelon régional pourront intervenir entre plusieurs communes.

S'inspirant de la même analyse, qui a dicté un redimensionnement et un rajeunissement important des effectifs de l'armée, le projet prévoit de réduire de 30 pour cent l'effectif de la protection civile. Corrélativement, la durée de l'obligation de servir sera réduite de huit ans. Elle portera dorénavant sur les citoyens suisses âgés de 20 à 52 ans qui ne sont pas astreints au service militaire. Les quelque 380 000 assujettis se répartiront à raison de 50 pour cent d'hommes qui sont arrivés au terme de leurs obligations militaires, 25 pour cent de ceux qui en sont libérés prématurément, et 25 pour cent d'hommes déclarés inaptes lors du recrutement au service militaire. Les étrangers résidents n'y seront plus astreints obligatoirement, comme cela est le cas sur la base de décisions communales correspondantes, mais pourront y collaborer volontairement, comme d'ailleurs les femmes. Je reviendrai dans la discussion de détail sur quelques aspects de la délicate question des exceptions prévues pour les personnes chargées d'accomplir des tâches importantes en faveur de la collectivité.

L'une des modifications essentielles apportées par la nouvelle loi concerne le rôle désormais prioritaire qui sera donné à l'ins-

truction par rapport à la construction et à l'équipement des abris, qui ont été jusqu'ici davantage les pivots de la conception de la protection civile de 1971. Il s'agira d'abord de mieux tenir compte des connaissances et du savoir-faire acquis par les participants sur les plans civil et militaire, ou de l'expérience accumulée au sein d'autres organisations. Il sera même possible d'abrèger la durée de formation au cas où les personnes concernées peuvent faire valoir des aptitudes utiles à la protection civile. Sans allongement des durées, l'articulation des divers cours d'introduction et de répétition favorisera les relations avec les partenaires de la protection civile à la faveur d'exercices, et les cours seront conçus de façon aussi souple que possible dans leur répartition dans le temps. Dans le domaine de l'instruction aussi, la répartition des tâches a été étudiée avec soin. La Confédération forme les cadres supérieurs, et en particulier les instructeurs. Une école fédérale ouvrira à cette fin ses portes dans le courant de 1995. Elle prodiguera à ceux qui deviendront des instructeurs professionnels une formation approfondie et un perfectionnement périodique sur les plans didactique et méthodologique, et ce, dans les domaines particuliers de la protection civile, de la défense générale, de l'aide en cas de catastrophes et des secours d'urgence. Une collaboration sera prévue à cet effet avec l'Alliance des samaritains et la Croix-Rouge suisse. De leur côté, les cantons auront la responsabilité de la formation des cadres moyens et les communes celle des cadres subalternes.

Je terminerai cette présentation succincte de la nouvelle loi en abordant quelques aspects financiers de la législation sur la protection civile.

D'abord, je dirai que les dispositions relatives à la répartition des charges financières et des subventions fédérales reprennent pour l'essentiel les règles en vigueur actuellement, si ce n'est que désormais la Confédération participera au financement des opérations de secours en temps de paix ordonnées par les cantons et les communes. De plus, la loi respectera strictement le principe fédéraliste et par conséquent laissera aux cantons le soin de répartir les charges et les subventions dont les communes peuvent bénéficier.

Mais surtout, un des buts majeurs de la présente révision consiste à alléger très sensiblement le poids financier de la protection civile. Dans un document complémentaire au message du 18 août 1993 que vous avez reçu, le Conseil fédéral fournit des précisions importantes sur les sommes consacrées jusqu'ici à la protection civile, sur les économies déjà intervenues et sur celles qui découleront de la réforme dont nous parlons.

En 1971, les coûts de la protection civile avaient été évalués à 6,75 milliards de francs de l'époque payables à raison de 350 millions de francs par an en 20 ans. Ces estimations se sont révélées exactes, mais en valeur réelle, les attributions budgétaires de la Confédération ne représentaient en 1992 que 42 pour cent de la somme initiale de 1970 avec une tendance soutenue à la baisse, en particulier depuis 1975. Ainsi, la protection civile qui absorbait entre 1,5 et 2 pour cent des dépenses fédérales totales dans les années septante n'en représente plus que 0,4 pour cent en 1992.

Des économies ont été décidées avec effet déjà en 1992 et 1993 dans le domaine des constructions. Elles entraînent pour la Confédération ainsi que pour les cantons et les communes des économies totales de plus de 1 milliard de francs au cours des quinze prochaines années par rapport aux dépenses qui auraient découlé du maintien de la conception de 1971. Ce milliard de francs se répartit à peu près à parts égales entre la Confédération d'un côté, les cantons et les communes de l'autre. Des économies d'un ordre de grandeur identique ont été apportées dans le domaine du matériel grâce à une révision des listes de matériel. En revanche, la formation entraînera un certain surcroît de dépenses que l'on évalue à un ordre de grandeur de 5 pour cent. Au total, ces compressions de quelque 2,3 milliards de francs sont bien réelles et seront sensibles également pour les cantons et les communes.

La commission a dans l'ensemble salué cette réforme de la protection civile. Elle n'y a apporté que de modestes retouches malgré des débats assidus. J'y reviendrai lors de la dis-

cussion de détail. Il en va de même de la révision partielle de la loi sur les abris. Certes, la construction de locaux protégés reste une tâche centrale de la protection civile et si dans certaines régions on peut parler d'une surabondance de places protégées, on doit encore signaler diverses lacunes dans plusieurs villes et dans les régions rurales. Il n'en reste pas moins que des allègements peuvent être raisonnablement envisagés. Ils concernent l'obligation de construire des abris par les propriétaires d'immeuble, le renoncement à la construction de nouveaux hôpitaux de secours et l'assouplissement de la construction d'abris publics. Au total, ces économies sont évaluées à environ 30 à 40 millions de francs par an en ce qui concerne les constructions d'abris.

La commission par deux fois 11 voix sans opposition vous recommande d'approuver cette révision de la législation sur la protection civile dans les termes qu'elle vous a présentés dans le dépliant.

Avant de terminer, je tenais à remercier M. Thüring, directeur de l'Office fédéral de la protection civile ainsi que M. Heinzmann, vice-directeur et M. Hostettler, vice-directeur chargé plus spécialement de la construction des abris. C'est en présence, en partie, du chef du département que nous avons pu poursuivre l'examen de ce projet de loi et je le remercie également de la contribution qu'il a apportée à nos travaux.

**Zimmerli:** Im letzten Jahr verabschiedeten die eidgenössischen Räte in schöner Eintracht das neue Zivilschutzleitbild. Sie gaben damit grünes Licht für eine umfassende Anpassung der Gesetzgebung, mit dem Ziel, die allseits geforderte Neuausrichtung des Zivilschutzes in einem neuen Zivilschutzgesetz zu verankern.

Ein Blick auf die Fahne – Sie haben es auch vom Herrn Kommissionssprecher gehört – lässt auf einen breiten Konsens innerhalb der vorberatenden Kommission schliessen. Es tut mir deshalb fast etwas leid, dass ich den vorweihnächtlichen Frieden stören muss und nicht vorbehaltlos in den Lobgesang einstimmen kann, wiewohl ich gerne zugebe, dass uns kein schlechtes Gesetz vorgelegt wird.

Ich fühle mich trotzdem verpflichtet zu intervenieren: Einerseits als Mitglied der Finanzkommission und der Finanzdelegation, die sich um einen möglichst effizienten Einsatz der immer knapper werdenden Mittel bemüht, und andererseits, weil mir ein funktionsfähiger und im wohlverstandenen Sinne volkstümlicher Zivilschutz ebenfalls ein Anliegen ist. Wie sagte doch Herr Kollege Huber am 4. Juni des letzten Jahres in diesem Rat so schön – ich darf ihn zitieren –: «Der Zivilschutz hat in der Vergangenheit sehr Beachtliches geleistet .... Ich wünsche ihm, dass er weiterfahren kann, ....» Ich unterschreibe diese beiden Sätze Wort für Wort.

Gerade deshalb muss ich Ihnen einen Antrag stellen: Bei der Realisierung von «Armee 95», von «Zivilschutz 95», von «Feuerwehr 95» – 1995 muss wirklich ein guter Jahrgang werden – haben wir die einmalige Chance, die allseits anerkannten Zielsetzungen dieser unverzichtbaren öffentlichen Einrichtungen aufeinander abzustimmen. Mindestens zwischen den Zeilen schimmert eine entsprechende löbliche Absicht des Bundesrates zum Militärgesetz und zum Zivilschutzgesetz durch.

Es überzeugt, wenn der Bundesrat in Ziffer 112 der Botschaft zum Zivilschutzgesetz schreibt: «Er (der Zivilschutz) .... trifft die erforderlichen Massnahmen zum Schutz, zur Rettung und zur Betreuung der Bevölkerung im Falle bewaffneter Konflikte, und er leistet in Zusammenarbeit mit den dafür vorgesehenen Einsatzdiensten Hilfe bei natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen sowie in anderen Notlagen.» (Botschaft S. 6)

Ebenso heisst es: «Die Neuausrichtung des Zivilschutzes erfolgt im koordinierten Zusammenwirken aller betroffenen zivilen und militärischen Stellen mit der Absicht, die sicherheitspolitischen Mittel noch gezielter zum Zweck von Vorsorge, Schutz, Hilfe und Schadenminderung einzusetzen.» Es ist überflüssig, an dieser Stelle noch daran zu erinnern, dass auch die «Armee 95» vermehrt zum Schutz und zur Bewahrung der Lebensgrundlagen der Bevölkerung, namentlich bei der Bewältigung von Grosskatastrophen, zum Einsatz kommen soll – ich verweise auf Ziffer 131 der Botschaft zum Militärgesetz.

Diese eindrücklichen Bekenntnisse zur Zusammenarbeit entsprechen im übrigen auch den Wünschen des Parlaments, wie sie unter anderem in der bereits zitierten ständerätlichen Debatte vom 4. Juni des letzten Jahres in diesem Rat von berufener Munde formuliert wurden und im Amtlichen Bulletin Eingang gefunden haben. So monierte der damalige Kommissionspräsident, Herr Kollege Bühler Robert, folgendes:

«Mit dem Leitbild 95 ist der Zivilschutz der Zukunft geboren. Der Bericht 90 des Bundesrates über die Sicherheitspolitik der Schweiz widmet sich zur Hauptsache den machtpolitisch bedingten Gefahren und Bedrohungen, den Mitteln, mit denen die sicherheitspolitischen Ziele, wie Friede in Freiheit und Unabhängigkeit usw., erreicht werden sollen. In diesem Sinne bleibt Zivilschutz ein Mittel der Gesamtverteidigung.

Der Zivilschutz ist in Zukunft aber weit mehr. Es geht um die Vorbeugung und Bewältigung nicht machtpolitisch bedingter Entwicklungen, Gefahren und Bedrohungen. Einerseits stehen Naturkatastrophen – wie Erdbeben, Ueberschwemmungen – und zivilisationsbedingte Katastrophen – z. B. Chemie- und Nuklearunfälle – im Vordergrund. Andererseits geht es um andere Notlagen. Unterschiedliche gesellschaftliche, wirtschaftliche, demographische und ökologische Entwicklungen können Gefahrenherde schaffen. Eventuell sind solche bereits entstanden.» Und etwas weiter unten sagt Herr Bühler: «Noch enger als bisher muss der Zivilschutz mit den technischen Gemeindediensten, den Sanitätsdiensten, den entsprechenden Armeeformationen zusammenarbeiten.»

Die Zitate aus der Parlamentsdebatte zum Zivilschutzleitbild liessen sich fast beliebig vermehren. Der Wunsch des Parlaments nach besserer Koordination von Armee und Zivilschutz ist offensichtlich und unbestreitbar. Prüft man aber, was der Bundesrat im Entwurf zum Zivilschutzgesetz und in der Vorlage zum Militärgesetz daraus gemacht hat, so ist man etwas enttäuscht.

Im Zivilschutzgesetz finden sich – abgesehen von den allgemeinen Bestimmungen in Artikel 3 Buchstabe e über die allgemeinen Aufgaben des Zivilschutzes – nur wenige Bestimmungen über die Zusammenarbeit mit der Armee. Wo sind sie? Es ist einmal der Artikel 11, der praktisch nur Selbstverständliches enthält, der Artikel 12 über den Aktivdienst und der Artikel 42, der in allgemeiner Form bestimmt, dass nach Möglichkeit gemeinsame Uebungen mit der Armee durchgeführt werden sollen. Das ist meines Erachtens viel zu wenig, wenn man berücksichtigt, mit welcher Normendichte weit weniger wichtige Einzelheiten im Zivilschutzgesetz geregelt werden sollen. Und im Militärgesetz findet sich auf die Zusammenarbeit praktisch nur ein vager Hinweis im Artikel 1 der Bestimmung über den Auftrag der Armee.

Wie eine sinnvolle und konkrete Zusammenarbeit zwischen Zivilschutz und Armee im Rahmen der auf beiden Seiten den Anforderungen unserer Zeit entsprechenden, neu umschriebenen Aufträge zu erfolgen hat, ist in keinem der Gesetze hinreichend klar geregelt. Dabei müssen doch gewiss grundsätzliche Normen darüber erlassen werden, wie Armee und Zivilschutz in den Bereichen Führung und Einsatz sinnvoll zusammenarbeiten sollen.

So will es mir nicht in den Kopf, dass im Zivilschutzgesetz nicht endlich klare Vorschriften über die Zusammenarbeit bei der Beschaffung und Verwaltung des Materials aufgestellt werden. Die Artikel 48 bis 50 im Entwurf zum Zivilschutzgesetz bringen die erforderlichen Klarstellungen auch in der Version gemäss Kommissionsbeschluss nicht. Und Artikel 120 des Militärgesetzes spricht eben nur vom Korps- und Armeematerial. Gerade die Unwetterkatastrophen in Brig und auch in Locarno müssten uns allen klargemacht haben, dass das Fehlen von Regenschützen, Stiefeln und brauchbaren Schaufeln für das Wegschaffen des Unrats doch wohl vorab auf die fehlende Koordination im Bereich Materialbeschaffung und Verwaltung zurückzuführen war.

Aus den mühseligen Budgetdebatten wissen wir, wie teuer uns die Beschaffung des Zivilschutzmaterials zu stehen kommt. Es sollte möglich sein, gerade hier mit der Armee besser und konkreter zusammenzuarbeiten. Gerade deshalb habe ich vor einigen Monaten über die Finanzdelegation eine Anfrage bei der Sicherheitspolitischen Kommission unseres

Rates erwirkt, in der Absicht, mehr darüber zu erfahren, ob man mit der skizzierten Zusammenarbeit zwischen Armee und Zivilschutz nun ernst mache. Die aus ein paar wenigen Zeilen bestehende Antwort war sibyllinisch bis sibyllinisch und vermochte mich jedenfalls nicht zu überzeugen.

Es geht mir darum, optimale Zusammenarbeitsformen zwischen Zivilschutz und Armee zu finden, damit die immer knapper werdenden Mittel auch optimal eingesetzt werden können – im Interesse eines modernen, leistungsfähigen Zivilschutzes.

Ein Weiteres kommt hinzu: Wenn man schon, wie ich das nachdrücklich unterstütze, die Aufgaben unserer modernen Armee neu umschreibt, das heisst sozusagen teilweise «zivilisiert» – ich verweise auf Artikel 1 des Militärgesetzes –, dann habe ich Mühe zu verstehen, dass man nicht endlich die Voraussetzungen dafür schafft, dass sowohl Armee als auch Zivilschutz dem gleichen Departement zugeordnet werden. Ich bin überzeugt, dass sich auch durch eine solche organisationsrechtliche Reform erhebliche Mittel einsparen und erwünschte Synergien realisieren lassen. Jetzt ist doch die Gelegenheit, die entsprechenden Koordinationsprobleme anzupacken und einer vernünftigen Lösung zuzuführen – durch entsprechende klare Akzente im Gesetz und vor allem durch entsprechend klare und konkrete Anweisungen an den Bundesrat für die Verordnung.

Es kann nicht unsere Aufgabe sein, dies im Ratsplenum in einer Art Maxikommissionsberatung mit zwei Departementschefs durchzuführen. Deshalb bleibt mir nichts anderes übrig, als Ihnen zu beantragen, die Vorlage im skizzierten Sinne an den Bundesrat zurückzuweisen. Wenn Sie diesem Antrag zustimmen, wird es Sache der Kommission sein, entweder selber die für die Erfüllung des Auftrags nötige Kleinarbeit zu leisten oder aber den Bundesrat einzuladen, die Vorlagen zum Zivilschutzgesetz und zum Militärgesetz entsprechend abzuändern und zu ergänzen. Die Gutheissung meines Antrags würde auch bedeuten, dass mit der Behandlung des Militärgesetzes im Plenum zugewartet werden müsste, bis die Anpassungsarbeiten geleistet sind.

Nun höre ich natürlich schon Ihre Einwendungen: Das geht viel zu lange, wir verlieren viel zuviel Zeit. Das trifft nicht zu. Bis zur Märzsession 1994 sollte es wirklich möglich sein, sowohl das Zivilschutzgesetz als auch das Militärgesetz handlungsfäh zu machen.

Im übrigen wurde bereits bei der Behandlung des Zivilschutzleitbildes am 4. Juni des letzten Jahres von Herrn Brigadier Huber mit Recht darauf hingewiesen, dass das Armeeleitbild 95 und das Zivilschutzleitbild richtigerweise in der gleichen Session behandelt würden. Das gleiche muss vernünftigerweise auch für die beiden Gesetze gelten, aber nicht so, dass die Armee an den Zivilschutz angepasst wird, sondern umgekehrt.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, meinem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

**Bühler Robert:** Die Notwendigkeit des Zivilschutzes ist grossmehrfach unbestritten. Das neue Zivilschutzleitbild, das dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen von Katastrophen prioritäre Bedeutung beimisst, hat verschiedene positive Auswirkungen gehabt. Bei den Zivilschutzpflichtigen, vor allem im Kader, ist ein eigentlicher Ruck zu verspüren. Der Schweizerische Zivilschutzverband hatte an seinen Impulstagungen der letzten zwei Jahre Teilnehmerzahlen wie nie zuvor. Die Einsätze in Katastrophengebieten lösten grosse Anerkennung aus, und Umfragen bestätigen, dass die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung, etwa 80 Prozent, den Zivilschutz als notwendig und sinnvoll erachtet. Der «Zivilschutz 95» ist ja geradezu prädestiniert, mitzuhelfen, bestimmte Krisen zu bewältigen, die unser Leben, unsere Sicherheit, unsere Freiheit heute und in Zukunft bedrohen oder bedrohen werden. Denn der moderne Zivilschutz allein gewährleistet im Katastrophen- und Konfliktfall den Schutz in überbauten Räumlichkeiten, verfügt über ausreichend zivile Formationen zur Rettung aus Trümmern und anderen Katastrophengebieten, stellt im wesentlichen die Betreuung in ausserordentlichen Lagen sicher und ist in der Lage, den öffentlichen

Sanitätsdienst zu unterstützen, Versorgung und Logistik sicherzustellen, Partner der Katastrophenhilfe personell zu alimentieren, Dienstpflichtige zugunsten von Partnern zu befreien oder vorsorglich zuzuweisen.

Die Totalrevision des Zivilschutzgesetzes ist notwendig, um das neue Konzept endgültig in die Tat umsetzen zu können. Das heisst, die Ausbildung verstärkt auf die eigentlichen Bedürfnisse auszurichten, inklusive den richtigen Mann oder die richtige Frau an den richtigen Platz zu stellen, die Ausrüstung dem Auftrag anzupassen – in Brig hat man entsprechende Lehren gezogen –, die Organisation zu vereinfachen – u. a. keine Doppelspurigkeiten mehr entstehen zu lassen –, Brand- und Pionierschutz durch die dafür geeignetere Feuerwehr leisten zu lassen usw., um schliesslich kostengünstig und zeitgemäss eine grosse humanitäre Wirkung zu erzeugen.

Der Zivilschutz aber bleibt eine Milizorganisation, in der die Frauen zu freiwilligen Dienstleistungen eingeladen sind. Er wird auch weiterhin zur Hauptsache von den Gemeinden getragen, wird aber für Regionalisierung und Verbundlösungen offener sein müssen. Die vermehrte Zusammenarbeit aller Hilfs- und Rettungsdienste und -organisationen ist eine dringliche Forderung unserer Sicherheitspolitik.

Herr Bundesrat Koller, der Entwurf des revidierten Zivilschutzgesetzes fand bis heute überall gute Aufnahme, so auch in der Sicherheitspolitischen Kommission. Sie und Ihre Mitarbeiter verstanden es, in einem breitangelegten Vernehmlassungsverfahren die Kantone, die Gemeinden, Fachleute und insbesondere die Pflichtigen, die an der Front ihren Dienst verrichten, einzubeziehen und ihre Anliegen auch aufzunehmen. Dafür danke ich Ihnen.

Gestatten Sie mir noch, dass ich auf einige besondere Probleme hinweise:

**Zuweisung:** Mit der vorsorglichen Zuweisungsmöglichkeit an kantonale Notstandsorganisationen und an die Polizei wird der Zivilschutz noch flexibler. Die Zugewiesenen stehen in Rechten und Pflichten von Schutzdienstpflichtigen und bleiben unbewaffnet. Für besondere Ausrüstungsbedürfnisse hat aber die Institution, der sie zugewiesen sind, aufzukommen. Das muss man gegenüber diesen Institutionen deutlich sagen. Verlangt eine Aufgabe eine Bewaffnung, dann kommt keine Zuweisung, sondern dann käme nur die Befreiung vom Dienst in Frage; dann sind das keine Zivilschutzpflichtigen mehr.

Bundesbeiträge (Art. 55): Zivilschutz ist vorwiegend Sache der Gemeinden und der Kantone. Fordern wir vom Bund nicht wieder mehr als das, was im Entwurf des Bundesrates steht! Erinnern wir uns mindestens während dieser Session an die Budgetdebatte, und stocken wir nicht schon wieder auf!

Noch eine Bemerkung betreffend die Anzahl der Unterzeichner des Minderheitsantrages: Ich war etwas erstaunt, vier Namen zu lesen; in der Kommission wurde dieser Antrag mit 2 zu 5 Stimmen abgelehnt. Es scheint mir nicht ganz richtig, dass beim Minderheitsantrag im nachhinein Personen aufgeführt werden, die an der Kommissionssitzung eventuell gar nicht teilgenommen haben.

**Einsparungen:** Aus dem Salvioni-Bericht – er wurde immerhin von ihm veranlasst – ersehen wir, dass durch das neue Zivilschutzkonzept enorme Einsparungen ermöglicht werden, dass beim Zivilschutz nur noch das Allernotwendigste angeschafft wird und dass der Zivilschutz seinen Beitrag an die Sanierung der Bundesfinanzen geleistet hat. Wir dürfen aber in bezug auf Einsparungen bei der Ausrüstung und der Ausbildung nicht mehr weitergehen, sonst bleibt die gut angelauene Umstellung stecken, und der «Zivilschutz 95» wird doch noch ein Papiertiger.

Zum Rückweisungsantrag Zimmerli: Zivilschutz- und Militärgesetz sind in der Vorbereitung und im Entwurf aufeinander abgestimmt. Die Zusammenarbeit ist ausdrücklich festgehalten, insbesondere in Artikel 11 ZSG. Details – das muss ich Herrn Zimmerli nicht sagen – sind in den Verordnungen festzulegen, insbesondere deshalb, weil der Zivilschutz zur Hauptsache Gemeinde- und Kantonssache ist. Denn die Feuerwehr können wir hier sowieso nicht regeln – das Konzept «Feuerwehr 95» war im Rat kein Thema. Das ist eine kantonale Sache, und deshalb müssen verschiedene Bereiche der Hilfs-

und Rettungsdienste kantonal oder sogar auf Gemeindeebene geregelt werden – etwa, wie Geräte gemeinsam angeschafft und welche Geräte gemeinsam benutzt werden können, wie gemeinsame Organisationen getroffen werden können.

Sollten sich im Militärgesetz wesentliche Änderungen ergeben, könnten dank unseres Zweikammersystems die Korrekturen wenn notwendig auch im Zivilschutzgesetz längstens noch vorgenommen werden. Die Gesetzesrevision präjudiziert in keiner Weise die bevorstehende Regierungs- und Verwaltungsreform. Abklärungen, ob der Zivilschutz anderswo unterstellt werden soll, werden zurzeit vorgenommen, ebenfalls, ob es in Zukunft ein Sicherheitsdepartement geben soll. Das alles hat mit dieser Gesetzgebung nichts zu tun. Man kann das auch nachher und ganz unabhängig davon beschliessen. Es besteht also überhaupt kein Grund zur Rückweisung an die Kommission. Behandeln wir das Gesetz heute! Verzögern wir den Fahrplan nicht!

Noch ein Wort zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz: Es ist gut, dass wir hier und heute vom schweizerischen Perfektionismus und von der Ueberversicherung abrücken – ich denke an die Anzahl Schutzplätze, die zum Teil weit über 100 Prozent hinausgehen. Die Ersatzbeiträge privater Baupflichtiger werden den Gemeinden für Bauerneuerungen, für die Anschaffungen von Material und Ausrüstung eine wohltuende finanzielle Hilfe sein.

In diesem Sinne bitte ich Sie, einzutreten. Weisen Sie das Ganze nicht an die Kommission zurück, es ist nicht notwendig! Ich stimme den Anträgen im Sinne der Kommission zu.

**Loretan:** Ich möchte die Revision der Zivilschutzgesetzgebung in zweifacher Hinsicht einer – sicher auch persönlich gefärbten – Beurteilung unterziehen.

In sicherheitspolitischer Hinsicht fügt sich die Vorlage in das Gerüst des Berichtes 90 zur neuen Sicherheitspolitik ein. Das kann nicht bestritten werden. Die Vorlage ist mit «Armee 95» koordiniert; ich werde noch darauf zurückkommen. Sie ist auch mit dem neuen gesamtschweizerischen Feuerwehrleitbild «Feuerwehr 95» koordiniert. Daraus ergeben sich sehr erwünschte Synergieeffekte im Bereich der Materialbeschaffung, wobei hier die Anstrengungen noch zu intensivieren sind. Es ergeben sich Synergieeffekte im Bereich der Personalrekrutierung und Synergieeffekte vor allem im Bereich der Ausbildung. Die Beurteilung fällt positiv aus, und ich möchte dem Bundesrat, dem Departementschef, Herrn Bundesrat Koller, aber vor allem auch dem Bundesamt für Zivilschutz unter seiner neuen Führung für seine Flexibilität gratulieren.

In diesem Zusammenhang ist die Aussicht von grosser Bedeutung, dass 60 000 Angehörige der Milizfeuerwehren von der Schutzdienstpflicht im Zivilschutz befreit werden sollen, weil ja neu die Feuerwehren auch im Falle von Teilmobilmachungen oder einer allgemeinen Kriegsmobilmachung, aber auch beim Aufgebot des Zivilschutzes ihre Aufgaben – das sind Rettung, Brandbekämpfung und allgemeine Schadenabwehr – weiterhin erfüllen sollen. «Befreiung» bedeutet, dass die betreffenden Feuerwehrleute auch keine Ausbildungsdienste in Formationen des Zivilschutzes absolvieren werden. Das ist ein Schritt in die richtige Richtung. Insbesondere die Spezialisten und die Kader der Feuerwehr müssen während 10 bis 15 Jahren, sofern sie körperlich und geistig leistungsfähig bleiben, in ihren Funktionen behalten werden können. Im Zeichen der zunehmenden Freiwilligkeit des Feuerwehrdienstes – je nach kantonaler Regelung – ist man auf diesen sanften Druck – Befreiung im Zivildienst, dafür Dienst in der Feuerwehr – angewiesen, um diese Leute nach ihrer aufwendigen Ausbildung möglichst lange behalten zu können.

Im Bereich der Zivilschutzgesetzgebung spielt die Koordination mit der Feuerwehr. Im Armeebereich dagegen sind Fragen zur Freistellungsregelung offen. Darüber werden wir uns dann, Herr Zimmerli, beim Militärgesetz unterhalten. Da stehe ich dann eher auf Ihrer Seite. Dort wird es darum gehen, weitere rund 20 000 Aktivdienstdispensationen gesetzlich festzulegen. Besser wäre es indessen – ich werde vermutlich Anträge in dieser Richtung vertreten –, analog der Lösung im Zivilschutzgesetz auch hier Freistellungen oder Befreiungen, im

gesetzestechnischen Sinne formuliert, zu treffen. Das wäre im Interesse der Feuerwehren, gerade auch der Milizfeuerwehren mit ihrem hohen Spezialisierungsgrad, speziell in den Stützpunkt-Feuerwehren. Doch davon dann in der dritten Sessionswoche.

Ich werde die Anträge, die schon verteilt worden sind oder noch kommen werden, zur besseren Vernetzung der drei Partner Armee, Zivilschutz und Feuerwehren unterstützen, bin aber nicht der Meinung, dass wir deswegen dem Antrag Zimmerli auf Rückweisung zustimmen müssten. Ich möchte ganz kurz sechs Gründe vortragen, die für eine Ablehnung des Rückweisungsantrages Zimmerli sprechen. Ich tue dies nicht etwa deswegen, weil er mich nicht zitiert hat. Ich habe nämlich zu diesem Thema beim «Leitbild Zivilschutz» auch gesprochen. (*Heiterkeit*) Spass beiseite, man kann nicht alle zitieren.

1. Die Partner Armee und Zivilschutz sind gleichberechtigt und gleichwertig. Man kann also in diesem Sinne nicht die Armee, wie es Herr Zimmerli tun will, favorisieren und das Militär-gesetz quasi als Leitlinie für das Zivilschutzgesetz vorweg behandeln wollen.

2. Die Revision der Zivilschutzgesetzgebung ist weitgehend unbestritten, was beim neuen Militärgesetz nicht unbedingt so gesagt werden kann. Da könnten wir auf der Zeitachse in schwierige Probleme hineingeraten. Gott sei Dank können wir den Kernbereich dieser Gesetzgebung vorziehen.

3. Koordinationsbedarf besteht nicht primär beim Zivilschutz-gesetz, sondern bei der Armee, beim Militärgesetz, vor allem was die bereits angesprochene personelle Seite betrifft. Bei der Revision des Zivilschutzgesetzes ist diese Seite gut gelöst.

4. Wir würden mit der Zustimmung zum Antrag Zimmerli der Revisionsarbeit an der Zivilschutzgesetzgebung den Schwung nehmen, den der Zivilschutz so gut gebrauchen kann, wie Herr Bühler Robert es klar dargelegt hat. Es wäre schade, wenn wir nun hier einen Unterbruch einlegen würden, welcher der Revision der Gesetzgebung nur schaden könnte. Die Auswirkungen auf die Zivilschutzdienstpflichtigen und auf die Milizorganisationen (Zivilschutzverband usw.) wären nicht gut, wenn der Ständerat das heute so beschliessen würde.

5. Wie lange, so frage ich Sie, wird die Neustrukturierung unseres Regierungssystems, unserer Departemente, unserer Verwaltung noch dauern? Wir sind erst am Anfang der parlamentarischen Beratungen, und diese Regierungsreform wird uns noch viel Zeit kosten. Darauf können wir doch bei der Verabschiedung der Zivilschutzgesetzgebung nicht warten.

6. Ich gebe durchaus zu, Herr Zimmerli, dass der Koordinationsbedarf im Bereich des Materials noch vorhanden ist. Herr Bühler hat darauf hingewiesen, dass hier auf der Verordnungsebene und der rein praktischen Ebene in den Gemeinden die Probleme gelöst werden können. Und wenn wir gesetzgeberisch tätig werden müssen, dann besteht die Möglichkeit, in den Artikeln 48ff. des Zivilschutzgesetzentwurfes Anträge einzubringen, wie das Herr Salvioni vermutlich noch tun wird. Damit könnte dem vordringlichsten Anliegen des Antragstellers Rechnung getragen werden.

Nun noch ganz kurz zur finanziellen Seite, zum zweiten Teil meiner Ausführungen: Die mit der Umsetzung des Leitbildes «Zivilschutz 95» zu erzielenden Einsparungen sind beträchtlich und im Zeitalter der enormen Schuldenwirtschaft von Bund, von vielen Kantonen und leider auch vielen Gemeinden hochwillkommen. Sie lassen sich realisieren, ohne dass die Verbesserung der Ausbildung, die vordringlich ist, sowie die dringend erforderlichen Neubeschaffungen von Material zur Förderung der Katastrophen- und Nothilfe darunter zu leiden hätten. Allerdings darf, analog zum Bereich Armee, beim Bund der Jahresplafond von rund 200 Millionen Franken nicht unterschritten werden, sonst gefährden wir die Umsetzung des Zivilschutzleitbildes 95.

Ich bin für Eintreten, somit für Ablehnung des Rückweisungsantrages Zimmerli und dann im Prinzip für Zustimmung zu den Anträgen der Kommission bzw. der Kommissionsmehrheit.

**Huber:** Ich habe heute offenbar das Schicksal, immer unmittelbar im Anschluss an Herrn Kollege Loretan zu argumentieren. Aber das ist das waltende Schicksal, das da oben sitzt – wo, das lasse ich dahingestellt.

Ich möchte einige Sätze zum Eintreten sagen. Es ist klar, ich bin aus Ueberzeugung für Eintreten. Das Echo hat Herr Bühler Robert als zuständiger Präsident richtig geschlidert. Ich bin dankbar dafür, Herr Bundesrat Koller, dass in diesem Gesetz endlich die Frage geregelt wird, die den Kantonen so immense Schwierigkeiten bereitet hat: nämlich die Norm, die die Nachbarschaftshilfe gesetzlich regelt, weil kommunale Landesfürsten uns zeitweise daran gehindert haben, die Zivilschutzorganisationen in Nachbargemeinden einzusetzen.

Es hat da ein Denken Platz gegriffen: Meine Feuerwehr ist nur meine Feuerwehr und nicht die der anderen. Das haben Sie beseitigt, und dass Sie den Mut gefunden haben, in den Grenzregionen darauf hinzuweisen, man könne über die Grenze hinaus tätig werden, ist auch ein guter Zug.

Ich bin dankbar, dass eine Reduktion der Bestände stattfindet, und zwar, weil der Ausbildungserfolg mit den zur Verfügung stehenden Mitteln bei kleineren Beständen grösser sein kann. Der zentrale Zweck dieses Gesetzes hingegen scheint mir nun darin zu bestehen, dass die Unterschiede im Zivilschutz, die in unserem Land bestehen, ausgemerzt werden. Die lokalen und regionalen Unterschiede sind im Zivilschutz sehr gross. Man muss sich hüten, alles über einen Leisten zu schlagen. Doch es muss Lückenfüllung betrieben werden, damit der Zivilschutz seine Funktion in der Gesamtverteidigung erfüllen kann.

Ich möchte die Liste der Argumente von Herrn Loretan noch verlängern, warum der Rückweisungsantrag abgewiesen werden sollte. Herr Kollege Zimmerli, Sie hätten mich ohne weiteres noch in einer anderen Eigenschaft zitieren können. Ich hatte das Vergnügen, während zwölf Jahren als Mitglied des Regierungsrates gleichzeitig die Militärverwaltung und den Zivilschutz in einem Departement zu führen. Meine aargauischen Mitbürger haben sich in keiner Art und Weise daran geübt. Es ist auch gelungen, eine Gesetzgebung zur Annahme zu bringen, die alle Gebiete der zivilen Verteidigung in einem Gesetz zusammenführt, vom koordinierten Sanitätsdienst bis zum Kulturgüterschutz, und damit aufzuzeigen, wie viele Zusammenhänge in Tat und Wahrheit bestehen.

Die Gründe, weshalb ich den Rückweisungsantrag ablehne, sind drei:

1. Die Struktur bei der Armee ist direkt umgekehrt wie die Struktur beim Zivilschutz. Beim Zivilschutz liegt das Schwergewicht auf der Stufe der Gemeinde. Auf der Stufe des Kantons liegen reelle und reale Kompetenzen, und auf der Stufe des Bundes wird mit sehr wenig Kräften ein Ausschnitt aus der gesamten Tätigkeit vorgenommen und die Gesetzgebung betrieben.

Bei der militärischen Struktur ist auf der Ebene der Gemeinde der Sektionschef eine einsame Person. Die kantonale Militärverwaltung hat vorwiegend Organisatorisches zu tun, das Schwergewicht liegt eindeutig beim Bund. Das zeigt, dass die Struktur, der zivilen und der bürgernahen Ausgestaltung wegen, nun genau invers ist und nicht gleichartig verläuft. Das führt zu gewissen Schwierigkeiten.

2. Diese Schwierigkeiten werden durch die Praxis behoben. Zivilschutz und Armee arbeiten gut zusammen. Das ist die Erfahrung der Vergangenheit. Die Zusammenarbeit kann nicht in Gesetzesnormen gefasst werden. Sie ist etwas, das der direkten Tätigkeit entspringt, sei es im Bereich der Ausbildung, sei es im Bereich der Führung, sei es im Bereich der Vorbereitung. Das sind individuelle Akzente, die von den Handelnden gesetzt werden und für die Sie keine zusätzliche rechtliche Basis brauchen.

3. Das letzte Argument bezieht sich auf den zweiten Punkt des Rückweisungsantrages, die organisationsrechtlichen Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass im Prinzip die Idee des Sicherheitsdepartements realisiert werden kann.

Darf ich Herrn Zimmerli darauf aufmerksam machen, dass Artikel 8 des noch geltenden Zivilschutzgesetzes, das nun derogiert werden soll, festschreibt, dass der Zivilschutz beim Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement und beim Bundesamt für Zivilschutz angesiedelt ist. Das neue Gesetz enthält aber diesbezüglich keine Aussage. Damit ist die Voraussetzung erfüllt, dass der Bundesrat ohne gesetzliche Bindung seine Organisationskompetenz ausüben kann. Wenn er das

nicht tut oder das allenfalls aus irgendwelchen Gründen nicht tun will, ist die Vorlage über die Verwaltungsorganisation und die Regierungsreform der Ort, wo diesbezüglich gewirkt werden muss.

Ich komme dazu, Ihnen zu empfehlen, auf dieses klare, moderne, gute Gesetz einzutreten – es spricht alle Probleme des Zivilschutzes an und gibt gestützt darauf die Möglichkeit, sie auch zu lösen – und den Rückweisungsantrag Zimmerli abzulehnen.

**Mornioli:** Der Empfehlung unseres Ratspräsidenten folgend habe ich mein Votum zusammengestrichen und beschränke mich auf zwei Bemerkungen.

Nell'ambito della commissione competente ho votato questa legge. Dopo avere però sentito le argomentazioni del collega Zimmerli ho deciso di appoggiare la sua proposta di rinvio.

Ich unterstütze somit den Rückweisungsantrag. Falls er aber abgelehnt werden sollte, möchte ich noch eine kurze Bemerkung anbringen.

Artikel 28 Absatz 2 legt folgendes fest: Wenn Zivilschutzorganisationen oder Teile davon im Einsatz stehen, kann jede Person zur Hilfeleistung verpflichtet werden. Ich hoffe, dass von dieser Bestimmung auch Gebrauch gemacht wird. Was haben wir bei der Ueberschwemmung in Locarno erlebt? Der Zivilschutz wurde aufgeboten und hat sehr nützliche Dienste zugunsten der Behörden und der Bevölkerung erbracht. So konnte zum Beispiel Dank Integration von Zivilschutzpersonen und Angehörigen der Armee in den Ordnungs- und Verkehrsregelungsdienst die Polizei erheblich entlastet werden. Diese Leute wurden aber dem Arbeitsplatz entzogen, was bei vielen Arbeitgebern nicht gerade grosse Freude ausgelöst hat. Man ist der Meinung, dass man aus dem Heer der Arbeitslosen hätte schöpfen können. Es wurden nur einige wenige eingesetzt, die sich freiwillig gemeldet hatten.

Ich kann begreifen, dass bei Katastrophen wie in Brig, die unangemeldet über eine Stadt hereinbrechen, auf geschultes Personal abgestützt werden muss. Aber in Locarno war der Anstieg des Sees präzise vorausgesagt worden und hat sich nur langsam entwickelt. Man hätte also genug Zeit gehabt, um Arbeitslose aufzubieten, zu instruieren und zu organisieren.

Ich hoffe natürlich, dass unser Land von weiteren Naturkatastrophen verschont bleibt. Falls aber solche eintreten, sollte von der erwähnten Möglichkeit, Arbeitslose zu rekrutieren, Gebrauch gemacht werden.

**M. Delalay:** Je voudrais juste intervenir dans ce débat d'entrée en matière pour dire quelques mots, parce que je ne souhaite pas que l'on ait l'impression que les Suisses romands se désintéressent de la protection civile, ce qui n'est vraiment pas le cas.

On entend fréquemment, soit à la Commission des finances, soit au Parlement, et même dans le public, exprimer l'idée que la protection civile devrait adopter une attitude plus économe des deniers publics, en particulier en ce qui concerne les acquisitions de matériel, la construction d'abris. Sous cet angle, on peut dire que le projet qui nous est présenté va dans la bonne direction, puisqu'il accorde dorénavant un accent plus fort à tout ce qui touche à l'instruction et un peu moins au matériel. Ainsi, des économies sensibles pourront être réalisées, et cela dans le sens des souhaits qui sont généralement exprimés.

Je voudrais souligner quelques éléments prévus dans ce projet en vue de réaliser ces économies.

Tout d'abord, il y a – il faut le saluer – une compression des effectifs qui est prévue, de près d'un tiers, et il y a aussi d'autres mesures au niveau du matériel, comme par exemple de nouvelles normes dans les constructions sanitaires, une restructuration des organismes de protection civile, et également l'accomplissement de certaines tâches sur le plan régional et non plus communal comme jusqu'ici. Ainsi, j'ai été frappé, par exemple, par un rapport qui a été fait par M. le chef du Département fédéral de justice et police, à la suite de sa visite à Brigue après les intempéries, selon lequel on a appris que, malheureusement, il manquait à la disposition des sauveteurs des bottes et des manteaux de pluie dans la situation telle que

nous l'avons connue dans le Haut-Valais récemment. Je pense qu'une organisation sur le plan régional est précisément de nature à pallier ces difficultés à l'avenir et à permettre un équipement meilleur, décentralisé qui soit de nature à faire face aux risques que nous encourons.

Il y a également dans les projets d'économies qui sont présentés l'idée de renoncer à certaines acquisitions dans le domaine du matériel. Là aussi, je pense que cela va dans la bonne direction parce que j'ai été aussi surpris d'apprendre dernièrement que les organes de la protection civile envisageaient, par exemple, de changer tous les moteurs des génératrices pour que ceux-ci soient adaptés à l'utilisation de l'essence sans plomb. Je pense qu'il y a là une mesure perfectionniste vers laquelle il ne faudrait pas diriger trop notre action.

Enfin, il faut dire aussi que ce projet va dans le bon sens en ce qui concerne le renforcement de la collaboration et de la coordination de la protection civile avec les autres organisations partenaires, comme les sapeurs-pompiers, les services techniques communaux, la police et l'armée. C'est donc une nouvelle orientation de la coordination des activités civiles et militaires, comme il est demandé dans divers milieux depuis longtemps.

En conclusion, je voudrais saluer le travail qui a été effectué par le Conseil fédéral et les services de M. Koller, conseiller fédéral. Ces travaux correspondent à nos vœux. Certes, peut-être aurait-on pu avoir des objectifs encore plus ambitieux dans le domaine de la coordination, mais je crois que cela ne ferait que retarder une réforme qui est, aujourd'hui, bienvenue.

C'est la raison pour laquelle j'opte pour l'entrée en matière et vous invite également à le faire.

**Bloetzer:** Ich bin für Eintreten und beantrage Ihnen, den Rückweisungsantrag Zimmerli abzulehnen.

Worum geht es? Das Ziel dieser Vorlage ist die gesetzliche Umsetzung der Zivilschutzreform, die wir mit dem neuen Zivilschutzleitbild vom Februar 1992 eingeleitet haben. Es ist unbestritten, dass sich der Zivilschutz bei den Unwetterkatastrophen, von denen das Wallis und das Tessin im vergangenen September heimgesucht wurden, bewährt hat. Der Zivilschutz, koordiniert mit den übrigen Einsatzelementen, hat klar gezeigt, dass die Reform in die richtige Richtung geht.

Ich war früher Chef eines kommunalen Führungsstabes, und ich habe ebenfalls Gelegenheit, am Aufbau einer kantonalen Katastrophenhilfeorganisation mitzuwirken. Aus dieser Erfahrung heraus bin ich der Auffassung, dass es darum geht, den kantonalen, regionalen und kommunalen Führungsstäben Einsatzelemente zur Verfügung zu stellen, mit einer zweckmässigen Organisation und Ausrüstung, und dafür zu sorgen, dass die Leute, die in den Einsatzelementen Dienst leisten, eine gute Ausbildung erhalten; vor allem geht es auch darum, dass eine zweckmässige Führung sichergestellt wird.

Diese Gesetzesrevision und die eingeleitete Reform stellt dies für einmal sicher. Was wir von Kollege Zimmerli gehört haben, ist einleuchtend im Sinne einer Vision für die Zukunft. Ich möchte das, was Herr Zimmerli dargestellt hat, nicht verneinen. Heute geht es aber nicht um Zukunftsvisionen. In einer weiteren Etappe wird es darum gehen, eine verbesserte Koordination im Einsatz aller Mittel für die Sicherheit unserer Bevölkerung sowohl auf Stufe Gemeinde und Kanton wie auch aus nationaler Sicht anzustreben. Heute geht es darum, die Zivilschutzreform, die wir eingeleitet haben, effektiv durchzuführen und gesetzlich umzusetzen.

Aus dieser Sicht beantrage ich Ihnen Eintreten und Ablehnung des Rückweisungsantrages Zimmerli.

**Zimmerli:** Zunächst möchte ich mich bei Herrn Loretan – er ist zwar nicht mehr da – entschuldigen, dass ich ihn nicht zitiert habe. Ich hätte ihn auch zitieren können, aber ich wollte die Debatte nicht verlängern – soviel nur, damit keine Missverständnisse entstehen.

1. Es geht mir nicht darum, heute Rückweisung des ganzen Pakets zu verlangen, sondern nur Rückweisung des Beschlusses A. Der Beschluss B, das Schutzbautengesetz, kann verabschiedet werden.

2. Ich beantrage nicht, dass der Zivilschutz schon jetzt einem anderen Departement, dem EMD, zugewiesen wird; das hat Herr Huber durchaus richtig gesagt. Ich will nur, dass die organisationsrechtlichen Voraussetzungen für eine Zuweisung an ein einziges Departement geschaffen werden können. Da genügt mir einfach die Streichung des geltenden Artikel 8 nicht. Ich möchte, dass man das Gesetz in diesem Sinne auf den Anpassungsbedarf hin untersucht; das gibt nicht sehr viel zu tun.
3. Ich favorisiere kein Gesetz, weder das Zivilschutzgesetz noch das Militärgesetz!
4. Ich finde es schade, dass wir, obwohl wir den Koordinationsbedarf an sich erkennen, die Arbeit auf die Differenzbereinigung verschieben. Ich finde das für den Erstrat nicht sinnvoll.

**M. Coutau, rapporteur:** J'aimerais remercier les orateurs qui se sont prononcés contre la proposition de renvoi Zimmerli et qui ont, dans ce sens, fourni de bons arguments.

Je vous rappelle que M. Zimmerli demande deux choses: une meilleure harmonisation de la protection civile avec l'organisation militaire et la réunion de la protection civile et de l'armée dans un seul département.

En ce qui concerne la coordination entre la PCi et l'organisation militaire, on peut dire au moins qu'elle est assurée dans le temps puisque les deux projets ont été mûris simultanément et qu'ils devraient entrer en vigueur simultanément en 1995. Cette simultanéité dans le temps a provoqué inévitablement une certaine simultanéité dans la réflexion. Matériellement aussi, j'estime qu'il y a, en ce qui concerne l'organisation et l'obligation de servir, en ce qui concerne la juxtaposition de l'engagement des personnels, une volonté de coordination. Peut-être ne s'exprime-t-elle pas aussi clairement que M. Zimmerli l'aurait voulu, mais elle est en tout cas dans l'esprit des textes, sinon dans les textes eux-mêmes.

Je reconnais volontiers que la Délégation des finances a des soucis légitimes. Comme membre de la Commission des finances, j'en suis le premier convaincu, et je suis convaincu aussi qu'une meilleure coordination entre l'armée et la protection civile pourrait aboutir à des synergies propres à amener quelques économies supplémentaires. Mais j'aimerais rappeler, comme l'a fait M. Huber, les différences fondamentales qui séparent l'armée et la protection civile.

Cette différence est de nature constitutionnelle. Tant que la protection civile restera fondée sur les trois étages de la commune, du canton et de la Confédération, et qu'elle devra prévoir précisément ce caractère civil et respecter le fédéralisme de nos institutions, elle ne pourra pas être pratiquement organisée sur le même schéma que l'armée qui dépend, pour l'essentiel, de la Confédération. Tant que nous sommes régis par le système constitutionnel actuel, je ne pense pas qu'il puisse être question d'une coordination beaucoup plus approfondie que celle que nous avons déjà amorcée. Je rappelle d'ailleurs, et vous l'avez fait vous-même, Monsieur Zimmerli, que les deux organisations dépendent d'une conception globale de la sécurité et que c'est bien dans cet esprit-là que la loi a été conçue.

Quant à la réunion de la protection civile et de l'armée dans un seul et même département, je confirme que la présente révision ne l'empêche en rien, si l'opportunité en était finalement démontrée. Or, cette opportunité n'est pas encore démontrée, il est possible que cela soit le cas à la faveur d'une réorganisation du gouvernement. Il serait, à mon sens, prématuré de prendre une telle décision maintenant, à l'occasion de l'examen de l'actuelle révision. En revanche, la nécessité de mettre cette révision sous toit en temps utile, afin précisément d'assurer la coordination de son entrée en vigueur avec la nouvelle loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire, nous incite à ne pas prolonger la durée des débats parlementaires.

C'est aussi la raison pour laquelle je vous invite à vous opposer à la proposition Zimmerli et à entrer en matière sur cet objet.

**Bundesrat Koller:** Ich möchte Ihnen vorweg für die positive Aufnahme der bundesrätlichen Botschaft zur Revision der Zivilschutzgesetzgebung bestens danken. Wir sind uns alle ei-

nig, dass die Neuausrichtung des Zivilschutzes, wie sie im Zivilschutzleitbild 95 näher dargelegt worden ist, für den Zivilschutz eine grosse Chance ist. Die jüngsten Ereignisse im Wallis und im Tessin haben mir das einmal mehr klar bestätigt. Es ist eine Chance für die Dienstleistenden, die in diesem Einsatz der zivilen Katastrophenhilfe optimal motiviert sind. Es ist aber auch eine Chance im Sinne einer noch besseren Akzeptanz des Zivilschutzes in unserer ganzen Bevölkerung. Die rechtliche Umsetzung dieses neuen Zivilschutzleitbildes verlangt einerseits eine Totalrevision des Zivilschutzgesetzes und andererseits eine Teilrevision des Schutzbautengesetzes, die wir Ihnen mit der Botschaft vorgelegt haben.

Dabei darf ich bereits hier festhalten, dass wir uns im Rahmen vom «Zivilschutz 95» sehr um eine Abstimmung dieser Reformen mit den gleichzeitig laufenden Reformen sowohl der «Armee 95» wie auch der «Feuerwehr 95» bemüht haben. Es ist wirklich alles andere als selbstverständlich, wenn wir so weit gekommen sind, dass wir jetzt im neuen Zivilschutzgesetz mit dem Einverständnis der Feuerwehr eine viel bessere Arbeitsteilung zwischen Zivilschutz und Feuerwehr realisieren werden. Das war deshalb keineswegs selbstverständlich, weil die Feuerwehr natürlich ausschliesslich in den kantonalen Kompetenzbereich fällt und wir daher der Feuerwehr überhaupt nicht dreinzureden haben.

Trotzdem ist es uns gelungen, hier einheitliche Konzeptionen zu realisieren, mit der wichtigen Folge, dass der Einsatz im Verbund Zivilschutz/Feuerwehr künftig viel effizienter und kostengünstiger sein wird, indem wir ja durch diese klare Arbeitsteilung nunmehr auf die Brandschutzformationen des Zivilschutzes verzichten können. Das zeigt doch, wie sehr wir uns um Abstimmung all dieser Reformen bemüht haben. Ich möchte gerade auch den anderen Organisationen für diese Bereitschaft zu einer optimalen Abstimmung dieser Reformen ausdrücklich bestens danken.

Im Rahmen des totalrevidierten Zivilschutzgesetzes geht es vor allem um die rechtliche Verankerung folgender zentraler Neuerungen: Es geht einmal um die Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte; dann um die Schaffung günstiger Voraussetzungen zum raschen und effizienten Einsatz der Zivilschutzmittel bei Katastrophen und Notlagen, nicht nur im Inland, sondern auch im grenznahen Ausland – denken Sie an die Regionen im Bereich Basel, Genf und anderswo –; dann geht es um die Neuverteilung der Aufgaben zwischen dem Zivilschutz und anderen Einsatzdiensten, insbesondere den Feuerwehren, entsprechend dem organisatorischen Leitsatz «So normal wie möglich und so ausserordentlich wie nötig»; dann um die Festschreibung der Verjüngung, der Straffung und der Vereinfachung der Zivilschutzorganisationen der Gemeinden; schliesslich um die Förderung der überörtlichen Aufgabenbewältigung nach dem Grundsatz «Rationalisierung durch Regionalisierung».

Die Teilrevision des Schutzbautengesetzes führt unter anderem – auch das ist sehr erwünscht – zu einer Vereinfachung und zu wesentlichen Verbilligungen im baulichen Bereich des Zivilschutzes.

Natürlich erhält durch diese Neuausrichtung die zivile Katastrophenhilfe sowohl in der Ausbildung als auch bei der Materialbeschaffung jetzt die erste Priorität. Aber auf der anderen Seite wäre es angesichts der sicherheitspolitischen Lagebeurteilung des Bundesrates, die wir Ihnen im Sicherheitsbericht unterbreitet haben, verfehlt, deswegen die klassische Aufgabe des Zivilschutzes – Schutz gegen Auswirkungen bewaffneter Konflikte – einfach aufzugeben.

Der Bau und vor allem der Unterhalt von Schutzräumen bleibt daher auch weiterhin eine zentrale Aufgabe des Zivilschutzes. Wir möchten vor allem – wir werden nachher Gelegenheit haben, dies aufgrund eines Einzelantrages von Herrn Bisig zu vertiefen – vom Prinzip «für jeden Einwohner ein Schutzplatz» nicht abkommen. Wir realisieren zwar im Rahmen der Zivilschutzreform auch im baulichen Bereich, den wir ganz bewusst in die dritte Priorität versetzt haben, grosse Einsparungen in der Grössenordnung von mehr als einer Milliarde Franken, aber es wäre andererseits verfehlt, von diesem bewährten Prinzip abzugehen.

Schutzräume sind immer noch der weitaus beste Schutz – übrigens auch bei vielen zivilen Katastrophen –, denken Sie nur an Unfälle in Atomkraftwerken und andern Industriebetrieben. Der Schutzraumbau und der Schutzbautenunterhalt sind damit naturgemäss eine langfristige Aufgabe. Wir haben in unserem Lande etwa dreissig Jahre gebraucht, bis wir diesem Ziel, für jeden Mann und jede Frau ein Schutzplatz, nahegekommen sind. Das zeigt auch, dass wir diese Aufgabe nicht einfach aufgeben sollten, nur weil der Zeitgeist die Bedrohung im Moment zum Teil nicht mehr sieht. Dabei haben wir in der Botschaft klargemacht, dass das Schwergewicht auf diesem Gebiet im Unterhalt und in der Werterhaltung der vorhandenen Schutzbauten bestehen muss. Nebenbei muss es vor allem darum gehen, erhebliche Lücken zu schliessen, die an gewissen Orten unseres Landes noch bestehen.

Die vorgeschlagene Aenderung des Schutzbaugesetzes erlaubt uns auf der anderen Seite ganz gewichtige Einsparungen durch Massnahmen, die wir Ihnen bereits angekündigt haben, die ich aber noch einmal wiederholen darf: Wir haben den Schutzgrad von Zivilschutzbauten von 3 Bar auf generell 1 Bar reduziert. Wir haben die Soll-Vorgabe bei der Erstellung von Patientenliegestellen in sanitätsdienstlichen Anlagen von 2 Prozent auf neu 1,5 Prozent der Bevölkerung festgelegt, was Einsparungen von etwa 460 Millionen Franken bedeutet, und wir verzichten auf die Beitragsleistung an die Erstellung von öffentlichen Schutzräumen in Gebieten, die 90 Prozent des Schutzplatzbedarfs bereits abgedeckt haben. Wir sehen im neuen Gesetz sogar eine Ermächtigung vor, hier bis auf 80 Prozent hinunterzugehen.

Aber ich möchte abschliessend betonen, dass Schutzbauten – gerade auch gegenüber gewissen zivilisationsbedingten Katastrophen – eine entscheidende Hilfe sind. Das sind Probleme, die man heute vielleicht allzu leicht übersieht, die aber bei jedem A-Unfall in der Nähe der Schweiz zweifellos wieder grössere Aktualität erlangen würden, die wir dann aber nicht kurzfristig lösen könnten.

Auch die Materialbeschaffung im Zivilschutz soll künftig ganz auf die Neuausrichtung des Zivilschutzes mit dieser neuen, gleichwertigen Hauptaufgabe, der zivilen Katastrophenhilfe, ausgerichtet werden. Wir sind daran, die Materialliste 85, aufgrund welcher wir bisher Material beschafft hatten, zu überarbeiten. Wir werden die ganze Materialbeschaffung zentral auf diese neue Hauptaufgabe ausrichten. In diesem Rahmen haben wir als Erstbeschaffungsprojekte eine wettertaugliche persönliche Ausrüstung vorgesehen, weil sich deren Fehlen gerade im Wallis als ein sehr schwerwiegender Mangel erwiesen hat. Es liegt in der Natur der neuen Aufgabe, dass vor allem die Pionierformationen im zivilen Katastrophenhilfeeinsatz besser ausgerüstet werden müssen. Dabei wollen wir – nachdem der Zivilschutz nach wie vor auf den Gemeinden als Hauptpfeiler ruht – den Gemeinden im Rahmen der Materialbeschaffung einen die spezifischen Verhältnisse berücksichtigenden Spielraum ausdrücklich belassen.

Ich kann Sie versichern, dass wir auch die Beschaffung von neuem Zivilschutzmaterial mit den Partnerorganisationen und insbesondere mit den Kantonen im einzelnen abgesprochen haben.

Erlauben Sie mir noch einige wenige Worte zu den finanziellen Aspekten. Der Herr Kommissionsreferent und andere sind bereits darauf eingegangen, so dass ich mich kurz fassen kann. Aber es ist eine entscheidende, erwünschte Nebenwirkung des neuen Zivilschutzes, dass er uns bis zum Jahre 2010 Einsparungen von insgesamt 2,3 Milliarden Franken erlauben wird: rund 1 Milliarde Franken im Bereich der Schutzbauten und mehr als 1 Milliarde Franken im Bereich der Materialbeschaffung, da wir dort grosse Verzichte realisieren. Wir verzichten bekanntlich auf den Ortsfunk; wir verzichten auf die erneute Beschaffung von Ueberlebensnahrung und anderem. Wir haben diese massgeblichen Einsparungen in einem Ergänzungsbericht zur Botschaft «Die finanziellen Auswirkungen des neuen Zivilschutzleitbildes» im Detail dargelegt.

Die Ausgaben für den Zivilschutz haben auf Bundesstufe in den letzten zwanzig Jahren kontinuierlich abgenommen. Sie machten 1992 real noch rund 42 Prozent des Betrages aus, den der Bund zwanzig Jahre früher, 1972 für den Zivilschutz

ausgegeben hat. Gleichzeitig ging der Anteil an den Gesamtausgaben des Bundes von 2 auf 0,4 Prozent zurück. Zählt man heute die Ausgaben für den Zivilschutz auf allen Stufen – Bund, Kantone, Gemeinden, Private – zusammen, kostet uns der Zivilschutz derzeit jährlich noch etwa 100 Franken pro Einwohner; sicher eine sehr billige Versicherungsprämie für das, was der Zivilschutz im Rahmen beider Hauptaufgaben heute leistet. Es kommt daher nicht von ungefähr – Herr Bühler Robert hat schon ausdrücklich darauf hingewiesen –, dass auch bei Umfragen die Akzeptanz des Zivilschutzes heute sehr hoch ist und sich mit der Neuausrichtung auf die zivile Katastrophenhilfe sicher noch einmal verbessern wird.

Damit komme ich auf den Rückweisungsantrag Zimmerli zu sprechen: Herr Zimmerli, ich kann Sie versichern, als wir diese Reformarbeiten sowohl im EMD als auch in meinem Departement angegangen sind, haben wir uns sehr wohl überlegt, ob die Reform nicht in einem grossen Schritt realisiert werden könnte. Es ist zuzugeben: Es steht auch das Problem einer allgemeinen Dienstpflicht im öffentlichen Interesse im Raum. Wir haben eine entsprechende Studienkommission eingesetzt, die hier die notwendigen Arbeiten vorantreibt. Auch die Frage einer Neugruppierung der Aemter in den bestehenden Departementen steht zurzeit zur Diskussion.

Nach reichlicher Ueberlegung sind wir zum Schluss gekommen, dass allein ein etappenweises Vorgehen zu zeitgerechten Reformen führen kann. Das war der Grund, weshalb wir uns entschlossen haben, in einer ersten Etappe die Armeeform sowie die Zivilschutz- und Feuerwehreform 1995 zu realisieren und in einer folgenden Etappe die ganzen Probleme einer allgemeinen übergreifenden Dienstpflicht – was eine entsprechende Verfassungsänderung nötig machen würde! – und die Frage der Neuorganisation im Rahmen der Departemente anzugehen. Denn wenn wir das in diese erste Phase hätten einbetten wollen, hätte das zu einer nicht zu verantwortenden Verzögerung all dieser unbedingt notwendigen Reformarbeiten geführt.

In diesem Zusammenhang, Herr Zimmerli, darf ich darauf hinweisen, dass die De-facto-Zusammenarbeit heute schon viel weiter geht, als allgemein angenommen wird. Ich gebe zu, die legalistisch umschriebene Zusammenarbeit erschöpft sich in diesem Gesetz in einem oder zwei Artikeln. Letztlich kommt es vor allem aber auf die faktische Zusammenarbeit an.

Seit längerer Zeit arbeiten wir z. B. mit der Armee in den folgenden Bereichen praktisch tagtäglich zusammen: Auf dem Gebiet der Materialbeschaffung – aufgrund einer entsprechenden Verordnung, der sogenannten bundesrätlichen Einkaufsverordnung –, im Bereich der Personaladministration – deshalb konnten wir Ihnen auch diese Sofortmassnahmen zum vorzeitigen Uebertritt aus der Wehrpflicht in den Zivilschutz im März dieses Jahres ohne Komplikationen unterbreiten –, auf dem Gebiet der Versorgung, des AC-Schutzes, des Sanitätendienstes, der Uebermittlung, des Planungswesens. Bereits heute wird also zwischen Armee und Zivilschutz sehr eng zusammengearbeitet. Es ist aber bei der Armee wie im Zivilschutz: Die Doktrin der Zusammenarbeit eignet sich meiner Meinung nach wenig, um in der Gesetzgebung festgelegt zu werden, sondern das muss der situativen Anpassung auf den einzelnen Teilgebieten weitgehend offen bleiben.

Im übrigen ist zu beachten, dass dieser Zusammenarbeit – auch das ist von mehreren Votanten bereits gesagt worden – von der total unterschiedlichen Struktur von Zivilschutz und Armee her auf der anderen Seite doch enge Grenzen gesetzt sind.

Sie wissen: Die Armee ist zentral geführt, wird zentral eingesetzt; der Zivilschutz ist dagegen total föderalistisch aufgebaut. Die Hauptverantwortung liegt hier bei den Gemeinden und Kantonen.

Im übrigen ist auch hier ein weiterer Unterschied zu betonen: Der Zivilschutz hat keinerlei Kampfauftrag. Er ist unbewaffnet; ich möchte das auch hier vom Tisch des Bundesrates aus unterstreichen. Die Zuweisungen, die wir hier im Gesetz vorsehen, dürfen nicht dazu führen, dass der Zivilschutz plötzlich militärische oder auch polizeiliche Aufgaben mit Bewaffnung erfüllen könnte. Das wäre mit internationalen Konventionen, mit der Haager Konvention, nicht vereinbar.

Dass wir auf dem Gebiet der Materialbeschaffung schon eng zusammenarbeiten, habe ich bereits ausgeführt. Die Frage der Neuorganisation des Zivilschutzes und der Armee in einem einheitlichen Sicherheitsdepartement – auch da bin ich mit mehreren Votanten einverstanden – muss zwar geprüft werden, und der Bundesrat ist gewillt, sie zu prüfen. Der richtige Ort wird die Vorlage der Regierungs- und Verwaltungsreform sein, die ja bei Ihnen pendent ist. Aber die Lösung kann – entschuldigen Sie den Ausdruck – nicht einfach übers Knie gebrochen werden.

Ich erinnere mich sehr wohl: An einer der letzten Sitzungen, die ich mit den kantonalen Zivilschutzdirektoren hatte, waren beispielsweise alle Zivilschutzdirektoren der welschen Schweiz, über alle Parteien hinweg, nach wie vor gegen eine «Militarisierung» des Zivilschutzes. Wenn wir ihn dann eines Tages «militarisieren» wollen und wenn die Studien, die zurzeit in Gang sind, tatsächlich zu einer solchen Zentralisierung aller oder der meisten sicherheitspolitischen Mittel in einem neuen Gesamtverteidigungs- oder Sicherheitsdepartement führen, bedarf das natürlich sehr, sehr sorgfältiger Vorarbeiten. Es bedarf auch noch sehr vieler Ueberzeugungsarbeit.

Dann muss ich Ihnen ehrlich sagen, Herr Zimmerli: Eine allfällige formelle Anpassung des Zivilschutzgesetzes und des Militärgesetzes wird eigentlich eher eine kleine Arbeit sein.

Wenn Sie jetzt aber dieses Gesetz an die Kommission zurückweisen, bin ich überzeugt, dass das zu einer Verspätung führt, die bis zu einer nächsten Session nie erledigt werden kann. Dann würden natürlich naturgemäss all diese Revisionsanliegen zur Diskussion gestellt, die wir von seiten des Bundesrates ganz klar in die zweite Etappe verwiesen haben und die wir dann auch im Rahmen der zweiten Etappe lösen wollen.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie daher dringend bitten, den Rückweisungsantrag Zimmerli abzulehnen.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass wir mit der neuen Zivilschutzgesetzgebung die rechtlichen Grundlagen für einen modernen, den heutigen und den sich abzeichnenden Herausforderungen gewachsenen Zivilschutz bereitstellen. Die Fähigkeit des Zivilschutzes, rasch, flexibel und unbürokratisch auf Notlagen aller Art zu reagieren, wirkt motivierend auf alle Schutzdienstpflichtigen. Vor allem aber trägt eine solche Handlungsbereitschaft dem legitimen Sicherheits- und Schutzbedürfnis der Bevölkerung Rechnung.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Zimmerli 5 Stimmen  
Dagegen 23 Stimmen

*Detailberatung – Discussion par articles*

## **A. Bundesgesetz über den Zivilschutz A. Loi fédérale sur la protection civile**

### **Titel und Ingress, Art. 1–4**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

### **Titre et préambule, art. 1–4**

*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

### **Art. 5**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Coutau**, rapporteur: A l'article 5 alinéa 2 lettre b, la commission me prie de faire une remarque au sujet de la surveil-

lance de l'exécution des prescriptions de la Confédération par les cantons et les communes.

En effet, l'Office fédéral de la protection civile n'a pas des pouvoirs très considérables, et il ne peut en user qu'avec pondération et réserve, compte tenu des susceptibilités fédéralistes et des engouements plus ou moins grands dans les régions du pays à exécuter les prescriptions de la loi fédérale. Il n'empêche qu'il faut prendre au sérieux cette surveillance de l'exécution, car on a, aujourd'hui, de trop grandes différences entre les diverses régions de notre pays en ce qui concerne le degré de préparation de la protection civile.

C'est la raison pour laquelle la commission m'a demandé d'attirer l'attention du conseil sur cette disposition en particulier.

*Angenommen – Adopté*

### **Art. 6, 7**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

### **Art. 8**

*Antrag der Kommission*  
Abs. 1, 2  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
Abs. 3

Der Kanton kann die Gemeinden verpflichten, in bestimmten Bereichen zusammenzuarbeiten oder ihre Zivilschutzorganisationen zusammenzulegen.

*Antrag Salvioni*

Abs. 1  
Ein Kanton, eine Gemeinde oder mehrere Gemeinden zusammen können gemeinsam eine Zivilschutzorganisation schaffen, indem sie die kantonalen und kommunalen Dienste, welche beauftragt sind, in ausserordentlichen Situationen einzugreifen, als Zivilschutzdienste zusammenzufassen.

### **Art. 8**

*Proposition de la commission*  
Al. 1, 2  
Adhérer au projet du Conseil fédéral  
Al. 3

Le canton peut obliger les communes à collaborer dans certains domaines ou à regrouper leurs organisations de protection civile.

*Proposition Salvioni*

Al. 1  
Un canton ou une commune ou plusieurs communes ensemble peuvent créer en commun une organisation de protection civile en regroupant sous les services de la protection civile les services cantonaux et communaux chargés d'intervenir dans des situations extraordinaires.

*Abs. 1 – Al. 1*

**Schiesser:** Ich nehme an, dass die Stellungnahme von Herrn Coutau sehr kurz ausfallen kann. Herr Salvioni hat mich gebeten, hier eine Bemerkung zu seinem Antrag zu machen und ihn dann zurückzuziehen.

Worum geht es Herrn Salvioni? Er will mit seinem Antrag eine Koordination unter den verschiedenen Diensten erreichen, die in der Botschaft unter Artikel 11 (Seite 27) aufgezählt sind. Es geht ihm darum, diese Koordination nicht nur im operationellen Bereich zu erreichen, sondern auch bei der Vorbereitung und bei der Anschaffung von Material. Herr Bundesrat Koller hat dazu im Eintretensvotum bereits einiges vermerkt.

Aufgrund der Gespräche, die geführt worden sind, hat Herr Salvioni eingesehen, dass Artikel 8 nicht der richtige Ort ist, um diesem Ziel zum Durchbruch zu verhelfen. Ein Ansatzpunkt ergäbe sich allenfalls bei Artikel 11, «Zusammenarbeit».

Dort müsste man versuchen, eine entsprechende Formulierung zu finden.

Ich möchte deshalb an den Zweitrat appellieren, diese Frage dort nochmals aufzugreifen, allenfalls eine neue Formulierung zu suchen, mit der gewährleistet werden kann, dass von seiten der Zivilschutzorganisationen alle Türen zur Zusammenarbeit mit den kantonalen und kommunalen Diensten offenstehen. Es wäre ja nicht sinnvoll, wenn auf zwei Gleisen gefahren würde, wenn zweierlei Material angeschafft würde, wovon das eine nur für den einen Zweck, das andere nur für den anderen zur Verfügung stünde. Hier muss eine Koordination erreicht werden, denn erst dann wird man in der Praxis sehen, wie der Zivilschutz akzeptiert ist. Alle Doppelspurigkeiten sind sinnlos und müssen vermieden werden. In diese Richtung geht der Antrag von Herrn Salvioni.

Ich bitte den Zweitrat, diesem Anliegen die nötige Aufmerksamkeit zu schenken. Ich möchte auch an den Bundesrat und an die Verwaltung appellieren, dieses Anliegen aufzunehmen, zu unterstützen und entsprechende Vorschläge zu unterbreiten.

**Präsident:** Der Antrag Salvioni ist zurückgezogen worden.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission  
Adopté selon la proposition de la commission*

*Abs. 2 – Al. 2*

*Angenommen – Adopté*

*Abs. 3*

**M. Coutau,** rapporteur: Je voulais simplement expliquer la raison de la modification que la commission a apportée à l'alinéa 3.

A première vue, elle ne vous apparaîtra peut-être que comme purement rédactionnelle. En réalité, elle va un peu plus loin en ce sens que nous avons voulu inverser les termes. Je souligne que «le canton peut obliger les communes à collaborer» parce que nous avons voulu mettre en évidence cette obligation de collaboration, précisément dans le sens où M. Salvioni souhaite que cette collaboration se réalise. C'est seulement en deuxième position qu'on évoque la notion de regroupement des organisations des communes dans certains domaines. C'est dire que nous avons bien voulu inverser cette priorité. Ça n'apparaît pas avec toute l'évidence que M. Salvioni aurait pu souhaiter, mais c'est bien le souci que nous avons voulu marquer dans cette modification.

**Bundesrat Koller:** Die Anliegen, die Herr Schiesser im Namen von Herrn Salvioni vorgetragen hat, sind vollständig unbestritten. Wir wollen keine Doppelgleisigkeit, beispielsweise bei der Ausrüstung. Gerade hier bringt das Gesetz einen grossen Fortschritt, indem wir den Zivilschutz vom gesamten Brandschutz befreien und damit kein Brandschutzmaterial mehr angeschafft werden muss, wie dies bisher der Fall war. All dies läuft jetzt exklusiv über die Feuerwehr.

Auch das organisatorische Anliegen der optimalen Koordination der verschiedenen Einsatzdienste ist völlig unbestritten. Die Frage ist nur, ob es Sinn macht und möglich ist, das irgendwie gesetzlich zu regeln. Ich habe beispielsweise bei meinem jüngsten Besuch im Wallis festgestellt, dass die zentrale Führung aller einschlägigen Dienste in St. Niklaus schon optimal funktioniert. Rein rechtlich stossen wir jedoch an enge Grenzen.

Stichwort Feuerwehr: Da die Feuerwehr ausschliesslich kantonaler Kompetenz untersteht, können wir nicht via Zivilschutzgesetz in die Organisation der Zusammenarbeit der Feuerwehr mit dem Zivilschutz eingreifen. Aber in den gegenseitigen Absprachen haben wir den angestrebten Konsens erreicht. Wir können im Zweitrat dieses Problem sicher noch einmal vertieft studieren. Aber ob es sinnvoll und überhaupt möglich ist, wegen der unterschiedlichen Kompetenzen einen zusätzlichen Artikel aufzunehmen, muss im Moment offenbleiben.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 9–11**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 12**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**M. Coutau,** rapporteur: A l'alinéa 4 de l'article 12, il est précisé une fois encore que «les organisations de protection civile n'ont pas de tâches de combat et ne sont pas armées».

Je ne reviens pas sur les déclarations que M. Koller, conseiller fédéral, a faites tout à l'heure, à propos de cette question qui est controversée, notamment en ce qui concerne la mise à la disposition d'autres organisations d'importance nationale ou régionale des membres de la protection civile. Il y a là une règle importante qui doit être respectée, notamment quant à la mise à la disposition d'organisations de polices locale ou cantonale des membres de la protection civile.

Il est important de conserver aux gens qui participent à la protection civile leur caractère de personnes non armées. Ce sont des conventions internationales qui nous y obligent; c'est aussi dans une certaine mesure une interprétation de notre propre constitution. Il est important que cet alinéa 4 soit maintenu et appliqué, y compris dans le cas des membres de la protection civile qui sont mis à la disposition d'autres corps.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 13**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

*Abs. 2, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 13**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

....

a. par le Conseil fédéral, lorsqu'il s'agit d'intervenir en Suisse ou à l'étranger, dans des régions frontalières;

b. par le canton, lorsqu'il s'agit d'intervenir sur son territoire, dans d'autres cantons ou à l'étranger, dans une région frontalière;

....

*Al. 2, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**M. Coutau,** rapporteur: Il s'agit d'une modification de caractère plus rédactionnel qu'autre chose. Elle concerne le texte français.

Nous avons précisé à l'alinéa premier lettres a et b que les territoires des régions frontalières sont bien à l'étranger. Il y avait une petite ambiguïté qu'il fallait lever. Le texte est ainsi plus précis et nous pouvons l'adopter en toute bonne conscience.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 14**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 15***Antrag der Kommission*

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis (neu)

Schutzdienstpflichtige können mit ihrem Einverständnis zivilen Führungsorganen für ausserordentliche Lagen sowie kantonalen und kommunalen Polizeikorps zugewiesen werden.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 15***Proposition de la commission*

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis (nouveau)

Avec leur accord, des personnes astreintes peuvent être affectées à un organe civil de conduite chargé de maîtriser des situations extraordinaires ainsi qu'aux corps de police communaux et cantonaux.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Bundesrat Koller:** Die Kommission schlägt Ihnen in Absatz 1bis erneut diese Möglichkeit der Zuweisung von Schutzdienstpflichtigen zur Verstärkung der «zivilen Führungsorgane für ausserordentliche Lagen sowie kantonalen und kommunalen Polizeikorps» vor. In diesem Zusammenhang ist es wichtig festzuhalten, dass diese Zugewiesenen vollständig in den Rechten und Pflichten von Zivilschutzdienstpflichtigen bleiben; d. h., dass sich sowohl der Einsatz wie auch die Entlohnung, die Entschädigung nach den gesetzlichen Regeln des Zivilschutzes richten und nicht nach dem Recht der Organisation, der jemand zugewiesen wurde. Das soll zur Klarheit in den Materialien festgehalten sein.

*Angenommen – Adopté***Art. 16–23***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 24***Antrag der Kommission*

....

b. .... Artikel 15 Absatz 1 von der ....

**Art. 24***Proposition de la commission*

....

b. .... l'article 15 alinéa premier.

**M. Coutau,** rapporteur: Vous voyez que nous avons apporté une modification à l'article 24 lettre b.

Il s'agit simplement de la conséquence de la modification que nous avons apportée à l'article 15. C'est donc purement un ajustement à une modification antérieure.

*Angenommen – Adopté***Art. 25–27***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 28***Antrag der Kommission*

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

.... Hilfeleistung verpflichtet werden. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 3 (neu)

Wer beim Einsatz einer Zivilschutzorganisation Hilfe leistet, ist nach dem Bundesgesetz vom 19. Juni 1992 über die Militärversicherung versichert.

**Art. 28***Proposition de la commission*

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

.... de fournir de l'aide. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 3 (nouveau)

Quiconque fournit de l'aide lors de l'intervention d'une organisation de protection civile est assuré conformément à la loi du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire.

**M. Coutau,** rapporteur: C'est une modification de caractère rédactionnel à l'alinéa 2.

Nous avons biffé le reste de l'alinéa 2 qui traitait des questions d'assurance. Le reste est devenu un alinéa indépendant: l'alinéa 3 (nouveau). Je crois que c'est plus clair ainsi, systématiquement, dans la présentation de la loi.

*Angenommen – Adopté***Art. 29–33***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 34***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**M. Coutau,** rapporteur: J'aimerais simplement attirer votre attention sur l'article 34. Il s'agit des cours d'introduction.

Nous avons ainsi, avec cette version, une très grande flexibilité. Vous voyez que les personnes qui sont incorporées dans une organisation de protection civile effectuent en principe un cours d'introduction de cinq jours au plus. Cette adjonction de «en principe» veut tenir compte des compétences antérieures dont les membres de la protection civile peuvent faire preuve. Par conséquent, ils peuvent bénéficier d'un cours d'introduction réduit, voire de la suppression totale de leur cours d'introduction. C'est une souplesse importante qui a été apportée par rapport à la situation actuelle.

*Angenommen – Adopté***Art. 35–47***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 48***Antrag der Kommission*

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Bund beschafft das notwendigerweise standardisierte Material.

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 48***Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

Elle acquiert le matériel nécessairement standardisé.

*Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Coutau**, rapporteur: A l'article 48 alinéa 2, nous avons biffé le terme «en règle générale», car nous voulons impérativement que la Confédération acquière le matériel qui est standardisé. Nous ne voulons pas consentir d'exceptions à cet égard. Il y a là une certaine systématique et nous avons ainsi allégé le texte.

*Angenommen – Adopté***Art. 49***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 50***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Die Gemeinde bestellt über den Kanton das Material für ihre ....

*Abs. 2*

Sie beschafft das übrige Material für ihre Zivilschutzorganisation. (Rest des Absatzes streichen)

*Abs. 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 50***Proposition de la commission**Al. 1*

La commune commande, par l'intermédiaire du canton, le matériel ....

*Al. 2*

Elle acquiert le solde du matériel nécessaire à son organisation de protection civile. (Biffer le reste de l'alinéa)

*Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Coutau**, rapporteur: Il s'agit des acquisitions de matériel par la commune. A l'article 50 alinéa premier, nous avons remplacé les mots «par la voie de service» par le terme «par l'intermédiaire du canton». C'est vraiment la voie de service normale. Il fallait que les cantons soient cités d'une façon tout à fait expresse dans cette disposition.

A l'article 50 alinéa 2, on a biffé une disposition qui ne semblait pas nécessaire. Cette décision n'a pas été contestée.

*Angenommen – Adopté***Art. 51***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 52***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

Der Bundesrat regelt das Nähere. Er kann zur Erreichung eines ausgewogenen ....

*Abs. 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 52***Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

Le Conseil fédéral règle les détails. Afin d'harmoniser ....

*Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 53, 54***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 55***Antrag der Kommission**Abs. 1**Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Küchler, Schmid Carlo, Schüle, Ziegler Oswald)

....

a. 30–40 Prozent der Kosten der Ausbildungsdienste; (Rest des Buchstabens streichen)

b. .... durch den Bund sowie der Kosten des Aufgebots zur Katastrophen- und Nothilfe durch Kantone und Gemeinden;

....

*Abs. 2–6*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 55***Proposition de la commission**Al. 1**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Küchler, Schmid Carlo, Schüle, Ziegler Oswald)

....

a. 30 à 40 pour cent des frais relatifs aux services d'instruction; (Biffer le reste de la lettre)

b. .... par la Confédération ainsi que des frais liés à la mise sur pied de la protection civile ordonnée par les cantons et les communes pour fournir de l'aide en cas de catastrophe et dans d'autres situations extraordinaires;

....

*Al. 2–6*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Abs. 1 – Al. 1*

**Küchler**, Sprecher der Minderheit: Beim Antrag der Minderheit handelt es sich um eine Vereinheitlichung der Beitragshöhe bei Katastrophen- und Nothilfe, ungeachtet ob Bund, Kanton oder Gemeinden Zivilschutzorganisationen zur Hilfeleistung aufbieten. Die Kommissionsminderheit kann hierfür folgende vier Hauptargumente ins Feld führen:

1. Es ist eines der Hauptziele der Gesetzesrevision – wie wir heute morgen immer wieder gehört haben –, die Gleichwertigkeit der Katastrophen- und Nothilfe, d. h. ihre Gleichstellung mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte, gesetzlich zu verankern.

Diese Gleichstellung darf sich jedoch nicht bloss in rein deklamatorischen Erklärungen niederschlagen, sondern mit dieser Gleichwertigkeit ist folgerichtig auch bei der Festsetzung der Beitragssätze beim Aufgebot der Zivilschutzformationen Ernst

zu machen. Gemäss Vorschlag des Bundesrates ist dies aber nicht der Fall.

2. Aus der gedruckten Botschaft (Seite 46) ist auch ersichtlich, dass sich die Kosten für den Zivilschutz in den letzten Jahren immer weiter vom Bund weg auf die Kantone, auf die Gemeinden, auf die Privaten verlagert haben. So betragen in den Jahren 1970 bis 1981 die Kosten für die Kantone und Gemeinden noch 43 Prozent. In den Jahren 1982 bis 1990 betrug der Kostenanteil für die Gemeinden und Kantone bereits 50 Prozent. Die Tendenz ist gemäss Revision des Zivilschutzgesetzes offensichtlich steigend. Auch aus diesem Grunde wäre also wenigstens in Katastrophenfällen eine stärkere Solidarität des Bundes mit den Gemeinden und Kantonen angezeigt.

3. Im breitangelegten Vernehmlassungsverfahren haben nicht weniger als 17 Kantone und 3 grosse Organisationen, nämlich die Schweizerische Konferenz der kantonalen Zivilschutzdirektoren, der Schweizerische Zivilschutzverband und die Zivilschutzdirektoren-Konferenz der Westschweiz klipp und klar erklärt, dass sich ein niedrigerer Beitragssatz bei einem Aufgebot von Luftschutzorganisationen durch die Gemeinden und Kantone gegenüber einem formellen Aufgebot durch den Bund durch nichts, aber auch durch gar nichts rechtfertigen lasse.

4. Beim Beitragssatz, der hier zur Diskussion steht, geht es nicht um feste, regelmässige, jährlich wiederkehrende Ausgaben, sondern vielmehr um Beiträge, die hoffentlich überhaupt nie oder dann nur im Einzelfall, eben im Katastrophenfall, eintreten. Hier aber zählen wir seitens der Kantone, seitens der Gemeinden wirklich auf die volle Solidarität des Bundes. Wir zählen auf einen gleichen Beitragssatz, ungeachtet der Tatsache, ob in diesen Fällen vom Bund oder von den Gemeinden aufgeboden wurde.

Gerade in der unterschiedlichen Beitragsabstufung verbirgt sich meines Erachtens die grosse Gefahr, dass sich die Gemeinden eventuell scheuen könnten, aus Angst vor finanziellen Konsequenzen rechtzeitig Formationen aufzubieten. Das könnte sich in Fragen des Ueberlebens eventuell verheerend auswirken.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie ersuchen, der Kommission minderheit zuzustimmen.

**M. Coutau**, rapporteur: Le raisonnement que vient de tenir le porte-parole de la minorité n'a pas obtenu de succès devant la commission parce que l'analogie faite entre les deux interventions n'est pas valable. En réalité, la Confédération met bien sur le même pied, du point de vue des indemnisations et des subventions, les interventions en cas de conflits et les interventions en cas de catastrophes. Simplement, elle fait une différence selon qui commande ces interventions. Dans certains cas, ce sont les cantons et les communes qui prennent la responsabilité de mettre sur pied une organisation de protection civile, et il est normal que dès lors ils reçoivent une subvention de la Confédération qui soit réduite par rapport à une mise sur pied qui serait commandée par la Confédération, qu'il s'agisse d'une mise sur pied en cas de conflits armés ou qu'il s'agisse d'une mise sur pied en cas de catastrophes.

La différence réside dans le principe «qui paie commande». A partir du moment où les communes, voire les cantons, décident d'une mise sur pied de la protection civile, il faut qu'ils sachent qu'ils ont une responsabilité supérieure par rapport au cas où c'est la Confédération qui juge nécessaire de mettre effectivement sur pied cette protection civile.

Bien entendu, il ne faut pas s'étonner que, lors de la procédure de consultation, 17 cantons aient demandé l'égalité des subventions dans les deux cas. On peut s'étonner en revanche qu'il n'y ait pas eu 26 cantons à la demander! On peut par conséquent imaginer que les cantons et les communes aient, à l'égard de la Confédération, la main généreusement tendue non pas pour donner, mais pour recevoir.

En ce qui concerne l'évolution des charges respectives de la Confédération, des cantons et des communes par rapport à la protection civile au cours de ces dernières années, M. Küchler a raison: la tendance a été de diminuer quelque peu la part de la Confédération pour voir la part soit des propriétaires soit des communes et des cantons augmenter. Personnellement, j'ai

l'impression qu'avec la nouvelle loi cette tendance va s'inverser et que nous allons retrouver un équilibre meilleur entre cantons, communes et Confédération en matière de charge financière liée à la protection civile.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à suivre la majorité de la commission.

**Bühler Robert**: Zwei Vorbemerkungen:

1. Der Präsident des Schweizerischen Zivilschutzverbandes SZSV ist gescheitert geworden.

2. Dieser Präsident hat die Budgetberatung hier miterlebt. Wir wollen das Prinzip der Gleichwertigkeit hochhalten. Der Einsatz in Katastrophengebieten ist Ausbildungsdienst. Statt dass die Pflichtigen zu einer Übung einrücken und die Ausbildungszeit absolvieren, leisten sie ihre Pflicht im Einsatzgebiet. Hier ging ich – als der SZSV bei der Vernehmlassung einen anderen Satz befürwortete – davon aus, dass dieser Einsatz ein ausserordentlicher Einsatz sei; dem ist eben nicht so. Deshalb ist es gerechtfertigt, beim Satz von 30 bis 40 Prozent zu bleiben. Das zum Materiellen.

Ich habe die Budgetdebatte erlebt. Beim erstmöglichen Beispiel wollen wir gleich wieder aufstocken, was uns der Bundesrat vorschlägt. So kann es nicht weitergehen. Deshalb bitte ich Sie eindringlich, schon von der Sache, aber auch von der finanziellen Seite her, hier nicht wieder etwas anderes zu beschliessen.

**Schoch**: Herr Bühler Robert macht mich jetzt ein bisschen unsicher, wenn er aussagt, er sei gescheitert geworden. Herr Bühler figuriert nämlich nicht bei der Minderheit, und wenn er formuliert, er sei gescheitert geworden, könnte daraus der Schluss gezogen werden, er habe die Front gewechselt. Offenbar ist das aber nicht der Fall.

Gestatten Sie mir als Kommissionspräsident noch zwei Bemerkungen zur Ergänzung dessen, was Herr Coutau in französischer Sprache absolut perfekt, richtig und umfassend formuliert hat, damit es auch auf deutsch gesagt worden ist.

In Litera a und b von Artikel 55 Absatz 1 werden die Beiträge geregelt, die der Bund an die Kosten der Ausbildung einerseits und an jene im Falle von Katastrophen und bei Nothilfe andererseits leistet. Gemäss Vorlage des Bundesrates sind sowohl für die Ausbildung wie auch für Einsätze in Katastrophen- und Nothilfefällen Beiträge von 30 bis 40 Prozent vorgezogen.

Die Minderheit möchte jetzt für Katastrophen- und Nothilfeinsätze Beiträge in der Höhe von 55 bis 65 Prozent, d. h. mehr Geld vom Bund. Das ist aus finanziellen Ueberlegungen falsch, weil wir so wieder gegen das agieren, was wir in den letzten beiden Tagen immer wieder beschworen haben; es ist aber auch deshalb falsch – da spielt dann die Einheitlichkeit der Entschädigung keine Rolle mehr –, weil es im Gesetzestext heisst, dass für das Aufgebot zur Katastrophen- und Nothilfe die Kantone und Gemeinden zuständig seien. Das würde also bedeuten, dass die Kantone und Gemeinden 55 bis 65 Prozent der Beiträge des Bundes auslösen könnten, mit einem Aufgebot, das sie selbst bestimmen können, dass sie selbst in der Hand haben.

Das kann sich der Bund, für den wir hier zu entscheiden haben, nicht bieten lassen! Wenn der Bund schon Beiträge in der Grössenordnung von 55 bis 65 Prozent bezahlen müsste, dann müsste er auch Gelegenheit haben, bei der Frage mitzuwirken, ob aufgeboden werden soll oder nicht. Diese Möglichkeit steht ihm gemäss der bundesrätlichen Vorlage, der sich die Mehrheit der Kommission angeschlossen hat, zu. Er hätte die Möglichkeit aber nicht, wenn es nach der Vorstellung der Minderheit ginge.

Vor allem aus diesem Grund meine ich, dass man sich der Minderheit nicht anschliessen darf, und bitte ich Sie, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

**Bühler Robert**: Ich möchte das Missverständnis ausräumen: Herr Küchler hat den Schweizerischen Zivilschutzverband erwähnt und gesagt, dass dieser im Vernehmlassungsverfahren auch einen anderen Ansatz verlangt hat. Ich sagte dann, als

Präsident des Zivilschutzverbandes sei ich gescheiter geworden, weil ich inzwischen gemerkt hätte, um was es effektiv ging.

**Ziegler Oswald:** Ich muss meine Sparbereitschaft nicht eigens darlegen. Ich habe das während der Budgetberatungen sowohl in der Kommission als auch hier im Plenum zur Genüge getan. Ich finde es unverständlich, dass man in einer solchen Situation, wo erstens jeder hofft, dass sie nicht eintreten wird, wo zweitens ganz kleine Differenzen bestehen, und wo drittens die Kosten nie ins Ungeheure gehen können, die Budgetberatungen bemüht werden.

Ich meine, man widerspricht sich selber. Es gibt Leute, die die andern unterstützen, aber Angst haben, dass man dann Ausbildungsdienst macht, obwohl es eigentlich Katastrophenhilfe oder Nothilfe wäre, und dass man die Kosten über diese Abrechnung laufen lässt. Auf der anderen Seite hat man Angst, dass man viel zu oft aufbieten würde, dass die Gemeinden aufbieten würden und der Bund bezahlen müsste. Primär müssen Gemeinden und Kantone bezahlen. Es besteht absolut keine Gefahr, dass einfach angeboten wird um des Aufgebotes willen, sondern man wird nur aufbieten, weil man in einer Notlage ist und aufbieten muss. An diese Notlage von vornherein solidarisch einen Beitrag zu leisten, wäre über diese Beitragsbestimmung möglich.

**Bundesrat Koller:** Ich empfehle Ihnen, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Zunächst einmal bestehen verfassungsrechtliche Bedenken. Die Bewältigung von zivilen Katastrophen ist aufgrund von Artikel 3 der Bundesverfassung primär Sache der Kantone und nicht des Bundes. Deshalb bestehen schon rechtliche Bedenken, wenn wir eine Aufgabe, die eine Kantonsaufgabe ist, mit Sätzen von 55 bis 65 Prozent, also weit über die Hälfte, subventionieren würden.

Die zweite Ueberlegung gegen den Minderheitsantrag ist jene, die bereits genannt wurde. Ist eine zivile Katastrophe nur lokaler oder regionaler Natur, dann wird der Zivilschutz weitestgehend und in eigenem Interesse diese Aufgabenbewältigung im Rahmen der Ausbildungstätigkeit erfüllen können. Das neue Gesetz gibt uns diesbezüglich mehr Flexibilität, in der Weise, dass die Zivilschutzpflichtigen bis zu 10 Tage an einem Stück angeboten werden können. Gerade im Walliser Fall – Herr Ziegler Oswald – habe ich feststellen können, dass auch die föderalistische Zusammenarbeit sehr gut klappt. Alle diese Zivilschutzformationen der Kantone haben natürlich alles Interesse daran, dass sie in einem konkreten Schadenfall wirklich im Masstab 1 zu 1 üben können. Deshalb haben Kantone wie Genf, Basel und viele andere ihre Zivilschutzformationen sofort ins Wallis beordert, damit sie diese neue Hauptaufgabe im Rahmen eines Ausbildungsdienstes entsprechend lernen und realisieren können.

Darum haben wir diese Gleichstellung im Bereiche der Entschädigung der Ausbildungsdienste und der Katastrophenhilfe beschlossen. Würde man diese Gleichstellung nicht vornehmen, bestände in jedem konkreten Fall eine Abgrenzungsfrage, ob es sich um einen Ausbildungsdienst, der bis zu 10 Tage gehen kann, handle oder um einen Katastrophen- und Nothilfeinsatz aufgrund eines kantonalen Aufgebotes. Das würde auch in meinen Diensten regelmässig zu einem administrativen Mehraufwand führen. Um Missbräuche zu vermeiden, müssten wir in jedem konkreten Fall abklären, ob es sich hier wirklich nicht um einen Ausbildungsdienst handle, sondern um einen Katastropheneinsatz. Damit würden wir die Vorteile, die wir mit der Pauschalierung im Rahmen der Abrechnungen der Ausbildungsdienste erreicht haben, administrativ wieder in Frage stellen. Ist das Schadenereignis dagegen so gross, dass ein überkantonaler Einsatz unbedingt nötig ist, dann wird der Bundesrat aufbieten, dann gelten auch die höheren Entschädigungssätze.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit 4 Stimmen

*Abs. 2–6 – Al. 2–6*  
*Angenommen – Adopté*

#### Art. 56

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Der Kanton trägt die nicht durch Bundesbeiträge gedeckten Kosten, die ihm bei der Durchführung ....

*Abs. 2*

Streichen

*Abs. 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
(die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

#### Art. 56

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Le canton supporte les frais d'exécution et d'administration de ses tâches en matière de protection civile, pour autant que ces frais ne soient pas couverts par les subventions fédérales.

*Al. 2*

Biffer

*Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 4*

Le droit cantonal fixe les subventions que le canton verse aux communes.

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 57

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Die Gemeinde trägt die nicht durch Bundes- oder Kantonsbeiträge gedeckten Kosten, die ihr bei der Durchführung ....

*Abs. 2*

Streichen

*Abs. 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 57

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

La commune supporte les frais d'exécution et d'administration de ses tâches en matière de protection civile, pour autant que ces frais ne soient pas couverts par les subventions fédérales ou cantonales.

*Al. 2*

Biffer

*Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 58–72

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

24 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

**B. Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz**  
**B. Loi fédérale sur les constructions de protection civile**

**Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, ch. I introduction**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 1**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

*Mehrheit*

In den Gemeinden sind ....

*Minderheit*

(Ziegler Oswald, Kuchler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2 (neu)*

Die Kantone können die Gemeinden teilweise von der Baupflicht befreien, wenn Bedeutung und Lage der Gemeinde eine solche Ausnahme rechtfertigen.

*Antrag Bisig*

*Abs. 1*

In den Gemeinden sind die zum Schutz von 90 oder auf Beschluss des Bundesrates 80 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung notwendigen Bauten zu erstellen und zu unterhalten.

**Art. 1**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

*Majorité*

Les constructions .... dans les communes.

*Minorité*

(Ziegler Oswald, Kuchler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2 (nouveau)*

Les cantons peuvent décider que les constructions ne sont que partiellement obligatoires dans une commune, lorsque son importance et sa situation justifient une exception.

*Proposition Bisig*

*Al. 1*

Les constructions nécessaires à la protection de 90 pour cent ou, sur décision du Conseil fédéral, de 80 pour cent de la population résidante permanente doivent être réalisées et entretenues dans toutes les communes.

**M. Coutau, rapporteur:** Il s'agit, à l'article premier alinéa 2, de reprendre une disposition qui existe dans la loi actuelle et que le projet du Conseil fédéral proposait de biffer.

En réalité, il s'agit de la possibilité, pour les cantons, de «décider que des constructions ne sont que partiellement obligatoires dans une commune, lorsque son importance et sa situation justifient une exception». C'est donc là une soupape de sécurité, si l'on peut dire, par rapport à ce que nous avons pu constater dans certaines communes comme une pléthore de constructions de protection civile. En effet, certaines communes ont construit de façon disproportionnée, notamment dans des stations de villégiature, et nous estimons que le maintien de cette disposition, même si elle n'a pas été utilisée au cours de ces dernières années, est une possibilité d'assouplir et d'éviter des surcharges.

Par conséquent, nous vous invitons à adopter l'alinéa 2.

**Ziegler Oswald, Sprecher der Minderheit:** Der Antrag der Minderheit berührt nur Absatz 1. Bei Absatz 1 geht es lediglich

darum, dass der Bundesrat «in allen Gemeinden» sagt – die Minderheit möchte das auch so festhalten: «in allen Gemeinden» –, während die Mehrheit der Kommission «in den Gemeinden» sagt. Was der Unterschied genau ist, weiss ich nicht, wahrscheinlich hat es einen Zusammenhang mit Absatz 2. Wenn Absatz 1 mit Absatz 2 in Verbindung gebracht wird, ist natürlich klar, dass Ausnahmen möglich sind und dass der Kanton die Ausnahmen bestimmen kann. Primär geht es aber um die Formulierung «in allen Gemeinden» oder «in den Gemeinden».

**Bisig:** Ziel und Zweck des Zivilschutzes sind für mich völlig unbestritten. Vor allem die Neuorientierung im nun revidierten Zivilschutzgesetz, die Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte entspricht absolut meinen Vorstellungen von einer zeitgemässen Aufgabendefinition und von einer glaubwürdigen und verantwortungsbewussten Vorsorge.

Aus dieser Sicht ist es für mich gegeben, dass der Bevölkerung im Bedarfsfall genügend Schutzplätze zur Verfügung stehen müssen. Es stellt sich aber die Frage, wieviel genügend ist, wie viele Schutzplätze im schlimmsten Falle benötigt werden. Die Schutzraumproduktion ist extrem kostenintensiv. Eine zurückhaltende, vorsichtige Bedarfsermittlung ist allein schon aus volkswirtschaftlichen Gründen zwingend. Wenn für jeden Einwohner in seinem Wohnbereich ein Schutzplatz gefordert wird, übersieht man, dass es nie vorkommt, dass sich alle Einwohner gleichzeitig am Wohnort aufhalten.

In der Botschaft stellt der Bundesrat fest, dass ein unverändertes Weiterführen der Schutzplatzproduktion im bisherigen Umfang nicht mehr nötig sei, da bereits eine grosse Anzahl von Schutzplätzen gesamtschweizerisch vorhanden ist. Zusätzlich sei der Bedarf an Schutzplätzen pro Wohneinheit aufgrund der geänderten Wohn- und Lebensgewohnheiten, insbesondere bei grösseren Wohnbauten, gesunken, da immer weniger Leute zusammen einen Haushalt bilden bzw. pro Person durchschnittlich immer grössere Wohneinheiten beansprucht werden. Bei öffentlichen Schutzräumen gibt er sich sogar mit einem Deckungsgrad von 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung zufrieden, und dies erst noch mit der Option einer möglichen Senkung auf 80 Prozent.

Im Zivilschutzleitbild vom 26. Februar 1992 wird auch unmissverständlich festgehalten, dass bei einem gedeckten Schutzplatzbedarf die Bauherrschaft von der Schutzraumbaupflicht befreit werden kann, wobei in diesem Fall ein Ersatzbeitrag zu leisten sei, der für Zivilschutzzwecke verwendet wird.

Nun will der Bundesrat von diesem geradlinigen und übersichtlichen Weg abweichen, weil er um die längerfristige Sicherstellung des Bevölkerungsschutzes fürchtet. Er begründet diesen Meinungsumschwung mit einem jährlichen Ersatzbedarf von rund 140 000 Schutzplätzen infolge einer durchschnittlichen Lebensdauer der Schutzräume von 50 Jahren. Diese Feststellung hält einer genaueren Ueberprüfung nicht stand. Die neueren Anlagen sind praktisch unverwüstlich und verfügen über die erforderliche technische Infrastruktur. Eventuell vorkommende Mängel müssen nicht mit unverhältnismässig teuren Ersatzbauten, sondern mit einem verbesserten Unterhalt und, wo nötig, mit einem Ersatz der Einrichtungen behoben werden. Alles andere wäre volkswirtschaftlich nicht zu verantworten.

Im Vernehmlassungsverfahren wurde verschiedentlich darauf hingewiesen, dass vom helvetischen Perfektionismus, namentlich im baulichen Bereich, Abschied zu nehmen sei. Als zu perfektionistisch wurde auch der Grundsatz beurteilt, wonach jedem Einwohner in seinem Wohnbereich ein Schutzplatz anzubieten sei. Anzustreben sei ein Bestand von 90 Prozent der Wohnbevölkerung. Dieser Forderung kommt der Bundesrat auch entgegen, aber unverständlicherweise nur dann, wenn mittels öffentlichen Schutzräumen ein vorhandenes Schutzplatzdefizit abgedeckt werden muss. Aus meiner Sicht gibt es keinen Grund, bei subventionierten Schutzräumen einen anderen Deckungsgrad anzusetzen als bei privat finanzierten, es sei denn, man vertrete die Meinung, dass Sparen allein ein Bedürfnis der öffentlichen Hand sei.

Es macht wohl wenig Sinn, wenn in Agglomerationsgemeinden oder Ferienorten, die bereits heute weit über 100 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung in Schutzräumen schützen können, unbeirrt weiterhin Schutzplätze erstellt werden. Die frei werdenden Mittel könnten intelligenter eingesetzt werden, sei es für weitere Zivilschutzmassnahmen oder für die Ausrüstung und den Unterhalt der vorhandenen Schutzräume. Gerade die Wachstumsgemeinden haben enorme Infrastrukturaufgaben zu erfüllen. Sie würden es sicher zu schätzen wissen, wenn sie von den Ausgaben im Bereich des Zivilschutzes entlastet würden.

Mit meinem Antrag zu Artikel 1 Absatz 1 wird der im Vernehmlassungsverfahren gestellten Forderung nach einer bescheidenen Reduktion des Deckungsgrades nachgelebt und dem Missstand des teilweise ungenügenden Unterhalts der Schutzräume begegnet. Dem Zweck der Zivilschutzgesetzgebung, dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen von Katastrophen, Notlagen und bewaffneten Konflikten und der Bewältigung von solchen Ereignissen wird damit sicher genügend entsprochen. Von entscheidender Bedeutung ist aber die volkswirtschaftliche Auswirkung, sei dies nun im Sinne einer Entlastung der öffentlichen Haushalte oder Privater und damit letztlich auch ein Beitrag zur Verbilligung der Wohnkosten. Bei einer Reduktion von fast 600 000 Schutzplätzen – das ist die Zahl, von der ich spreche – resultiert ein zur Verfügung stehender Betrag von annähernd einer halben Milliarde Franken. Ich weiss nicht, ob man sich dieser grossen Zahl bewusst ist.

Der Antrag zum Artikel 2 Absatz 2 erfüllt die wohl kaum bestrittene Forderung, dass keine Schutzplätze auf Vorrat gebaut werden sollen, dies durchaus unter Berücksichtigung einer längerfristigen Sicherstellung des Bevölkerungsschutzes. Die Fassungen von Bundesrat und Kommission vermeiden eine Antwort auf die Frage, was passieren soll, wenn der Schutzplatzbedarf gedeckt ist. Die Kantone und vor allem die Gemeinden sind zweifellos am besten in der Lage, ihre Verhältnisse situationsgerecht und verantwortungsbewusst zu beurteilen. Durch die Ersatzbeiträge ist die Gleichbehandlung aller Hauseigentümer ja garantiert.

Immerhin muss in diesem Zusammenhang festgestellt werden, dass bei der Einführung der Schutzraumbaupflicht auch Ungleichheiten zwischen Neu- und Altbaubesitzern geschaffen wurden. Eines Tages wird es sich einmal nicht rechtfertigen lassen, Ersatzbeiträge zu fordern. Uebrigens möchte ich feststellen, dass meine beiden Anträge auf den Mehrheitsanträgen der Kommission basieren.

Ich bitte Sie aus Gründen der volkswirtschaftlichen Verantwortung und der Entlastung der öffentlichen Haushalte, meinen beiden Anträgen zuzustimmen.

**Rhyner:** Ich werde dem Antrag Bisig zustimmen, es sei denn, der Herr Bundesrat könne eine Frage in befriedigendem Sinne beantworten:

In allen Gemeinden sind die zum Schutz der Bevölkerung notwendigen Bauten zu erstellen. Es gibt viele Gemeinden, vor allem relativ kleine Gemeinden, die in den letzten Jahren eine recht grosse Bautätigkeit aufzuweisen hatten und nun einen Schutzraumbestand von über 120 Prozent der Wohnbevölkerung aufweisen.

In diesem Zusammenhang muss doch im Sinne der effizienten Mitteleinsätze entsprechend dem Antrag Bisig ein Weg gefunden werden!

**Bühler Robert:** Ein gewisses Verständnis für den Antrag Bisig habe ich.

Wir wollen keine Ueberproduktion von Schutzplätzen haben. Aber die Formulierung könnte missverstanden werden, nämlich so, dass wir nur noch für 90 Prozent der Bevölkerung Schutzräume schaffen und für 10 Prozent nicht mehr. Denn jene, die nicht zu Hause sind, sind irgendwo anders. Wären dort auch nur 90 Prozent Schutzräume vorhanden, würde es im ganzen nicht ausreichen.

Sicher ist also die Formulierung unglücklich. Heute kann ich dem nicht zustimmen. Wenn dieser Antrag trotzdem erheblich

erklärt würde, müsste man im Zweitrat eine andere Formulierung vornehmen.

Im Moment bin ich also dagegen.

**M. Coutau, rapporteur:** Juste une brève prise de position à l'égard de la proposition Bisig. Elle n'a pas été présentée en commission. Par conséquent, je ne peux pas m'exprimer au nom de la commission.

La proposition Bisig est une modification fondamentale de l'objectif même de la construction d'abris, alors que l'objectif, par rapport à la loi qui nous est présentée, reste le même dans l'esprit du Conseil fédéral et dans celui de la commission, c'est-à-dire qu'il s'agit de couvrir et d'abriter la totalité de la population. Les modifications que nous avons apportées dans la loi sur les abris sont des modifications tout à fait ponctuelles, des assouplissements précis, mais en aucun cas une modification de l'objectif général de l'équipement du pays en places protégées. Nous avons, avec la majorité de la commission, ajouté cet alinéa 2 pour donner une souplesse dans certaines communes. En revanche, nous pensons qu'accepter la proposition Bisig, c'est aller à l'encontre de l'objectif fondamental qui a toujours été admis dans la loi sur la protection civile.

Je vous recommande, par conséquent, à titre personnel, de vous y opposer.

**Bisig:** Ich muss natürlich Herrn Bühler Robert eine Antwort geben. Ich möchte festhalten, dass beide Anträge zusammengehören. Wenn in Artikel 2 von einem gedeckten Schutzplatzbedarf gesprochen wird, muss definiert werden, was darunter zu verstehen ist. Es geht um 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung – nur damit man den Zusammenhang sieht.

Ich spreche nicht einfach aus dem Blauen; ich war sieben Jahre lang Ortschef einer Zivilschutzorganisation. Wir sind dieser Problematik im Detail nachgegangen und haben in keinem einzigen Fall mehr als 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung berechnet. Ich sage Ihnen, wo die restlichen 10 Prozent sind: Dass sie an einem anderen Ort arbeiten oder irgendwo Wochenaufenthalter sind, wie Herr Bühler erklärt hat, ändert an der Festlegung der ständigen Wohnbevölkerung nichts, denn sie haben die Plätze nicht automatisch dort, wo sie arbeiten. Wir sprechen neu von Wohnbevölkerung, das ist ein wesentlicher Unterschied. Mir geht es um Schutzplätze für die Bevölkerung, die wirklich erreichbar ist.

Ich sage Ihnen, wo die Schwergewichte liegen.

1. Bei bewaffneten Konflikten sind viele Leute im Militärdienst, auch bei einer Teilmobilmachung. Dann ist eine grössere Gruppe dieser angesprochenen Leute im Zivilschutz selber tätig und in den eigenen Anlagen untergebracht. Sie wissen, wie viele Anlagen heute schon zur Verfügung stehen, wie viele Schutzplätze dort enthalten sind.

2. Der grösste Teil, vor allem in Pendlergemeinden, entfällt auf die Leute, die ausserhalb der Wohngemeinde arbeiten, also auf Wochenaufenthalter.

Die Summe ergibt in jedem Fall im Durchschnitt mehr als die 10 Prozent, die ich jetzt verlange.

Es kommt dazu, dass im Katastrophenfall eine bescheidene Ueberbelegung zumutbar ist. Ob Sie jetzt 0,95 Quadratmeter pro Person einsetzen oder 1,0 Quadratmeter, das spürt die einzelne Person nun wirklich nicht. Mit diesem bescheidenen Risiko lässt sich leben.

Unter dem Strich ist für jeden Schweizer Bürger ein Schutzplatz, auch bei meiner Version, vorhanden – aber wir sparen 500 Millionen Franken. Das ist mir eine Ueberlegung wert.

**Bundesrat Koller:** Zunächst einmal das Verhältnis von Mehrheit und Minderheit. Ich kann ohne weiteres der Kombination, wie sie von der Minderheit vorgeschlagen wird, zustimmen. Das heisst, dass es in Absatz 1 «in allen Gemeinden» heisst, im Unterschied zur Mehrheit, die nur von «den Gemeinden» spricht, aber verbunden mit Absatz 2, der aus dem geltenden Recht kommt. Es ist sehr wichtig, dass wir hier nicht falsche Signale geben.

Es scheint mir wichtig, dass wir grundsätzlich an der Baupflicht in allen Gemeinden festhalten, dass wir aber Absatz 2 beibehalten und darin – um eine solche Ueberproduktion, wie

sie Herr Rhyner geschildert hat, zu vermeiden – ausdrücklich festhalten, dass teilweise von der Baupflicht befreit werden kann, wenn die Voraussetzungen gegeben sind. Das ist das erste Signal, das wir nicht falsch geben sollten. In diesem Sinne bin ich bereit, den Absatz 2 gemäss Mehrheitsantrag zusätzlich aufzunehmen.

Schwieriger ist die Bereinigung des Antrags Bisig. Ich befürchte, dass wir mit dieser Formulierung ein falsches Signal geben würden. Wir würden damit den Eindruck erwecken, dass wir vom bisherigen bewährten Prinzip «für jeden Mann und jede Frau einen Schutzraum» abkommen würden. Das wäre die öffentliche Wahrnehmung Ihres Antrages. Das wäre für den Zivilschutz und seine Zukunft fatal. Ich bin der Meinung, dass auch aus Gründen der Chancengleichheit für alle Bürger an diesem Grundprinzip festgehalten werden muss.

Im übrigen erleben wir in jedem Konfliktfall – wir haben es das letzte Mal beim Irak-Konflikt erlebt –, dass unsere Zivilschutzstellen von den Leuten überrannt werden. Sobald ein Konfliktfall entsteht, will jeder Mann und jede Frau wissen, wo ihr Schutzraum ist, und jeder Mann und jede Frau will die Gasmaske, die Jodtablette und alle diese Dinge. Auch diesbezüglich wäre es ein falsches Signal, wenn wir ins Gesetz schreiben würden, wir möchten nur noch Schutzräume für 80 oder 90 Prozent der Wohnbevölkerung.

Dagegen nehmen wir Ihr Anliegen und auch das Anliegen von Herrn Rhyner sehr ernst, dass es nicht zu einer Ueberproduktion kommen darf. Wir haben festgestellt, dass das in einzelnen Gemeinden tatsächlich der Fall war. Aber ich bin gerne bereit, Herr Bisig, sofern Sie noch nicht Gelegenheit hatten, Ihnen die Ausführungsverordnung zu zeigen, wo wir die Schutzraumproduktion im Rahmen dieses allgemeinen Prinzips sehr stark reduzieren.

Meine Leute melden mir eine Schutzraumreduktion von bis gegen 30 Prozent. Das ist eine massgebliche finanzielle Entlastung sowohl der privaten Schutzraumbaupflichtigen wie auch der öffentlichen Hand. Das ist auch der Hintergrund, weshalb wir Ihnen bereits für nächstes Jahr – anstatt wie 1993 Zusicherungskredite für Schutzbauten von 75 Millionen – nur mehr 40 Millionen Franken beantragen, also eine ganz entscheidende Reduktion, die sich mittelfristig entsprechend auf die Zahlungskredite auswirken wird. Durch die Neuordnung werden auch die privaten Bauherren erheblich entlastet.

Wie erreichen wir dies? Im Zuge der bevorstehenden Revision der Schutzbautenverordnung – die übrigens bereits mit den Kantonen abgesprochen wird, weil wir mit Ihnen der Meinung sind, dass man in den Kantonen und Gemeinden diese Bedarfsfragen am besten beurteilen kann – sehen wir beispielsweise folgende Lockerungen in der Schutzraumbaupflicht vor: Bisher war für Büros ein Schutzplatz pro 40 Quadratmeter vorgeschrieben. Neu soll dies nur noch pro 60 Quadratmeter der Fall sein. In Wohnhäusern war ein Schutzplatz pro Zimmer vorgesehen. Jetzt beantragen wir, dass in grossen Wohnhäusern ab neun Zimmern nur mehr zwei Schutzplätze pro drei Zimmer zu erstellen sind. Sie sehen also, wir nehmen Ihre Anliegen ernst.

Ich weiss auch von der Kommissionsberatung her, dass es keinen Sinn macht, beispielsweise bei Berghotels oder Bergrestaurants eine Schutzraummöglichkeit für alle Gäste vorzusehen. Dort wollen wir die Schutzraumpflicht künftig nur mehr auf das ständig angestellte Personal ausrichten. Ich versichere Ihnen – und bin gerne bereit, auch die Ausführungsverordnung in diesem Sinne mit Ihnen zu besprechen –, dass wir zu dieser Reduktion kommen. Ich glaube aber nicht, dass wir im Gesetz ein falsches Signal geben sollten, dass wir vom Prinzip «pro Person ein Schutzplatz» abgehen sollten.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie in diesem Sinne den Antrag Bisig ablehnen würden.

**Bisig:** Ich muss ein bisschen hartnäckig nachstossen, denn im Grundsatz sind wir uns einig, da unterscheiden sich unsere Auffassungen nicht. In der Fassung, wie sie vorliegt, wird nicht definiert, wie viele Schutzplätze tatsächlich gebaut werden

müssen. Sie finden auch ganz unterschiedliche Begriffe. Einmal wird von «ständiger Wohnbevölkerung» gesprochen, dann wieder von «Bewohnern». Das ist nicht dasselbe. Man ist sich offensichtlich nicht im klaren darüber.

Für mich ist die entscheidende Frage in Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 2 zu finden. Dort geht es um die Subvention von öffentlichen Schutzplätzen. Wo werden öffentliche Schutzplätze gebaut? Normalerweise werden sie dort gebaut, wo ein Defizit an privaten Schutzplätzen vorhanden ist. Hier gibt man sich mit 90 Prozent oder sogar mit 80 Prozent zufrieden. Wenn private Schutzplätze gebaut werden – wenn die öffentlichen nicht nötig sind, um das Schutzziel «jedem Schweizer einen Platz» zu realisieren –, gilt 100 Prozent, aber wenn öffentliche mithelfen müssen, müssen es nur noch 90 Prozent sein. Diese Rechnung geht für mich nicht auf. Ich meine, für beide soll grundsätzlich das gleiche gelten, denn mit beidem kann man sehr gut leben.

Notabene kommt die Idee von 90 Prozent sogar vom Bundesamt für Zivilschutz. Zur Zeit, als ich aktiver Zivilschützer war, hatte man festgestellt, dass man sich auch mit 90 Prozent begnügen könne; in den Kantonen ist diese Idee heute noch vorhanden. Ich weiss, dass einige Kantone diese 90-Prozent-Klausel gefordert haben.

**Bundesrat Koller:** Ich möchte zu diesem scheinbaren Widerspruch doch noch etwas sagen: Ich gebe Ihnen gerne zu, Herr Bisig: Wir haben diese Reduktion auf 90 Prozent im Rahmen der öffentlichen Schutzbauten natürlich aus finanziellen Gründen angeordnet – das ist das eine. Aber es hat auch einen sachlichen Grund dahinter: Die öffentlichen Schutzräume dienen ja vor allem als Ersatz, dort wo noch keine oder nicht genügend private bestehen; das sind vor allem ältere Häuser, die jetzt natürlich ständig abgelöst werden durch Neubauten, wo dann die Privaten ihre Schutzraumbaupflichten erfüllen. Insofern ist das auch aus einem sachlichen Grund gerechtfertigt, neben dem erwünschten Spareffekt.

Aber ich schlage Ihnen vor, dass wir das im Rahmen der Ausführungsverordnung vielleicht bilateral zusammen mit meinem Bundesamt näher anschauen. Ueberproduktion wollen wir auch nicht; dass uns das ernst ist, zeigt das Moment, dass wir die Zusicherungskredite von 75 Millionen und mehr Franken auf 40 Millionen Franken pro Jahr reduziert haben.

*Abs. 1 – Al. 1*

*Abstimmung – Vote*

*Eventuell – A titre préliminaire*

Für den Antrag der Mehrheit	15 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	3 Stimmen

*Definitiv – Définitivement*

Für den Antrag der Mehrheit	10 Stimmen
Für den Antrag Bisig	9 Stimmen

*Abs. 2 – Al. 2*

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Die Hauseigentümer haben in allen üblicherweise mit Keller geschossen versehenen Neubauten und wesentlichen Neubauten Schutzräume zu erstellen.

*Abs. 2, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Bisig*

*Abs. 2*

Die Kantone bestimmen, inwieweit bei einem gedeckten Schutzplatzbedarf sowie für Bauten ohne Kellergeschosse Schutzräume zu erstellen oder Ersatzbeiträge zu leisten sind.

**Art. 2***Proposition de la commission**Al. 1*

.... et d'importantes annexes ....

*Al. 2, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Bisig**Al. 2*

Les cantons déterminent dans quelle mesure il convient de réaliser des abris ou de verser des contributions de remplacement lorsque des abris couverts sont nécessaires ou que des bâtiments n'ont pas de caves.

*Abs. 1, 3 – Al. 1, 3**Angenommen – Adopté**Abs. 2 – Al. 2*

**Bisig:** Ich erinnere nur an den Unterschied, damit er Ihnen noch gegenwärtig ist: Ich spreche von einem «gedeckten Schutzplatzbedarf», habe aber der Antwort von Herrn Bundesrat Koller entnommen, dass er mit dieser Formulierung grundsätzlich einverstanden wäre.

**Bundesrat Koller:** Ich bin mit der Formulierung Bisig einverstanden.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Bisig

10 Stimmen

Für den Antrag der Kommission

7 Stimmen

**Art. 3***Antrag der Kommission**Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 3 (neu)*

Unterhalt und Betrieb bestehender Notspitäler sind Sache der betroffenen öffentlich- oder privatrechtlichen Trägerschaft.

**Art. 3***Proposition de la commission**Al. 1, 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 3 (nouveau)*

L'entretien et l'exploitation des hôpitaux de secours existants incombent aux institutions de droit public ou privé concernées.

*Angenommen – Adopté***Art. 4–6, 14, 15, Ziff. II***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 4–6, 14, 15, ch. II***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

20 Stimmen  
(Einstimmigkeit)*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse gemäss Seiten 1 und 2 der Botschaft

*Proposition du Conseil fédéral*

Classer les interventions parlementaires selon les pages 1 et 2 du message

*Angenommen – Adopté**An den Nationalrat – Au Conseil national**Schluss der Sitzung um 13.20 Uhr**La séance est levée à 13 h 20*

nahme an der neutralen Waffenstillstandskommission in Korea, in den ersten Bemühungen um eine Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern und in den Hilfsaktionen zugunsten von Kriegs- und Katastrophopfern.

Als weitsichtiger Politiker wusste Max Petitpierre von Anfang an um die Bedeutung der Dritten Welt. 1947 anerkannte er die Unabhängigkeit Indiens und Pakistans. Auf seine Initiative hin wurde die Volksrepublik China im Jahre 1950 anerkannt, nur wenige Monate, nachdem sie ausgerufen worden war.

Max Petitpierre präsidierte im Jahre 1949 die diplomatische Konferenz in Genf, an der die vier Genfer Konventionen über den Schutz der Kriegspfer erarbeitet wurden. Dieses Thema lag ihm auch später noch am Herzen, war er doch noch jahrelang nach seiner Bundesratszeit für das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) tätig. Er machte Genf zur «Stadt des Friedens», indem er die Indochinakonferenz und darauf die Konferenz der vier Grossmächte in die Schweiz holte.

Als Vorsteher des Politischen Departementes musste er sich mit der Ungarnkrise, der Suezkrise und der leidvollen Entkolonialisierung im Kongo und in Algerien auseinandersetzen. Im Algerienkonflikt wurden die Guten Dienste der Schweiz von Frankreich und der Nationalen Befreiungsfront besonders geschätzt.

Max Petitpierre beteiligte sich am Wiederaufbau Europas; er gehörte zu den Mitbegründern der OECD und der Efta und ebnete den Weg für den Schweizer Beitritt zum Europarat.

Als die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl gegründet wurde, versicherte der damalige Bundespräsident Petitpierre: «Es ist ein Glück für Europa, wenn mit der EGKS eine vertrauensvolle Zusammenarbeit zwischen den sechs Mitgliedstaaten eingeleitet wird.» Die Geschichte hat ihm recht gegeben. Max Petitpierre war sich stets bewusst, dass die Nationen Europas eine von gemeinsamen Idealen getragene Kultur- und Schicksalsgemeinschaft sind.

Max Petitpierre bekleidete dreimal das Amt des Bundespräsidenten. In dieser Eigenschaft erwies er General Guisan an dessen Staatsbegräbnis im Jahre 1960 in der Kathedrale von Lausanne in bewegenden Abschiedsworten die letzte Ehre. Er versuchte nie, sich als grosser Redner zu profilieren. Trotzdem haben ihm seine einfache Art und sein Wesen erstaunliche Glaubwürdigkeit verliehen: Sein ganzes Tun und Handeln erweckte stets den Eindruck des Besonnenen und Überlegten.

Diese Eigenschaften finden sich auch bei seinem Sohn wieder, unserem Kollegen Gilles Petitpierre, dem wir unsere innige Anteilnahme ausdrücken.

Max Petitpierre ermöglichte es der Schweiz, im Dienste des Friedens zu wirken. Er war mit den grössten politischen Persönlichkeiten unseres Jahrhunderts bekannt: Churchill, de Gaulle, Spaak, Eisenhower, Chruschtschow, Nehru, Zhou Enlai, Heuss, Hammarskjöld und Kaiser Haile Selassie, mit denen er vertrauliche Kontakte pflegte. Ein Zeugnis davon legen die von Max Petitpierre selbst aufgezeichneten wichtigsten Gespräche mit diesen Politikern ab.

Als die Bundesversammlung am 15. Juni 1961 von Max Petitpierre Abschied nahm, drückte ihm einer meiner Vorgänger, Nationalratspräsident Emil Duft, unter kräftigem Applaus der Volks- und Ständevertreter im Namen des ganzen Schweizervolkes den Dank aus. Auch wir, die heute hier versammelt sind, wissen seine Verdienste um unser Land zu würdigen.

Nach seinem Rücktritt aus dem Bundesrat zog sich Max Petitpierre nach Neuenburg zurück. Bei wichtigen Entscheidungen griff er jeweils in die politische Debatte ein: So hat er das Schweizervolk aufgerufen, für den Beitritt der Schweiz zur Uno zu stimmen, die nach seinen Worten «die gleichen Ziele wie die Schweiz» anstrebt. Ebenso warb er öffentlich für den EWR, denn er sah darin eine direkte Fortsetzung der von ihm verfolgten Politik.

Von seinem Verhandlungsgeschick konnte die Schweiz auch bei der Suche nach einer Lösung für das Juraproblem profitieren. Er stand der Kommission der Guten Dienste für die Jurafrage vor und setzte sich für die Anwendung des Grundsatzes eines Autonomiestatutes ein. Dadurch wurden die Gründung des neuen Kantons und die Aufrechterhaltung der Bezirke, die beim Kanton Bern verbleiben wollten, ermöglicht.

Max Petitpierre war ein Aussenminister, der sowohl in der Schweiz als auch im Ausland grosses Ansehen genoss. Seine historischen Schriften zählen zu den ausgewogensten und schönsten, die über die Schweiz je verfasst wurden. Er wird stets in ungetrübter Erinnerung bleiben.

Die Bundesversammlung entbietet der Familie des Verstorbenen ihr herzlichstes Beileid. Ich bitte alle Anwesenden in dieser Saal, sich zu erheben und in einem Moment des Schweigens Max Petitpierres, eines unserer grössten Staatsmänner, zu gedenken.

*Der Rat erhebt sich zu Ehren des Verstorbenen*

*L'assistance se lève pour honorer la mémoire du défunt*

## Wahlprüfung und Vereidigung

### Vérification des pouvoirs et prestation de serment

**Präsidentin:** Nationalrätin Irène Gardiol hat ihren Rücktritt eingereicht. Auch wenn unsere Kollegin heute schon nicht mehr unter uns weilt, möchte ich es nicht versäumen, ihr in unser aller Namen für ihre geleistete Arbeit sehr herzlich zu danken.

**Borel François (S, NE), rapporteur:** Le Bureau a examiné l'élection de M. Ostermann Roland, né en 1938, originaire de Vinzel, domicilié à Lausanne. M. Ostermann remplace notre ancienne collègue, M<sup>me</sup> Gardiol Irène. M. Ostermann est maître secondaire; il est le deuxième suppléant de la liste du Groupement pour la protection de l'environnement du canton de Vaud. Après le désistement du premier suppléant, M. Biéler Philippe, conseiller d'Etat, le Conseil d'Etat vaudois l'a proclamé élu par arrêté du 27 avril 1994. La publication a été faite dans la «Feuille des avis officiels» du 3 mai 1994.

Le Bureau a constaté qu'il n'y avait pas d'incompatibilité avec le mandat de conseiller national. Le Bureau propose de valider l'élection de M. Ostermann.

**Präsidentin:** Das Büro beantragt, die Wahl von Herrn Roland Ostermann zu validieren. Ein anderer Antrag ist nicht gestellt. Die Wahl wird somit für gültig erklärt.

*Ostermann Roland legt das Gelübde ab*

*Ostermann Roland fait la promesse requise*

**Präsidentin:** Herr Ostermann, der Rat nimmt Kenntnis von Ihrem Gelübde. In seinem Namen heisse ich Sie herzlich willkommen. *(Beifall)*

93.063

## Revision der Zivilschutzgesetzgebung

### Législation sur la protection civile. Révision

Botschaft und Gesetzentwürfe vom 18. August 1993 (BBI III 825)  
Message et projets de lois du 18 août 1993 (FF III 785)

Beschluss des Ständerates vom 2. Dezember 1993  
Décision du Conseil des Etats du 2 décembre 1993

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

*Eintreten*

*Minderheit I*

*(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein)*

*Nichteintreten*

*Minderheit II*

(Hollenstein, Carobbio, de Dardel, Gross Andreas)  
 Rückweisung an den Bundesrat  
 mit dem Auftrag, unter den nachstehenden Voraussetzungen einen Revisionsentwurf vorzulegen:  
 – der Schutz im Falle von natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen gilt als prioritäre und zentrale Aufgabe des Zivilschutzes;  
 – Umwandlung des Zivilschutzes in eine Organisation, die sich hauptsächlich aus Freiwilligen mit einem reduzierten Kaderbestand zusammensetzt (vermehrte Professionalisierung) und über leistungsfähige technische Ausrüstungen verfügt;  
 – die Dienstpflicht ist in Friedenszeiten aufgehoben;  
 – komplette Trennung von Zivilschutz und Militär.

*Minderheit III*

(Carobbio, de Dardel, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Tschäppät Alexander)  
 Rückweisung an den Bundesrat  
 mit dem Auftrag, unter den nachstehenden Voraussetzungen einen Revisionsentwurf vorzulegen:  
 – der Schutz im Falle von natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen gilt als prioritäre und zentrale Aufgabe des Zivilschutzes;  
 – die Umwandlung des Zivilschutzes in eine Organisation, die sich hauptsächlich aus Freiwilligen mit einem reduzierten Kaderbestand zusammensetzt (vermehrte Professionalisierung) und über leistungsfähige technische Ausrüstungen verfügt;  
 – die Dienstpflicht ist in Friedenszeiten aufgehoben.

*Proposition de la commission**Majorité*

Entrer en matière

*Minorité I*

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein)  
 Ne pas entrer en matière

*Minorité II*

(Hollenstein, Carobbio, de Dardel, Gross Andreas)  
 Renvoi au Conseil fédéral  
 avec mandat de présenter un projet de révision qui prévoit ce qui suit:  
 – la protection contre les catastrophes d'origines naturelles et techniques est la mission prioritaire et centrale de la protection civile;  
 – la transformation de la protection civile en une organisation composée principalement de volontaires entourés par un personnel d'encadrement réduit (professionnalisation renforcée) et disposant de moyens techniques performants;  
 – le service obligatoire est abrogé en temps de paix;  
 – la séparation complète de la protection civile et de l'armée.

*Minorité III*

(Carobbio, de Dardel, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Tschäppät Alexander)  
 Renvoi au Conseil fédéral  
 avec mandat de présenter un projet de révision qui prévoit ce qui suit:  
 – la protection contre les catastrophes d'origines naturelles et techniques est la mission prioritaire et centrale de la protection civile;  
 – la transformation de la protection civile en une organisation composée principalement de volontaires entourés par un personnel d'encadrement réduit (professionnalisation renforcée) et disposant de moyens techniques performants;  
 – le service obligatoire est abrogé en temps de paix.

**Dünki Max** (U, ZH), Berichterstatter: Die Revision der Zivilschutzgesetzgebung (Bundesgesetz über den Zivilschutz und Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz) basiert vollständig auf dem neuen Zivilschutzleitbild vom 26. Februar 1992 (BBl 1992 II 922), von welchem der Nationalrat am 8. Oktober 1992 «mit offensichtlicher Mehrheit» (AB 1992 N 2075) in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen hat. Diese konzeptionellen Arbeiten müssen nunmehr in

Gesetzesnormen umgesetzt werden. Die Grundsatzdiskussionen, ob es überhaupt noch einen Zivilschutz braucht oder nicht und in welcher Form, haben wir bei den Beratungen über das Leitbild geführt. Die grosse Mehrheit unseres Rates hat dies im Jahre 1992 bejaht. Der Bundesrat hatte also keine Veranlassung, sein Konzept grundsätzlich zu ändern.

Im personellen Bereich hat das Parlament in der Frühjahrsession 1993 einen wichtigen Vorentscheid in der Frage der vorzeitigen Entlassung aus der Wehrpflicht und des Übertrittes in den Zivilschutz getroffen. An diese Vorgabe haben wir uns heute zu halten. Es ist eine absolute Notwendigkeit, dass das totalrevidierte Bundesgesetz über den Zivilschutz (Zivilschutzgesetz; ZSG) und das teilrevidierte Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz (Schutzbautengesetz; BMG) zeitlich und sachlich mit dem neuen Militärgesetz synchronisiert werden.

Ich möchte einleitend betonen und unterstreichen, dass die heute zur Diskussion stehende Vorlage keine revolutionären Ideen enthält. Es wird nichts «auf den Kopf» gestellt. Der Entwurf, wie er vom Bundesrat verabschiedet, vom Ständerat bereits genehmigt und von der grossen Mehrheit unserer Sicherheitspolitischen Kommission befürwortet wird, beinhaltet lediglich eine Anpassung an die heutigen Gegebenheiten. Es ist eine kontinuierliche Weiterentwicklung des bewährten Zustandes. Solche Gesetzesrevisionen sind auch auf anderen Gebieten von Zeit zu Zeit absolut notwendig.

Mit der vorliegenden Revision der Zivilschutzgesetzgebung wird weder eine allfällige Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht, Gesamtverteidigungspflicht oder eines Gemeinschaftsdienstes noch eine mögliche Veränderung in der administrativen Unterstellung des Bundesamtes für Zivilschutz (Schaffung eines Sicherheits- und Gesamtverteidigungsdepartementes!) vorgenommen. Die laufende Regierungs- und Verwaltungsreform wird in keiner Weise präjudiziert.

Welche wesentlichen Neuerungen bringt die Revision der Zivilschutzgesetzgebung? Ich kann mich relativ kurz halten, weil wir die Grundsätze anlässlich der Beratung des Zivilschutzleitbildes erst kürzlich diskutiert haben. Ich fasse nur das Wesentliche wie folgt zusammen:

Es erfolgt die rechtliche Verankerung der Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte. Der Zivilschutz soll weiterhin Schutz, Hilfe und Rettung bei bewaffneten Konflikten bieten. Er soll aber so ausgerüstet und vorbereitet werden, dass er jederzeit schlagkräftig und möglichst zeitverzugslos bei natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen- sowie anderen Notlagen zum Einsatz kommen kann. Es werden günstige Voraussetzungen zum raschen und effizienten Einsatz der Zivilschutzmittel bei Katastrophen- und Notlagen im In- und Ausland geschaffen.

Letztes Jahr konnten bekanntlich wertvolle Erfahrungen im Wallis und im Tessin gesammelt werden. Diese Aufgaben erhalten in nächster Zeit absolute Priorität.

Gemäss Entwurf erfolgen eine Verjüngung, Straffung und Vereinfachung der Zivilschutzorganisationen. Der Soll-Bestand wird um rund 30 Prozent – von 520 000 Personen auf etwa 380 000 – reduziert. Die Schutzdienstpflicht von bisher 60 Jahren wird neu auf 52 Jahre herabgesetzt. Es erfolgt eine Neuverteilung zwischen dem Zivilschutz und anderen Einsatzdiensten wie insbesondere der Feuerwehren. Dadurch können Doppelspurigkeiten vermieden und Synergieeffekte genutzt werden; eine entsprechende Zahl von Feuerwehrleuten kann von der Zivilschutzdienstpflicht befreit werden.

Es soll auch die überörtliche Aufgabenbewältigung gefördert werden. Die Rationalisierung kann mittels Regionalisierung besser an die Hand genommen werden.

Das neue Zivilschutzgesetz (Bundesgesetz über Zivilschutz, ZSG) erlaubt eine bessere und gezieltere Ausbildung der Mannschaft und des Kadern. Das Motto heisst: «Die richtige Person am richtigen Platz.» Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten müssen entsprechend ihren militärischen und zivilen Vorkenntnissen eingeteilt und in einem abgekürzten Ausbildungsgang auf ihre neue Aufgabe vorbereitet werden. Grosses Gewicht wird auf die Ausbildung und Schulung der Instruktoressen gelegt. Die Instruktoressenschule nimmt ihren Betrieb bekanntlich 1995 auf.

Mit der Teilrevision des Schutzbautengesetzes (Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz, BMG) wird verschiedenen kritischen Einwänden gegenüber dem baulichen Zivilschutz begegnet. Die Schutzraumbaupflicht wird zwar weitergeführt, aber wesentlich reduziert. Es soll keine Überproduktion entstehen. Die Schutzraumbaupflicht soll nur noch für Neubauten und wesentliche Anbauten bestehenbleiben. Alle Umbauten, Aufbauten, Nutzungsänderungen und unwesentlichen Anbauten werden von dieser Pflicht ausgenommen.

Die Schutzraumbaupflicht soll gezielt gesteuert werden; dadurch kann ein Überangebot vermieden werden. Geschätzt wird eine reduzierte Schutzraumproduktion von rund 30 Prozent. Das bringt Einsparungen von etwa 30 bis 40 Millionen Franken pro Jahr. Sie kommen den privaten Bauherren und Mietern zugute.

Auf Perfektionismus wird künftig verzichtet. Alte Schutzräume sollen kontinuierlich ergänzt und erneuert werden. An der Philosophie, dass für jedermann ein Schutzplatz vorhanden sein soll, wird aber festgehalten. Bei akuter Bedrohung können Schutzbauten nicht rasch genug realisiert werden.

Die Patientenliegestellen werden von 2 Prozent auf 1,5 Prozent der Bevölkerung reduziert; das ergibt wiederum eine Einsparung von rund 400 Millionen Franken.

Finanzielle Aspekte: Die Neuausrichtung des Zivilschutzes gegenüber der «Konzeption 71» bringt Einsparungen von mindestens 2,3 Milliarden Franken. Dies entspricht einer Entlastung des Bundes um etwa 500 Millionen Franken. Die Einsparungen für die Kantone und Gemeinden sind ungefähr gleich gross. Alle Bereiche kosten künftig weniger, mit Ausnahme der Ausbildung, hier gibt es Mehraufwendungen von etwa 5 Prozent.

Die Ausgaben des Bundes wurden von 2 Prozent des Bundesbudgets auf rund 0,4 Prozent gedrosselt. Die sinkende Tendenz wird sich fortsetzen. Dies ist auch bei den Kantonen, Gemeinden und bei den Privaten der Fall. Damit trägt der Zivilschutz wesentlich zur Sanierung des Finanzhaushaltes der öffentlichen Hand bei.

Beurteilung durch die Kommission: Bei der Revision des Zivilschutzgesetzes ist die Sicherheitspolitische Kommission mit 15 zu 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen auf die Vorlage eingetreten. Die GesamtAbstimmungen ergaben folgendes Bild: Teil A (Zivilschutzgesetz): Zustimmung 17, Ablehnung 4, Enthaltungen 2; Teil B (Schutzbautengesetz): Zustimmung 14, Ablehnung 6, Enthaltungen 0.

Wie Sie aus der Fahne ersehen können, liegen drei Minderheitsanträge vor. Die Minderheit I (Gross Andreas) will nicht auf die Vorlage eintreten. Die beiden Rückweisungsanträge – Minderheit II (Hollenstein) und Minderheit III (Carobbio) – sind fast identisch. Die Minderheit II fordert lediglich noch eine komplette Trennung von Zivilschutz und Militär.

Die Minderheit I findet, die vorgeschlagene Neuausrichtung des Zivilschutzes entbehre der Verfassungsgrundlage. Sie meint, dass man zuerst das Volk befragen müsse, ob es eine Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung bei bewaffneten Konflikten wolle. Diese Frage wurde durch das Bundesamt für Justiz geklärt. Absatz 7 des Artikels 22bis der Bundesverfassung lautet: «Das Gesetz ordnet den Einsatz von Organisationen des Zivilschutzes zur Nothilfe.» Ich überlasse es Herrn Bundesrat Koller, die Einwände von Herrn Gross mit weiteren rechtlichen Argumenten zu entkräften.

Die Rückweisungsanträge der Minderheiten II und III bezwecken in erster Linie, eine Zivilschutzorganisation zu schaffen, welche nur im Falle von natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen eingesetzt wird. Die Zivilschutzpflicht sollte in Friedenszeiten aufgehoben werden. Die Minderheiten möchten nur ein kleines, professionelles Kader, das sich aus Freiwilligen zusammensetzt.

Die Minderheit II verlangt eine vollständige Trennung von Zivilschutz und Militär. Diese Trennung ist aber bereits gewährleistet. Der Zivilschutz ist eine zivile Organisation und untersteht nicht dem Militärwesen. Im Ernstfall, auch im Katastrophenfall, braucht es aber koordinierte Einsätze, das dürfte jedermann einleuchten. Ohne die gute Zusammenarbeit aller Kräfte geht es sicher nicht.

Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen, den Nichteintretens- und die beiden Rückweisungsanträge abzulehnen. Bekanntlich ist der ewige Friede noch nicht ausgebrochen. Niemand kann garantieren, dass unser Land immer von kriegerischen Ereignissen verschont wird. Wir müssen nur über die Landesgrenze hinausschauen. Es ist doch sicher vernünftiger, wie bisher einen Zivilschutz für alle möglichen Fälle zu haben und ihn dann nicht zu brauchen als einen zu brauchen und ihn dann nicht zu haben. Zu den weiteren Anträgen nehme ich in der Detailberatung Stellung.

Die Kommissionsmehrheit bejaht das neue Zivilschutzgesetz, es ist eine vernünftige Gesetzgebung. Sie beantragt, auf die Vorlagen einzutreten.

**Mamie Philippe (R, VD), rapporteur:** La législation actuelle sur la protection civile se base sur l'article 22bis de la constitution approuvé le 24 mai 1959 par le peuple et les cantons: il s'agit de la loi du 23 mars 1962 sur la protection civile et de la loi du 4 octobre 1963 sur les abris ainsi que des ordonnances d'application. Ces textes ont fait l'objet de révisions en 1977 et 1985, ceci en fonction de l'évolution du droit, de la modification des besoins de la population en matière de protection et de sécurité.

Par son message du 18 août 1993, le Conseil fédéral propose au Parlement une révision pratiquement totale de la loi fédérale sur la protection civile et une révision partielle de la loi fédérale sur les constructions de protection civile. Ces modifications majeures ont pour base le rapport sur la politique de sécurité du 1er octobre 1990 ainsi que le Plan directeur du 26 février 1992 de la protection civile, ce dernier approuvé par notre Conseil le 8 octobre 1992. La conception retenue par le Conseil fédéral marque une volonté d'insérer la protection civile dans notre politique de sécurité.

D'autre part, depuis la mise en vigueur de la loi de 1962, un certain nombre d'expériences ont été faites comme ont été émises également quelques critiques, en particulier, son coût élevé, voire une information quelquefois lacunaire. La présente révision tient largement compte de ces éléments et veut en faire un organisme mieux adapté à la nouvelle situation et aux circonstances actuelles. Elle vise également une meilleure coordination avec les autres organismes d'intervention et surtout elle sera moins coûteuse à la Confédération, aux cantons et aux communes ainsi qu'aux particuliers surtout en ce qui concerne la construction des abris.

Quelles sont les innovations les plus importantes?

1. Assurer la protection de la population en cas de conflits armés et lui fournir une aide substantielle lors de catastrophes d'origine naturelle ou technique et dans d'autres situations extraordinaires.
2. Intégrer systématiquement la protection des biens culturels.
3. Adopter des mesures pour que la protection civile puisse intervenir rapidement et efficacement en cas de besoin.
4. Répartir clairement les tâches entre la protection civile et les autres services d'intervention, le service du feu notamment.
5. Restructurer les organisations communales en fonction du rajeunissement et de la diminution des effectifs.
6. Planifier des structures permettant l'exécution de certaines tâches à l'échelon régional.
7. Ce qui me paraît essentiel – accorder la priorité à l'instruction.

La révision partielle de la loi sur les abris vise quant à elle une réduction des coûts de construction en harmonisant et en gérant au mieux l'existant afin d'éviter trop d'ouvrages à certains endroits et pas assez ailleurs. Cette mesure s'inscrit ainsi parfaitement avec les remarques émises lors du débat sur le Plan directeur de la protection civile. En vertu de la nouvelle ordonnance prévue sur les abris, seule la construction d'un nouveau bâtiment ou d'une annexe importante engendrera l'obligation de réaliser un abri. Est réputée importante, par exemple, une annexe qui impliquerait la création d'au moins cinq places protégées. L'économie ainsi réalisée se montera entre 30 et 40 millions de francs par année, ce qui n'est pas négligeable.

En ce qui concerne les modifications de la législation sur la protection civile, nous relevons que l'utilisation des moyens

de cette dernière n'est plus limitée aux seuls cas de conflits armés, mais étendue dans son principe aux cas de catastrophes pouvant survenir en temps de paix. D'ailleurs, maintes fois au cours de ces dernières années, les autorités cantonales et communales ont engagé la protection civile en cas de catastrophes et dans d'autres situations extraordinaires.

Tant les bouleversements politiques qu'un accroissement des dangers d'origine naturelle, technique ou sociale justifient la décision du Conseil fédéral de redéfinir la mission de la protection civile. Il étend, et c'est parfaitement dans la logique des choses, des possibilités d'intervention et de participation à des opérations transfrontalières dans le cadre régional. Pour plus de détails, nous vous renvoyons au rapport du Conseil fédéral sur l'engagement et l'organisation de la protection civile publié le 26 février 1992 qui en explique la réorientation et en justifie la réforme.

Il est vrai que tant les cantons que les communes auront un rôle important à assumer à l'avenir pour que puisse se réaliser ce projet de réforme. L'étroite collaboration souhaitée entre les organisations partenaires doit dégager un certain nombre de synergies afin de mettre en pratique les principes d'un engagement efficace. Le principe retenu postule le recours aux moyens ordinaires si possible, extraordinaires si nécessaire. Il faut avant tout veiller à rationaliser l'exécution de certaines tâches, au plus bas échelon, régional par exemple.

Compte tenu et s'inspirant de l'analyse qui a conduit au redimensionnement de l'armée, le projet qui nous est soumis prévoit une compression et un rajeunissement important des effectifs. Il est prévu une réduction de 30 pour cent, soit 140 000 personnes, afin de ramener l'effectif total à 380 000 astreints, répartis de 20 à 52 ans, âge de libération de l'obligation de servir. Ce changement correspond à l'abaissement de 50 à 42 ans de l'âge de libération du service militaire. D'autre part, les étrangers ne seront plus astreints à servir en temps de paix. Toutefois, le service volontaire leur est possible, tant aux hommes qu'aux femmes. Enfin, l'instruction des personnes astreintes à servir constitue à n'en pas douter la priorité majeure du projet. Il faut en effet donner aux membres des organisations de protection civile une bonne formation en matière d'aide en cas de catastrophes d'origine naturelle ou technique et dans d'autres situations extraordinaires, tâches astreignantes et exigeantes. Il est absolument nécessaire que ces tâches soient accomplies par du personnel qualifié. A cet égard, la promotion de l'instruction, d'une manière plus professionnelle, doit permettre de réaliser cet objectif majeur. De plus, la formation en matière de protection civile doit s'appuyer davantage sur les connaissances et le savoir-faire acquis au cours d'activités civiles et militaires, ainsi que sur l'expérience acquise au sein d'autres organismes. Il sera ainsi possible d'abrèger la durée normale de l'instruction spécialisée du personnel et des cadres dans la mesure où les personnes concernées peuvent faire valoir des connaissances utiles et nécessaires dans le domaine de la protection civile.

Dans le domaine spécifique de l'instruction, les tâches ont été clairement réparties entre les intervenants, à savoir la Confédération se charge de la formation des instructeurs, des cadres supérieurs. Elle sera dispensée à l'Ecole fédérale d'instructeurs, qui devrait ouvrir ses portes en 1995. L'instruction portera sur les domaines de la protection civile, de la défense générale, de l'aide en cas de catastrophes et des secours urgents. Les cantons formeront les cadres moyens et les communes s'occuperont de la formation des cadres subalternes ainsi que des autres membres de l'organisation de protection civile. Toujours dans le domaine de l'instruction, l'Office fédéral de la protection civile collaborera avec l'Alliance suisse des samaritains et la Croix-Rouge.

En ce qui concerne les conséquences financières de l'adoption du Plan directeur de la protection civile, le Conseil fédéral a émis un rapport complémentaire à son message du 18 août 1993. L'un des objectifs étant de limiter les frais engendrés par la protection civile, la conception préconisée en 1971 avait été évaluée à environ 6,75 milliards de francs, soit un coût annuel de 160 à 180 millions de francs à charge de la Confédération, compte tenu de la répartition des tâches existantes. Les révisions partielles de 1977, 1980 et 1984 ont permis de nouvelles

économies pour la Confédération en abolissant les subventions sur les abris privés ainsi que sur les abris obligatoires situés dans des bâtiments publics. Le taux de contribution en matière d'instruction a été ramené de 65 pour cent à 30 pour cent minimum. Ainsi, en vingt ans, la part des dépenses consacrées à la protection civile pour l'ensemble des pouvoirs publics est passée d'environ 2 à 0,4 pour cent. Cependant, comme il importe de garantir l'exécution de la mission de la protection civile, le système des contributions sera maintenu en répartissant de manière équitable les crédits prévus pour les différents domaines d'activités.

Considérant l'état de préparation actuel et l'importance nouvellement accordée à l'aide en cas de catastrophes et aux secours urgents, l'état de préparation réglementaire et planifié doit être atteint en l'an 2010, que ce soit pour les ouvrages de protection, les acquisitions de matériel et l'instruction. Les mesures d'économie touchant le domaine des constructions se montent à 1,035 milliard de francs. Ainsi, au niveau fédéral, on peut compter quelque 500 millions de francs d'économies pour les quinze prochaines années.

Dans le secteur du matériel, la somme totale des économies réalisables se monte à 1,3 milliard de francs, touchant pour l'essentiel la réduction des effectifs, le renoncement à l'acquisition du système de radio locale, ainsi que de l'aliment de survie, l'abandon du matériel de lutte contre le feu, comme d'autres mesures de rationalisation. Par contre, des dépenses supplémentaires sont nécessaires, environ 270 millions de francs, afin de doter en matériel les équipes de sauvetage.

En conclusion, la majorité de la commission relève les efforts louables, tant du Conseil fédéral que de l'Office fédéral de la protection civile, pour mettre en oeuvre une réforme efficace et qui devrait redorer le blason quelque peu terni de cette organisation. Cette révision fondamentale est indispensable pour atteindre cet objectif.

La majorité de votre commission, à l'issue de débats intenses, vous recommande, par 15 voix contre 4 et avec 2 abstentions, d'entrer en matière sur cet objet, et de rejeter les deux propositions de renvoi des minorités II et III ainsi que la proposition de la minorité I de non-entrée en matière.

Les argumentations développées par nos collègues des trois minorités ne sont en définitive pas très différentes de celles avancées lors des débats sur le plan directeur.

Pour ce qui concerne les différents articles, nous y reviendrons lors de la discussion de détail.

**Gross Andreas (S, ZH), Sprecher der Minderheit I:** Man kann über den Zivilschutz verschiedener Meinung sein. Sie wissen, dass in der Bevölkerung ganz verschiedene Meinungen darüber existieren.

Beim Antrag der Minderheit I geht es nicht um eine solche Meinung. Bei diesem Antrag geht es darum, dass das, was Sie in diesem Gesetz wollen, auch eine entsprechende Verfassungsgrundlage haben muss. Darüber müssen wir diskutieren. Ich bestreite, dass die wesentliche Neuerung dieses Gesetzes, nämlich die Gleichwertigkeit von kriegerischem Zivilschutz – also Zivilschutz angesichts kriegerischer Gefahren – und Zivilschutz bei zivilen Katastrophen, dass diese Gleichwertigkeit, welche das eigentlich Neue dieses Gesetzes ist, eine Verfassungsgrundlage hat.

Ich bitte Sie, diese Frage seriös zu prüfen, auch wenn sie von einem Menschen kommt, der Ihre sachliche Position nicht teilt. Wir haben noch kein Verfassungsgericht. Wenn es nach Bundesrat Koller ginge, hätten wir bald eines. Aber weil wir noch keines haben, obliegt es der Bundesversammlung, die Verfassungsmässigkeit der Gesetze zu prüfen. Das sollte sie unabhängig vom Standpunkt desjenigen, der den Antrag stellt, tun.

Diese neue Gleichwertigkeit von zivilem und kriegerischem Zivilschutz bestreite ich nicht auf einer formaljuristischen, historischen Ebene, sondern auf einer faktischen, sachlichen. Die Umstände, die uns heute dieses Gesetz revidieren lassen, haben sich diametral geändert, gemäss jenen Kriterien, die 1957 geäußert wurden. Diese ganz anderen Umstände zwingen uns, auch diesem neuen Gesetz eine entsprechend neue Verfassungsgrundlage zu verschaffen.

Konkret: Der Verfassungstext, Artikel 22bis der Bundesverfassung, auf dem dieses Gesetz fusst, besteht aus sieben Absätzen und 94 Wörtern. 93 dieser 94 Wörter konzentrieren sich auf die Organisation des «Kriegszivilschutzes». Im allerletzten Wort wird dann auch noch gesagt: Wenn wir diese ganze Organisation schon haben, dann brauchen wir sie auch in Notzeiten für zivile Katastrophen wie Überschwemmungen oder Lawennenniedergänge.

Jetzt machen wir dieses Subsidiäre, Zusätzliche zu etwas Gleichwertigem. Es ist nicht so, dass man das formaljuristisch nicht machen dürfte, weil in der Botschaft des Bundesrates von 1956 ausdrücklich gesagt worden ist – ich habe das nachgelesen –, dass man dieses letzte Wort «Nothilfe» bewusst in den letzten Absatz des Verfassungsartikels getan hat, damit man nachher ein entsprechendes Gesetz ausarbeiten kann. Aber es wird in der Botschaft von 1956 (Seite 1094 des Bundesblattes) ganz klar gesagt, dass diese Nothilfe subsidiär gemeint ist – nicht prioritär und nicht gleichwertig, sondern subsidiär.

In der Argumentation für diesen Verfassungsartikel, der erst im zweiten Anlauf vor dem Volk eine Mehrheit fand – im ersten Anlauf wurde er abgelehnt –, wurde immer wieder herausgehoben, dass es die Kriegsbedrohung sei, die diesen Zivilschutz notwendig mache.

Es wurde immer wieder gesagt, der Zivilschutz sei ein Teil unserer militärischen Landesverteidigung, wir brauchten ihn wegen der Atomkriegsgefahr, auch im Atomkrieg gebe es einen Schutz, wenn man sich gewissenhaft vorbereite. Deshalb brauche es den Zivilschutz. Man arbeitete mit der Formel, wonach ein totaler Krieg eine totale Abwehr brauche. Man hat gesagt, den Atomkrieg zu überleben sei ein Problem für uns alle und deshalb brauche es diesen Zivilschutz.

Dieser Zivilschutz war ein eindeutiges Kind des kalten Krieges und basierte auf der Gläubigkeit, mit Hilfe von Beton und durch Untertauchen unter die Erdoberfläche einen Krieg überleben zu können. Nur diese inkriminierte Kriegsgefahr im kalten Krieg hat das Obligatorium für die Männer zur Folge gehabt. Nur diese so empfundene Kriegsgefahr hat Ende der fünfziger Jahre möglich gemacht, was Anfang der fünfziger Jahre noch nicht möglich war, denn damals war ein entsprechendes Gesetz in einer Referendumsabstimmung abgelehnt worden, wonach man unter allen Häusern einen entsprechenden Keller bauen müsse. Diese Pflicht der Hausbesitzer wurde 1952 noch abgelehnt. Nur die Kriegsgefahr nach dem Einmarsch in Ungarn, die man damals in den Vordergrund geschoben hatte, machte in der Folge dieses Obligatorium möglich. Nur diese Kriegsgefahr hat dazu geführt, dass soviel Geld ausgegeben worden ist.

Jetzt kommen Sie und sagen, diese Kriegsgefahr sei zwar nicht mehr so gross, aber der Zivilschutz sei trotzdem sinnvoll, man brauche ihn für den Fall, dass die Feuerwehr, die Sanität oder die Polizei einer Situation nicht Herr würden.

So kann man argumentieren. Wir werden nachher, bei der Rückweisung und bei den konkreten Artikeln, inhaltlich darüber diskutieren. Wenn Sie aber so argumentieren, müssen Sie vorerst eine entsprechende Verfassungsgrundlage schaffen.

Der Bundesrat gibt in der Botschaft selber zu – in der Kommission haben wir entsprechend diskutiert –, dass der kalte Krieg zu Ende sei, sich die Kriegsbedrohung geändert habe, eine ganz neue weltpolitische Situation da sei und man deswegen dem Zivilschutz zusätzlich noch eine andere, gleichwertige Funktion zuschreibe, ja die zivile Komponente tendenziell sogar vor die kriegerische setze.

Das können Sie tun, aber sorgen Sie auch dafür, dass Sie eine entsprechende Verfassungsgrundlage haben! Sie würden auch in Ihrem eigenen Interesse besser so handeln, aus staatspolitischen und anderen Gründen. Sie wissen ja genau, dass dieses Gesetz einmal verfassungsrechtlich eine «luftige» Basis hat – kein ausgearbeitetes Verfassungsfundament –, das versuchte ich aufzuzeigen. Aber auch in der Bevölkerung ist es stark umstritten, ob man für diesen zivilen Bereich eine Milizorganisation braucht, ob das Obligatorium für die Hausbesitzerinnen und Hausbesitzer nötig ist und ob jede Gemeinde und der Bund tatsächlich soviel Geld ausgeben sollen.

Wenn Sie trotz der veränderten weltpolitischen Situation wie vorgesehen legislieren und die Bürgerinnen und Bürger von der Notwendigkeit einer solchen Vorlage überzeugen wollen, sollten Sie die Anstrengung nicht scheuen, die dazu notwendige Verfassungsgrundlage zu schaffen. Ist sie vorhanden, sind Sie verfassungsrechtlich legitimiert, ein entsprechendes Gesetz vorzulegen. Wenn Sie es nicht tun, müssen Sie sich den Vorwurf gefallen lassen, Sie hätten Angst, in einer neuen Verfassungsvorlage zu unterliegen, Sie würden den Kampf scheuen, weil Sie sich inhaltlich doch nicht so sicher fühlten. Das sollten Sie nicht tun! Es ist politisch unverantwortlich, sozusagen einen alten Sinn neu zu interpretieren, ohne dem neuen Sinn eine entsprechende Mehrheit der Bevölkerung zu verschaffen.

Ich bitte Sie, diese Aufrichtigkeit, diese Ehrlichkeit, aufzubringen, d. h., zuzugeben, dass wir inhaltlich, systematisch und konzeptionell ein neues Gesetz machen und dass es dazu auch einer entsprechenden Verfassungsgrundlage bedarf. Inhaltlich, Frau Sandoz, nicht formaljuristisch, weil Sie alle zugeben, dass sich die Rahmenumstände, vor allem die weltpolitische Situation, geändert haben und es nicht mehr primär die Kriegsgefahr ist, die diesen Zivilschutz legitimiert, sondern – Ihrer Meinung nach – die möglichen Katastrophen. Sorgen Sie dafür, dass die neue Zweckbestimmung eine Verfassungsgrundlage erhält und nicht nur Ihrer Interpretation anheimgestellt ist.

**Hollenstein Pia** (G, SG), Sprecherin der Minderheit II: Der Rückweisungsantrag beinhaltet die von uns Grünen schon in der Vernehmlassung gestellten Forderungen.

Erst ein grundsätzlicher Umbau des Zivilschutzes ermöglicht es, den wirklichen Gefahren der Zukunft gerecht zu werden, und zwar mit einem rationellen Einsatz der beschränkten finanziellen Mittel.

Von den Befürworterinnen und Befürwortern der Vorlage wird hervorgehoben, dass neu auch humanitäre Zwecke zum Pflichtenheft des Zivilschutzes gehören: Arbeiten wie die Betreuung von Asylsuchenden oder das Fahren von Behindertentaxis dienen dazu, den wenig motivierten Zivilschutzangehörigen wenigstens ab und zu eine sinnvolle Aufgabe zuzuweisen zu können, und helfen dabei, die ohnehin bescheidenen Sympathien der Organisation in der Bevölkerung zu heben. Doch es kann nicht Sinn einer staatlichen Institution sein, für sich mit Methoden zu werben, die dem eigentlichen Ziel nur zu einem kleinen Teil entsprechen, dies einfach, um die kritischen Stimmen zum Verstummen zu bringen. Der Preis für diese Art von Zivilschutz ist in vielfacher Weise sehr hoch:

1. Die Kosten, die durch den tageweisen Einsatz von Hunderten von Berufsleuten entstehen. Je besser qualifiziert, desto höher ist der Erwerbsausfall. Gerade die angestrebte verstärkte Ausbildung führt in diesem Bereich zu grösseren Kosten.

2. Die Leistung von Zivilschutzangehörigen etwa in der Betreuung von Asylsuchenden oder als Lenker von Behindertenbussen: Das tönt zwar gut, aber auf der anderen Seite sind das Arbeiten, die die öffentliche Hand ohnehin übernehmen müsste. So eingesetzte Zivilschützer nehmen qualifiziertem Personal auf dem freien Arbeitsmarkt die Stelle weg; für dieses muss heute Stempelgeld entrichtet werden.

3. Die Kosten für die Zivilschutzorganisation an sich: Zwar gibt es eine Reduktion des Bestandes auf 380 000 Personen, doch die Schulung für derart viele Angehörige ist angesichts der kurzen Einsatzzeit kaum vertretbar. Die Grünen verlangen deshalb, dass der Bestand massiv weiter gekürzt wird, was mit einer Freiwilligkeit erreicht werden kann. Wir fordern weniger, dafür qualifiziertes und motiviertes Personal.

Endlich Abschied genommen werden muss von der irrationalen Idee, mit Beton sei eine Sicherheit vor den immer ausgeklügelteren Waffensystemen zu erreichen. Statt mit neuen Lüftungsfiltren auf neue Waffen zu reagieren, sollte die Schweiz einen Zivilschutz aufbauen, der präventiv wirkt und den nicht überlebenden nächsten Krieg in der Schweiz verhindern hilft. Dazu gehören der Abbau von sozialen Spannungen und das Eindämmen von ökologischen Bedrohungen. Diese Ziele sind einerseits von der Politik zu leiten, andererseits von einem

Fachpersonal, das sich nicht an wenigen Tagen pro Jahr als ein solches ausbilden lässt. Hier liegt denn auch unsere Forderung nach wenig, dafür qualifiziertem und motiviertem Personal begründet.

Im Revisionsentwurf noch immer enthalten ist zudem eine starke Anlehnung ans Militär. Die Vermischung verhindert einerseits, dass sich der Zivilschutz endgültig von den Bedrohungsmustern früherer Jahrzehnte löst und die Gefahren von heute und vom nächsten Jahrtausend ins Auge fasst.

Die Nähe zum Militär ist aber auch für viele Verweigerer der Grund, sich nicht auf den Zivilschutz einzulassen. Die Organisation würde an Glaubwürdigkeit gewinnen, würde sie sich klar und umfassend vom Militär abgrenzen. Die Minderheit II stellt deshalb auch diese Forderung.

Weil die Revisionsvorschläge so, wie sie heute vorliegen, völlig ungenügend sind, beantragen wir Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag, einen neuen Gesetzentwurf vorzulegen, der folgende Forderungen berücksichtigt:

Der Schutz im Falle von natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen gilt als prioritäre und zentrale Aufgabe des Zivilschutzes. Der Zivilschutz wird in eine Organisation umgewandelt, die sich hauptsächlich aus Freiwilligen mit einem reduzierten Kaderbestand zusammensetzt; er erreicht somit vermehrt eine Professionalisierung und verfügt über leistungsfähige technische Ausrüstungen. Die Dienstpflicht wird in Friedenszeiten aufgehoben. Und eine letzte Forderung: Der Zivilschutz wird vollständig vom Militär getrennt!

Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit II auf Rückweisung zuzustimmen.

**Carobbio Werner (S, TI)**, porte-parole de la minorité III: Au nom de la minorité III de la commission, je vous propose – moi aussi – de renvoyer le projet au Conseil fédéral avec le mandat de représenter un projet complètement révisé qui prévoit trois orientations différentes par rapport au projet en discussion.

Premièrement, la mission prioritaire et principale de la protection civile doit être la protection de la population contre les catastrophes d'origines naturelles et techniques.

Deuxièmement, l'organisation doit être basée sur un personnel d'encadrement réduit, très professionnalisé et disposant de moyens techniques performants, et composée de volontaires.

Troisièmement, le service obligatoire doit par conséquent être abrogé en temps de paix.

A l'exception du point demandant une séparation complète de la protection civile avec l'armée, les nouveaux buts que nous fixons au Conseil fédéral sont pratiquement les mêmes que ceux de la minorité II (Hollenstein) dont je suis du reste un des cosignataires.

La nécessité d'une refonte complète de la loi sur la protection civile n'est pas en discussion et nous appuyons la volonté du Conseil fédéral d'innover dans ce domaine. Du reste, je pense que c'était la seule voie praticable. La législation en vigueur étant encore empreinte de conceptions idéologiques de la guerre froide, elle ne répond plus du tout aux nouveaux dangers qui menacent la population – dangers qui sont avant tout technologiques ou naturels, plutôt que militaires.

La protection civile est surdimensionnée quant à ses effectifs, confrontée à d'énormes difficultés d'instruction et démotivée; sa conception et son organisation apparaissent aujourd'hui quelque peu obsolètes, très coûteuses et inadéquates pour faire vraiment face aux nouvelles situations.

Ce que la minorité III conteste, c'est donc l'insuffisance, voire la prudence et, pour certains aspects, l'ambiguïté de la réforme qui nous est proposée dans ce projet. Nous sommes de l'avis qu'une fois de plus le Conseil fédéral n'a pas osé, ou n'a pas voulu tirer toutes les conséquences de ses analyses de la nouvelle situation à laquelle la protection civile aussi est confrontée. Pour nous en convaincre, il suffit d'analyser les innovations du projet par rapport à la situation en vigueur. Elles sont pratiquement limitées à trois – pour en rester aux principales: parité – je pense plutôt formelle que réelle – entre les tâches d'ordre militaire qui restent les mêmes ou presque que celles de la période de la guerre froide et les tâches de protection contre les dangers d'ordre naturel et technique, réduction

des effectifs de 30 pour cent (on passe de 520 000 hommes à 400 000) et plus de formation. Il s'agit évidemment de progrès. Nous ne le nions pas, mais, à mon avis, ils sont insuffisants et trop modestes.

En réalité, la révision proposée reste encore trop fortement imprégnée de la conception traditionnelle, selon laquelle la mission de la protection civile consiste surtout à nous protéger contre les dangers militaires. Cette conception continue à se baser sur l'hypothèse d'une menace de guerre généralisée qui pourrait menacer la Suisse. Elle a pour conséquence, malgré la parité formelle de l'autre tâche – celle de la protection contre les dangers techniques et naturels –, d'empêcher la concentration des moyens et des efforts pour être prêt à faire face aux vrais dangers qui préoccupent la population. Elle continue – à mon avis – à immobiliser d'importants moyens financiers pour des missions théoriques non prioritaires dans la période de difficultés financières que nous vivons. Cette analyse est prouvée par l'importance des effectifs que la nouvelle protection civile prétend continuer à maintenir: les 380 000 hommes représentent un nombre trop grand qui, surtout, ne permet pas une instruction efficace et le développement d'une motivation réelle. Le maintien de l'obligation de servir dans la protection civile après la libération de l'obligation militaire, c'est-à-dire après 42 ans, n'est évidemment pas faite pour renforcer la motivation des participants. Le maintien des dispositions sur la construction des abris – malgré quelques assouplissements – dans un pays qui est couvert d'abris à presque 90 pour cent, est l'occasion de gaspillages ou pour le moins de dépenses absolument pas prioritaires.

Je répète que les menaces d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes et surtout ne sont plus d'ordre militaire. Le Conseil fédéral dans ses analyses, dans le rapport sur la politique de sécurité du 1er octobre 1990, le reconnaît. Malheureusement, dans le cas précis de la législation sur la protection civile, comme du reste dans celui de la réorganisation de l'armée, il n'en tire pas toutes les conséquences. Partant du fait que l'on peut exclure à moyen terme la possibilité d'une guerre généralisée et que le risque de voir la Suisse victime d'une agression nucléaire ou impliquée dans un conflit avec des armes chimiques sont minimes, la minorité de la commission préconise donc l'abandon, comme mission prioritaire de la protection civile, de la mission de protection, de sauvetage et d'assistance de la population en cas de conflit armé. La priorité et les efforts doivent viser à transformer davantage la protection civile en protection contre les catastrophes d'origines naturelles et techniques. Voilà le sens général de notre proposition de renvoi.

Pour atteindre un tel objectif, il faut vraiment transformer, encore plus radicalement que ce qui est proposé dans le dépliant, l'organisation de la protection civile. Cela en réduisant fortement les effectifs, en abrogeant le service obligatoire en temps de paix, en recourant principalement à des volontaires spécialistes entourés d'un personnel d'encadrement réduit très professionnalisé, en coordonnant beaucoup plus l'action de la protection civile avec les autres institutions d'intervention publiques et privées, en renonçant au principe de l'obligation de construire des abris lors de la construction de nouveaux bâtiments, en instaurant un moratoire dans la construction d'abris publics. Seul un tel modèle, selon moi, est à même de faire face aux véritables menaces actuelles et de redonner à la protection civile crédibilité et efficacité.

Je vous invite donc à voter les propositions de renvoi au Conseil fédéral.

**Bürgi Jakob (C, SZ)**: Die CVP-Fraktion begrüsst die Totalrevision des Zivilschutzgesetzes und die Teilrevision des Schutzbaugesetzes. Mit diesen beiden Vorlagen wird der Zivilschutz reformiert, wie es das Zivilschutzleitbild vorsieht, das vom Parlament im Jahre 1992 zur Kenntnis genommen wurde.

Die CVP-Fraktion unterstützt vor allem die rechtliche Verankerung und Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte. Aber wer garantiert uns, dass wir in Zukunft keine solchen bewaffneten Konflikte mehr erleben? Darum wollen wir auch diesen Beitrag beibehalten.

Mit der vorgeschlagenen Gesetzesrevision wird der Zivilschutz zu einem polyvalenten Schutz-, Rettungs- und Hilfsinstrument werden. Das neue Zivilschutzgesetz bringt auch eine konsequente Entflechtung der Aufgaben von Zivilschutz und Feuerwehr. Es erlaubt eine Verjüngung und Straffung der Zivilschutzorganisationen in den Gemeinden und fördert die regionale Aufgabenbewältigung und Ausbildung, was für die einzelnen Gemeinwesen auch finanziell tragbarer ist. Die CVP-Fraktion befürwortet daher die angemessenen Einsparungen der öffentlichen Hand auf allen Stufen sowie der Hauseigentümer.

Zivilschutz und Militär sollen auch in Zukunft bei Katastropheneinsätzen gut zusammenarbeiten. Wenn der Zivilschutz in Zukunft seine Aufgaben wahrnehmen will, darf das nicht ein Haufen Freiwilliger sein; nur eine straff geführte Organisation bietet die Gewähr, bei einer Katastrophe sofort und effizient eingesetzt werden zu können.

Aus diesen Gründen lehnen wir die Aufhebung der Dienstpflicht in Friedenszeiten sowie die Umwandlung des Zivilschutzes in eine Freiwilligenorganisation ab.

Beim Schutzbaugesetz (Art. 2bis [neu]) verlangt die Minderheit Tschäppät Alexander ein Moratorium. Darin soll die Pflicht des Hauseigentümers zur Erstellung von Schutzräumen für die Dauer von zehn Jahren ausgesetzt werden. Die CVP-Fraktion begrüsst die Reduktion von Schutzräumen in Agglomerationen, da, wo schon genügend Schutzräume vorhanden sind; es wurden in den letzten Jahren in Agglomerationen tatsächlich Schutzräume auf Vorrat gebaut. Wir lehnen aber das Moratorium ab. Mit diesem Moratorium können auch in Gebieten, die zu wenige Schutzräume haben, keine mehr gebaut werden. Ein nachträglicher Einbau von Schutzräumen würde unverhältnismässig teuer.

Wir begrüssen die neue Verordnung des Bundesrates über Schutzbauten; darin wird die Schutzraumbaupflicht stark reduziert. Zusätzlich haben die Kantone die Möglichkeit, die Anzahl der zu erstellenden Schutzplätze herabzusetzen.

Wir ziehen diese Lösung dem Moratorium vor. Damit können Hauseigentümer vom Erstellen von Schutzräumen befreit werden. Sie entrichten aber für jeden nicht erstellten Schutzraum einen Ersatzbeitrag.

Der Antrag Baumberger lag in der Fraktion nicht vor. Darum kann ich hier im Namen der CVP-Fraktion keine Meinung bekanntgeben. Ich persönlich wäre dafür, den Antrag Baumberger zu unterstützen. Wir müssen uns aber überlegen, ob der Antrag Baumberger nicht eine Einschränkung der Gemeinden bedeuten würde.

Die CVP-Fraktion dankt Bundesrat Koller für das gute Zusammenspiel der gleichzeitig laufenden Reformen «Armee 95», «Zivilschutz 95» und «Feuerwehr 95». Nur dank guter Zusammenarbeit zweier Departemente und der Kantone kann dieses gewaltige Koordinationswerk gelingen; das neue Zivilschutzgesetz ist ein gut geratenes Werk. Die Umsetzung ist bereits voll im Gange. Mit der Zustimmung zum Gesetz helfen wir mit, diese Umsetzung möglichst reibungslos zu vollenden.

Im Namen der CVP-Fraktion bitte ich Sie, auf die beiden Vorlagen einzutreten und sowohl den Nichteintretensantrag als auch die Rückweisungs- und Minderheitsanträge abzulehnen.

**Meier Hans (G, ZH):** Der Zivilschutz hat seit langem ein schlechtes Image bei der Schweizer Bevölkerung. Ungenügende Ausbildung, Latten nageln und nutzlos vertane Tage waren weitherum das Markenzeichen des Schweizer Zivilschutzes. Höchstes Ziel war die Einbetonierung der Schweiz, an der allenfalls die Baumeister ihre Freude hatten. Heute glaubt das Schweizer Volk nicht mehr daran, dass mit der Einbunkerung auch ein künftiger Nuklearkrieg überlebbar sei. Die Quittung dafür waren viele ablehnende Abstimmungsergebnisse bei der Krediterteilung von Zivilschutzanlagen.

Mit dem 1992 gutgeheissenen Zivilschutzleitbild und dem heute vorliegenden Gesetz soll nun ein frischer und ein neuer Wind den Schweizer Zivilschutz zu einem schlagkräftigen, polyvalenten und rasch einsetzbaren Schutz-, Rettungs- und Hilfsinstrument bei allen Notlagen machen.

Die grüne Fraktion begrüsst die Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte. Auch stehen wir für eine professionalisierte Ausbildung und eine Reduktion des Soll-Bestandes ein. Das neue Gesetz bringt Verbesserungen. Es ist ein Schritt in die richtige Richtung. Deshalb stimmt die grüne Fraktion grossmehrheitlich für Eintreten.

Die Bedenken von Herrn Gross Andreas kann ich zum Teil teilen. Aber wenn ich jetzt bei der Beratung des Militärgesetzes auf die Verfassungsmässigkeit achte, dann muss ich schon sagen: Unsere Verfassung stammt zum Teil noch aus den Zeiten des Sonderbundkrieges, und deshalb genügt mir der Satz in Artikel 22bis «Das Gesetz ordnet den Einsatz von Organisationen des Zivilschutzes zur Nothilfe».

Den Rückweisungsantrag der Minderheit III (Carobbio) wird die grüne Fraktion geschlossen unterstützen. Wir sind der Ansicht, dass der Schutz im Falle von natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen prioritäre und zentrale Aufgabe des kommenden Zivilschutzes sein soll. Auch ist der Soll-Bestand mit 380 000 Personen immer noch viel zu hoch. Lieber wenige, dafür kompetente, gut ausgebildete, angemessen ausgerüstete und motivierte Zivilschützer als Hunderttausende von Zwangsverpflichteten, welche jedes Jahr ein paar Tage Zivilschutzkurs «absitzen».

Darüber, ob die Dienstpflicht in Friedenszeiten aufzuheben ist, sind in unserer Fraktion die Meinungen geteilt. Teile der grünen Fraktion lehnen den Rückweisungsantrag der Minderheit II ab, die von unserer Fraktionskollegin Hollenstein angeführt wird, weil wir der Meinung sind, der Zivilschutz habe neben der Zusammenarbeit mit zivilen Organisationen bei Katastropheneinsätzen auch mit dem Militär zusammenzuarbeiten.

Bei der Vorlage B (Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz) unterstützt die grüne Fraktion geschlossen den Minderheitsantrag Tschäppät Alexander für ein zehnjähriges Aussetzen der Pflicht zur Erstellung von Schutzbauten. Gerade in der heutigen Zeit mit den riesigen Finanzproblemen des Bundes können wir diese Millionen von Franken gescheitert brauchen, als sie zinslos weiter in den Boden zu «verlochen» und dem Schweizervolk, das zwar schon längst nicht mehr daran glaubt, ein falsches Sicherheitsgefühl vorzugaukeln.

Die grüne Fraktion ist für Eintreten. Sie ist für Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat, und sie tritt für ein zehnjähriges Moratorium beim Bau von Schutzräumen ein.

**Fehr Lisbeth (V, ZH):** Namens der SVP-Fraktion gebe ich Ihnen bekannt, dass wir uns für Eintreten auf die Gesamtrevision des Zivilschutzgesetzes aussprechen. Bei der Teilrevision des Schutzbaugesetzes verhalten wir uns gleich.

In der Tat hat sich ein neues Konzept aufgedrängt, um den Zivilschutz attraktiver zu gestalten und vor allem um den Anforderungen eines modernen Bevölkerungsschutzes gerecht zu werden. Die Armee hat neue Aufgaben zugeordnet bekommen. In gleicher Weise sind nun auch die Aufgaben des Zivilschutzes erweitert worden. Wichtigster Aufgabenbereich bleibt aber nach wie vor – auch wenn dies viele von Ihnen gerne verneinten –, in Ergänzung zur Armee, der Schutz der Bevölkerung bei bewaffneten Konflikten. In einer Zeit eher labiler Sicherheit gilt es auch weiterhin, das nötige Augenmerk auf diesen Eckpfeiler zu richten.

Wir unterscheiden uns hier klar von der Minderheit II (Hollenstein), welche aus uns unverständlichen Gründen und allzu sorglos eine Trennung von Militär und Zivilschutz fordert.

Auch den Antrag der Minderheit III (Carobbio) lehnen wir ab; wir sprechen dieser Option von Freiwilligen mit reduziertem Kaderbestand die erforderliche Zweckmässigkeit ab.

Die Minderheit I (Gross Andreas), die für Nichteintreten votiert, lehnen wir mit ebensolcher Selbstverständlichkeit ab.

Angesichts des klaren Verfassungsauftrages für den Zivilschutz, der in Artikel 22bis Absatz 7 der Bundesverfassung geregelt ist, scheint uns die Argumentation von Herrn Gross doch sehr spitzfindig und an den Haaren herbeigezogen zu sein.

Ein paar allgemeine Bemerkungen zu den beiden Vorlagen. Wir begrüßen folgende Neuerungen: Die erhöhte Bedeutung der Katastrophen- und Nothilfe, die im Zweckartikel gut zum Ausdruck kommt. Sie entspricht den zunehmenden Risiken der modernen Zivilisation. Dann begrüßen wir alle Bestimmungen, welche eine Straffung und Flexibilisierung des Zivilschutzes zur Folge haben, die Herabsetzung der Bestände sowie deren Verjüngung und – angesichts des hohen Ausbaustands des baulichen Zivilschutzes – nicht zuletzt auch den Verzicht auf die Schutzraumpflicht bei Umbauten.

Erlauben Sie uns, in diesem Zusammenhang hier auch gewisse kritische Anmerkungen zu deponieren. Der Zivilschutz in der Schweiz hat einen sehr hohen Standard erreicht. Es sollte in Zukunft nun darum gehen, diesen Standard zu halten, und nicht darum, ihn weiter auszubauen. Des weiteren soll der Zivilschutz möglichst effizient und zweckmässig den neuen Aufgaben angepasst werden. Auch wenn bereits finanzielle Einsparungen vorgenommen wurden – die wir übrigens dankend zur Kenntnis genommen haben –, ist den Kosten auch weiterhin grösste Beachtung zu schenken. Gerade angesichts dieser knappen finanziellen Mittel ist die Zusammenarbeit zwischen Zivilschutz und Armee zu verbessern. Durch die Erweiterung der Aufgaben in diesen beiden Bereichen zeigt sich deren Verquickung noch besser.

Die SVP-Fraktion ist deshalb der Auffassung, dass hier unbedingt Voraussetzungen geschaffen werden müssen, damit sowohl Armee als auch Zivilschutz dem gleichen Departement zugeordnet werden können. Nur so können Synergien noch besser genutzt, unnötige Aufblähungen oder vielgeschmähte Leerläufe vermieden werden. Zum Beispiel werden durch die Herabsetzung der Armeebestände Kapazitäten frei – Ausbildungsräume usw. –, die auch vom Zivilschutz genutzt werden könnten. Das sind Schnittstellen zwischen Armee und Zivilschutz. Unter einem Departement könnte das Ganze reibungsloser abgewickelt werden.

Wir sind dankbar, dass uns Bundesrat Koller in der Kommission zugesichert hat, unser Anliegen eines gemeinsamen Departementes im Rahmen der Regierungsreform umfassend zu prüfen. So verzichten wir heute auf einen entsprechenden Rückweisungsantrag.

Noch ein Wort zur Detailberatung: Wir unterstützen die fünf Differenzen zur ständerätlichen Fassung. Sie erscheinen uns allesamt praxisbezogener und tragen so zur Verbesserung der Effizienz bei. Die Anträge der Minderheiten lehnen wir ab.

Betreffend der Forderung einer dezentralen Ausbildung der Dienstchefs stellen wir uns auf den Standpunkt, dass eine gute Ausbildung eines Kadets am besten mit einer einheitlichen und deshalb zentralen Ausbildung erreicht werden kann. Das dazu notwendige Ausbildungszentrum Schwarzenburg ist ja nun vorhanden.

Allen Minderheitsanträgen, die von SP-Seite kommen – sei dies zur Schutzdienstpflicht oder zu den Strafbestimmungen –, können wir schon deshalb nicht zustimmen, weil sie von einer gegenteiligen Philosophie ausgehen und den Zivilschutz schwächen bzw. seine eigentliche Funktion aufweichen wollen.

Die SVP-Fraktion ist, wie gesagt, für Eintreten und stimmt den beiden Vorlagen zu.

**Cincera Ernst (R, ZH):** Ich habe jetzt auch schon etwas Kritik am Zivilschutz gehört. Der Zivilschutz ist im Vergleich zur Armee ein junges Kind im Konzept unserer Gesamtverteidigung. Ich weiss auch: Sein Image ist und war teilweise nicht immer das beste. Kritisiert wurde meistens, dass zwischen Aufwand und Ertrag ein Missverhältnis besteht.

Jetzt müssen wir aber im Zusammenhang mit der Neuausrichtung der gesamten Sicherheitspolitik, auch aufgrund des Leitbildes für den Zivilschutz, auf gesetzlicher Basis Neues für diesen Zivilschutz festlegen. Ich glaube, die Gelegenheit wurde genutzt, hier etwas zu tun.

Es stehen zwei Dinge im Vordergrund: Das eine ist die Verbesserung der Ausbildung, also eine wirkliche qualitative Verbesserung der Ausbildung, das andere ist die Gleichstellung der Katastrophenhilfe mit dem Schutze der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte – also genau das, wo Herr

Gross Andreas bemängelt, dass keine genügende Rechtsgrundlage vorhanden sei.

Ich möchte zuerst etwas Generelles zum Gesetz sagen und dann noch auf die Argumente von Herrn Gross und auf die Argumente von Frau Hollenstein eingehen. Insgesamt wurde – und das ist erfreulich – ein sehr «schlankes» Gesetz geschaffen, frei von Ballast: ein Gesetz, bei welchem sich in den Grundsatzfragen, zum Beispiel in den Rechten und Pflichten der Zivilschutzdienstleistenden, auch keine Unterschiede zur vorgesehenen neuen Militärgesetzgebung ergeben. Ich glaube, das ist eine wichtige und gute Voraussetzung.

Gegenüber der bisherigen Konzeption von 1971 ergeben sich erfreulicherweise auch massive finanzielle Einsparungen, nicht nur für den Bund, sondern auch für die Kantone und die Gemeinden. Ich glaube, das ist im Zusammenhang mit der Lage, in der sich unsere Nation, unsere Kantone und Gemeinden in finanzieller Hinsicht befinden, eine durchaus erfreuliche Erscheinung.

Nun zur verfassungsrechtlichen Grundlage, die, wie Herr Gross glaubt, nicht vorhanden sei. Es ist klar: 1959, als die Volksabstimmung kam, entstand das Zivilschutzgesetz in einer ganz anderen sicherheitspolitischen Situation. Die internationale Lage war völlig anders. Sie wissen so gut wie ich, dass sich in jeder Gesetzesarbeit die momentane Lage auch niederschlägt, dass die Argumente auf die momentane Lage, auf eine mögliche zukünftige Entwicklung abgestützt, vorgebracht werden.

Nun glaube ich aber, es war trotzdem sehr weitsichtig, dass man damals in diesen Artikel 22bis der Bundesverfassung noch den Absatz 7 eingefügt hat: «Das Gesetz ordnet den Einsatz von Organisationen des Zivilschutzes zur Nothilfe.» Nach meinem Verfassungsverständnis gibt es keine Rangordnung und keine wichtigeren oder unwichtigeren Sätze in unserer Verfassung. Für mich sind die Absätze 1 bis 7 alle gleichwertig; die Gleichwertigkeit bedeutet dann auch, dass die Verfassungsgrundlage genügt, wenn wir jetzt ein Gesetz machen, in dem wir auch die Einsätze für die Nothilfe regeln – abgestützt auf die heutige Lagebeurteilung, abgestützt auch auf den Bericht 90 über die Sicherheitspolitik der Schweiz, dem ja dieser Rat grossmehrheitlich zugestimmt hat.

Ich gehe also von einer anderen Situation und einer anderen Grundlage aus und glaube, dass es nicht nötig ist, jetzt noch diese notwendige Gesetzesnovelle zu verzögern, auf diese Spitzfindigkeit abgestützt, dass die Verfassungsgrundlage nicht genüge. Es gibt übrigens staatsrechtliche Gutachten, die zum gleichen Schluss kamen, nämlich: dass die Verfassungsgrundlage genügt.

Ich möchte Frau Hollenstein sagen: Der Zivilschutz ist kein «Arbeitsplatzkiller»; er nimmt niemandem je einen Arbeitsplatz weg; dem Zivilschutz liegt ja die Idee zugrunde, dass er dann für die Hilfe der Bevölkerung – auch im Bereiche, den Sie angesprochen haben – zum Zuge kommt, wenn die öffentliche Hand, wenn die normalen zivilen Institutionen nicht mehr ausreichen, um die Aufgabe zu erfüllen. Das ist doch etwas ganz anderes!

Im übrigen ist auch das Zusammenspiel von Armee und Zivilschutz etwas sehr Wichtiges. Überall, wo wir darangehen, Besseres zu tun, sprechen wir von der Vernetzung, sprechen wir vom Nutzen der verschiedenen Ressourcen und auch von der Verbesserung der Situation durch das geeignete Zusammenfassen aller Mittel. Also dürfen Sie hier die beiden Faktoren auch nicht auseinanderreißen.

Dann kommt noch etwas dazu: Ohne Ausbildung und ohne Dienstpflicht – Ausbildung basiert auf Dienstpflicht – können Sie keine effizienten Kader und keine effizienten Mannschaften bereitstellen. Die Dienstpflicht ist eine der Grundlagen, dass man das Handwerk überhaupt ausüben kann, dass man das zur Verfügung stehende Material überhaupt einsetzen kann.

Im Namen der freisinnig-demokratischen Fraktion empfehle ich Ihnen deshalb Eintreten auf die Gesetzesrevision, und zwar auf beide Teile, auf A und B. Wir finden es richtig, dass beim Zivilschutzgesetz eine Totalrevision an die Hand genommen wurde. Wir finden es auch richtig, dass man beim Schutzbautengesetz mit einer Teilrevision durchkommen konnte. Ich bitte Sie auch, alle Minderheitsanträge abzulehnen.

**Bischof Hardi (D, ZH):** Bereits vorletztes Jahr verabschiedeten die eidgenössischen Räte das neue Zivilschutzleitbild. Damit wurde grünes Licht gegeben, um die Anpassung der Gesetzgebung und die Neuausrichtung des Zivilschutzes in einem neuen Gesetz zu verankern. Die Neuausrichtung des Zivilschutzes erfordert die Totalrevision des Zivilschutzgesetzes und der Zivilschutzverordnung.

Diese Neuausrichtung erfolgt in koordinierter Zusammenarbeit aller betroffenen zivilen und militärischen Stellen. Die sicherheitspolitischen Mittel werden rasch und gezielt für Schutz, Hilfe und Schadenbegrenzungen eingesetzt. Es werden die folgenden wesentlichen Neuerungen vorgeschlagen: Die Aufwertung der Katastrophen- und Nothilfe; diese ist jetzt dem Schutz, der Rettung und der Hilfe bei bewaffneten Konflikten gleichgestellt. Hilfeinsätze im grenznahen Ausland werden neu möglich. Der Kulturgüterschutz wird vollständig in den Zivilschutz integriert. Die Aufgebotskompetenz für die Katastrophen- und Nothilfe sowie für den Aktivdienst als Folge des erweiterten Auftrages wird klargestellt.

Neu ist auch die Schaffung einer einheitlichen Zivilschutzorganisation (ZSO) anstelle der bisherigen Dreiteilung in Schutzraumorganisation, Betriebsschutzorganisation und örtliche Schutzraumorganisation. Die Straffung der ZSO hat auch zur Folge, dass rund ein Drittel der bisherigen Funktionen entweder aufgehoben oder zusammengefasst werden. Dies erleichtert die Führung und Ausbildung. Die Zivilschutzorganisation umfasst neu die vier Aufgabenbereiche Führung, Schutz, Hilfe und Logistik mit den entsprechenden Diensten. Die bisherigen Pionier- und Brandschutzformationen werden zu Rettungsformationen gestrafft. Sie bilden das Schwergewicht der ZSO für die Katastrophen- und Nothilfe. Sie werden gleichzeitig vom Auftrag der Brandbekämpfung entbunden. Diese geht vollumfänglich an die Feuerwehren über, die zu diesem Zweck – unter anderem mit freigestellten Schutzdienstpflichtigen – befähigt werden sollen, in allen Notlagen ihrer Aufgabe nachzukommen.

Neu ist auch die Senkung der Schutzdienstpflicht vom 60. auf das 52. Altersjahr. Dies bewirkt eine Reduktion des Soll-Bestandes um rund ein Drittel von bisher 520 000 Personen auf neu 380 000. Die allgemeine Dienstpflicht wird beibehalten. Auf den obligatorischen Einbezug der Ausländer wird verzichtet. Diese Massnahmen haben eine Verjüngung und Leistungssteigerung des Zivilschutzes zur Folge.

Das Zivilschutzleitbild, für das die neue Gesetzgebung die rechtliche Basis bildet, sollte bis zum Jahre 2010 realisiert werden. Dabei werden für den Bund, die Kantone, die Gemeinden und auch die Privaten im Vergleich zur bisherigen Zivilschutzkonzeption erhebliche Einsparungen erzielt. So werden weiterhin «nur» 200 Millionen Franken pro Jahr eingesetzt, obwohl der Realwert für 1993 nur noch bei rund 42 Prozent lag. Also auch beim Zivilschutz wird merklich gespart.

Übrigens ist, Herr Meier, das Lattennageln schon seit 1989 endgültig vorbei. Heute hat man Stecksysteme; das habe ich selber erlebt. Das Lattennageln hat aber manchmal gutgetan, man kam dann wieder ein bisschen zu Kräften.

Unsere Fraktion ist also der Auffassung, dass auch ein zukunftsorientierter Zivilschutz die nötigen Mittel bekommen soll, die er letztendlich effektiv braucht. Unsere Fraktion befürwortet diese Zivilschutzgesetzgebung in ihrem neuen Kleide und stimmt ihr einstimmig zu. Alle Anträge der Minderheiten werden wir jedoch ablehnen.

**Sandoz Suzette (L, VD):** M. Gross Andreas a raison: la question de la constitutionnalité est intéressante. Elle mérite d'être soulevée et nous ne devons jamais hésiter à aborder cette question parce que nous avons juré fidélité à la constitution et respectons la volonté du peuple. Il est donc absolument normal de s'interroger sur la constitutionnalité d'une loi.

M. Gross a également raison lorsqu'il dit qu'il faudra distinguer l'interprétation juridique et l'interprétation politique de la constitution. En effet, juridiquement, il ne fait aucun doute que la Confédération a la compétence de légiférer dans le domaine de la protection civile en vertu de l'alinéa 7 de l'article 22bis.

Politiquement, M. Gross a raison dans la mesure où il fait remarquer que cet alinéa 7, qui reprend le texte d'un alinéa 6 d'un texte constitutionnel rejeté en première votation, exprimait la volonté du Parlement de montrer que l'activité de la protection civile en dehors des cas de guerre devait être une activité secondaire ou une activité exceptionnelle.

Mais il y a un point que M. Gross n'avait pas encore repris et c'est précisément à celui-ci que je vais m'arrêter. Toujours dans l'interprétation politique: le motif politique invoqué par le Conseil fédéral, et repris par les Chambres lorsqu'il s'est agi d'accorder à la Confédération la compétence d'utiliser la protection civile aussi pour des catastrophes qui n'auraient pas pour origine un événement de guerre, ce motif était la rationalité. Il aurait été en effet totalement stupide d'avoir un corps de personnes compétentes pour intervenir lorsque des catastrophes ont une cause guerrière et que ces mêmes personnes ne puissent pas intervenir lorsque les mêmes catastrophes ont simplement une cause qui ne serait pas guerrière.

Or, sous cet angle-là, il n'y a absolument rien de changé. Il va de soi qu'il serait totalement illogique d'arrêter la compétence de la protection civile aux catastrophes dont la cause est guerrière et d'exiger un autre article constitutionnel pour accomplir les mêmes tâches, mais lorsque les catastrophes auraient une cause non guerrière. En outre, l'évolution de notre monde, depuis les années cinquante, a montré qu'un certain nombre de catastrophes naturelles pouvaient avoir comme origine non pas un fait de guerre proprement dit, mais un acte terroriste. Est-ce qu'un acte terroriste est un fait de guerre ou est-ce que c'est un fait de paix?

Je crois que pour respecter l'état d'esprit qui était celui du Parlement, et probablement du peuple aussi lorsqu'il a voté cet article constitutionnel 22bis, il est parfaitement légitime d'adapter l'étendue de l'obligation de la protection civile à la situation un peu différente que nous connaissons. Les catastrophes sont toujours les mêmes, la précision de la nature de la cause est difficile à apporter.

Dès lors, il est parfaitement conforme à la constitution d'entrer en matière et de suivre le projet du Conseil fédéral. Dans la mesure où le Conseil fédéral propose, d'ailleurs, une forme de rationalisation des tâches et de diminution des dépenses de la protection civile, nous ne pouvons évidemment qu'applaudir. C'est dans cet état d'esprit que le groupe libéral entrera en matière et repoussera les deux propositions de renvoi; mais il précise aussi qu'il considère comme essentiel de continuer de maintenir une distinction stricte quant au rattachement à un département entre la protection civile et la défense militaire.

**Präsidentin:** Die Fraktion der Freiheits-Partei lässt mitteilen, dass sie für Eintreten ist. Sie unterstützt die Minderheitsanträge zu den Artikeln 24 und 38 der Vorlage A, und sie lehnt alle übrigen Minderheitsanträge ab.

**Meier Samuel (U, AG):** Ich spreche im Namen der Landesring/EVP-Fraktion und empfehle Ihnen Eintreten auf die Vorlagen.

Die Tatsache ist kaum wegzuleugnen, dass der Zivilschutz in den vergangenen Jahren bei der Bevölkerung, aber insbesondere auch bei sehr vielen Zivilschutzpflichtigen viele Sympathien verscherzt hat. Ich selber mache (noch) keinen Zivilschutzdienst. Mir kommen aber immer wieder Klagen zu Ohren, die einen stutzig machen und aufhorchen lassen. Es wurden immer wieder «Leerläufe» in der Ausbildung beklagt.

Das Zimmern von massenhaften Liegestellen ist und war kaum einem Zivilschutzpflichtigen plausibel zu erklären. Der obligatorische Übertritt altgedienter Armeeeoffiziere brachte auch sehr viel Verärgerung. Der Papierkrieg nahm ungeheuerliche Formen an.

Gerade in den letzten Tagen sind sehr viele Einwohner des Kantons Aargau wieder vollends verunsichert worden. Bei den starken Regenfällen der vergangenen Woche kam es vor, dass zahlreiche Schutzräume meterhoch unter Wasser standen. Für mich ist es klar, dass es sich hierbei natürlich um ein Naturereignis handelt, wogegen nichts unternommen werden konnte. Ich habe aber festgestellt, dass die Überschwemmung von Schutzbauten und insbesondere auch von unterir-

dischen Schutzräumen wieder vermehrten Zweifel am Sinn und Zweck beziehungsweise an der Sicherheit dieser Baulichkeiten, ja am Zivilschutz überhaupt, wachrief. Auch das letzte Sicherheitsgefühl, dass einem eine dickwandige Schutzbaute noch verleiht, wurde dadurch bei einem Teil der Aargauer Bevölkerung zunichte gemacht.

Man kann mir vorhalten, es handle sich hier um ein psychologisches Problem. Aber die Psychologie spielt in Krisensituationen, wo der Zivilschutz vornehmlich zum Einsatz gelangt, eine ganz grosse Rolle.

Ich kann mich auch nicht des Eindrucks erwehren, dass der Zivilschutz eine gewisse Eigendynamik hat, dass er den Eindruck erweckt, die ganze Bevölkerung sei auf die Institution Zivilschutz angewiesen, und dass er sich zuwenig um den Goodwill der Bevölkerung sorgt. Der Zivilschutz leistet zuwenig Öffentlichkeitsarbeit, informiert zuwenig und klärt über seinen Sinn, Zweck und seine Aufgaben zuwenig auf.

Trotz meiner kritischen einführenden Worte begrüsst unsere Fraktion aber grundsätzlich die Revision der Zivilschutzgesetzgebung. Es ist richtig, dass mit dem «Zivilschutz 95», wie ihn das «Leitbild 95» des Bundesrates vorsieht, das Zivilschutzgesetz einer Totalrevision unterzogen wird. Wir halten auch fest, dass der Revisionsvorschlag durch seine Kürze und Prägnanz überzeugt. Wir unterstützen den Bundesrat in seinen Bemühungen, den Zivilschutz einfacher zu organisieren sowie rascher und flexibler zu machen. Es ist richtig, im Sinne eines neuen und gleichzeitig gleichwertigen Hauptauftrages den Zivilschutz künftig als Mittel der politischen Behörden sowohl zur Bewältigung der Auswirkungen von bewaffneten Konflikten als auch von Katastrophen- und anderen Notlagen einzusetzen.

Wir sind auch einverstanden mit den beiden Nebenaufgaben, die der Zivilschutz erhalten soll. Als Einwohner des Grenzkantons Aargau konnten wir Aargauer schon von Hilfeleistungen aus dem angrenzenden Deutschland profitieren. Die Möglichkeit des Einsatzes von Zivilschutzangehörigen im grenznahen Ausland ist daher zu befürworten.

Seit Jahren wird im Aargau, dem Kulturkanton notabene, der Kulturgüterschutz ernst genommen und gemeinsam mit dem Zivilschutz betrieben. Wir sind deshalb froh, dass auch dieser Auftrag im Zivilschutzgesetz festgehalten werden soll.

Für die Detailberatung stehen noch einige Unzulänglichkeiten zur Diskussion, beispielsweise in Artikel 36, welcher die Wiederholungskurse betrifft: «Angehörige einer Zivilschutzorganisation können jedes Jahr zu Wiederholungskursen von zwei Tagen aufgeboden werden.» (Abs. 1) Dies lässt natürlich erwarten, dass die Kantone und Gemeinden dieses «können» unterschiedlich und uneinheitlich interpretieren und umsetzen.

Bei den Artikeln 45 und 46 wäre zu überlegen, ob die Bezeichnung «Instruktoren» nicht durch den Begriff «Instruktionspersonal» ersetzt werden sollte. Es stellt sich im übrigen auch die Frage, ob in Artikel 50 nicht die Gemeinde den Angehörigen ihrer Zivilschutzorganisation die persönliche Ausrüstung «abgibt» (nicht «abgeben kann»; Abs. 3). Ich stelle aber keine Anträge in der Detailberatung.

Ganz allgemein will ich betonen, dass die Institution Zivilschutz einer Modernisierung und Neuausrichtung dringend bedarf. Mit der vorliegenden Revision ist der Weg aufgezeichnet, ist ein Anfang gemacht. Die Revision stellt ein taugliches Mittel dar, den abhanden gekommenen Goodwill wieder zu gewinnen und die Sympathien der Bevölkerung wieder etwas aufzupolieren, zu verbessern.

Wichtig erscheint mir aber auch, dass nach der erfolgten Revision alles unternommen wird, um den Zivilschutz à jour zu halten, dass man sich Neuerungen gegenüber nicht verschliesst. Als ein mögliches Thema zukünftiger Diskussionen um den Zivilschutz wäre allenfalls auch über einen Zivilschutzpflichtersatz zu reden. Jedenfalls muss der Bevölkerung der Zivilschutz wieder schmackhaft gemacht werden; die Bevölkerung muss von einem wirksamen Zivilschutz wieder überzeugt werden. Dazu gehören meines Erachtens vermehrte Anstrengungen im Bereich der Aufklärung, der Information und der Öffentlichkeitsarbeit.

Ich beantrage Ihnen Eintreten auf die Vorlagen.

**Hubacher Helmut (S, BS):** Der Zivilschutz, so habe ich einmal irgendwo gelesen, sei ein Dienstleistungsunternehmen, das für Sicherheit Sorge. Gegen ein solches Angebot ist grundsätzlich nichts einzuwenden.

Herr Bundesrat Koller hat in der Kommission darauf hingewiesen, Meinungsumfragen hätten immer wieder eine überzeugende Beliebtheit oder einen Goodwill für den Zivilschutz ergeben, bis zu 80 Prozent Zustimmung seien üblich. Dem steht gegenüber, dass eigentlich in den Kantonen bei Volksabstimmungen diese Zustimmung nicht in diesem Ausmass erfolgt ist, der Prozentsatz war eher gegenteilig.

Was ist die Ursache, weshalb gerade in den Ballungszentren – also dort, wo der Schutz am dringendsten wäre – doch eher von einem «Badwill» gesprochen werden muss? Das ist an sich eine widersprüchliche Situation; es erschwert die Einschätzung der zur Beratung stehenden Revisionsvorlage.

Ich bin beauftragt, diese Revisionsvorschläge für die SP-Fraktion zu beurteilen. Das Bemühen, im Kriegs- und zivilen Katastrophenfall für optimale Schutzvorkehrungen zu sorgen, verdient natürlich Zustimmung. Die Absicht von Bundesrat Koller, im EJPD nun auch noch beim Zivilschutz aufzuräumen, ist verdienstvoll. Wie er das tut, erinnert an ein Wort, das ich in einem österreichischen Magazin über Bundeskanzler Franz Vranitzky gelesen habe; es hiess dort, er führe ein Schiff nicht durch stürmische See, sondern er sage, es gebe gar keinen Sturm!

In der Botschaft finden wir nämlich keine kritische Analyse über den Ist-Zustand des Zivilschutzes, über erkennbare und hier auch schon mehrfach erwähnte Mängel und deren Ursachen. Darauf angesprochen, hat Herr Bundesrat Koller in der Kommission erklärt, man habe indirekt vor allem durch das, was man verbessern wolle, eine kritische Beurteilung abgegeben. Das war eine sehr diplomatische Antwort. Ich weiss nun, was konstruktive Kritik offenbar bedeutet, und ich weiss auch, dass es zur politischen Kunst gehört, gelegentlich beredete Verschwiegenheit zu betonen.

Wenn bei einer erhaltenswerten Altliegenschaft die Baubsubstanz nicht verändert werden darf, wird von einer sanften Renovation gesprochen. Der Bundesrat schlägt eine sanfte Renovation des Zivilschutzgesetzes vor. Für die SP-Fraktion stellt sich dabei die Frage: Ist das genug, oder ist das zuwenig? 1962 lautete der Auftrag, der Zivilschutz sei ein Teil der Landesverteidigung. Neu heisst es in der Botschaft, im neuen Zivilschutzgesetz gehe es im wesentlichen um die rechtliche Verankerung der Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte. Das heisst, die Komponente «ziviler Katastrophenfall» ist eher prioritär eingeordnet worden.

Die Einsparungen gemäss Revision sollen für die nächsten Jahrzehnte 2,3 Milliarden Franken betragen. Damit wird wohl indirekt zugegeben, um in der Sprache von Bundesrat Koller zu argumentieren, dass bisher zuviel Geld auf fragwürdige Weise in Beton investiert wurde.

Damit sind wir auch beim wunden Punkt angelangt, bei der Frage: Wie glaubwürdig war der Zivilschutz, beziehungsweise wie glaubwürdig wird das neue Konzept sein? Der ursprüngliche Zweck für den Kriegsfall hat – ich werde das nicht so schnell vergessen – den ehemaligen Generalstabschef Jörg Zumstein dazu veranlasst zu erklären, wir würden auch einen atomaren Krieg überleben. Er hat das damit begründet, dass wir den besten Zivilschutz der Welt hätten. Auf die Frage allerdings, in was für eine Welt man dann zurückkehren müsste, wenn irgendwann einmal die Schutzräume zu verlassen wären, gab er keine Antwort.

Er konnte auch keine Antwort geben, denn im Bericht, den das Bundesamt für Gesamtverteidigung in Auftrag gegeben hat und der 1988 abgegeben wurde, heisst es, die Überlebenden würden die Toten nicht beneiden, weil sie solcher Gefühle gar nicht mehr fähig wären. Sie würden den Toten hingegen innerlich und äusserlich sehr ähnlich sein. Die Vorgabe also, der Zivilschutz könne auch vor einem Atomkrieg schützen, ist doch wohl heute nicht mehr als realistisch zu werten. Denn sonst müsste man sagen: Wer Unmögliches vorgibt, gefährdet so die Glaubwürdigkeit für das Mögliche.

Die Frage stellt sich also: Wird dieser Zweck der Gesetzesrevision, nämlich im zivilen Katastrophenfall den Zivilschutz effizient einsetzen zu können, erfüllt? Ob das nun verfassungsmässig begründet oder nicht begründet ist, das habe ich nicht so als dramatische Frage empfunden. Der Justizminister hat erklärt, die Verfassungsgrundlage sei gegeben. Ich nehme das zur Kenntnis. Fairerweise ist ja auch beizufügen, dass gegen diese Gesetzesrevision das Referendum ergriffen werden könnte, dass also nicht eine automatische, aber allenfalls eine verlangte Volksabstimmung durchaus möglich wäre.

Die Frage, ob der Zivilschutz für den zivilen Katastrophenfall bereitstünde, hängt unseres Erachtens davon ab, wie es mit der Verfügbarkeit der Schutzräume steht. Damit steht es eben nicht zum besten. Vor allem öffentliche Schutzräume werden vielfach als Lagerräume, Parkhäuser und weiss ich was gebraucht, weil schweizerische Behörden auch sehr kommerziell denken und solche Räume nicht leerstehen lassen wollen.

Der Leiter des Basler Zivilschutzes, Herr Bruno Leuenberger, hat in einem Interview einmal erklärt, dass die Verfügbarkeit der öffentlichen Schutzräume in unserer Stadt davon abhängt, wie rasch 25 000 parkierte Autos weggeräumt werden könnten, und er hat vor einigen Jahren erklärt, man müsse dafür ungefähr mit drei Wochen rechnen. Nun sind natürlich zivile Katastrophen nicht voraussehbar, sondern sie treten plötzlich ein, und daher ist wohl die Verfügbarkeit eben nicht optimal. Vom grösstmöglichen GAU, einem sogenannten atomaren Unfall, wollen wir hier gar nicht reden.

Der Direktor des Bundesamtes für Zivilschutz, Herr Paul Thüring, hat mir liebenswürdigerweise auf diese Frage einen Bericht nachgeliefert, den ich verdanke: «Die Schutzbauten des Zivilschutzes sind bei plötzlich eintretenden Katastrophen ein sicherer Zufluchtsort. Selbst wenn sie als Keller, Tiefgaragen oder Ähnliches benützt werden, kann man sich in diesen Räumen, wenn auch etwas eingeengt, gut während Stunden geschützt aufhalten. Räumlich begrenzte Katastrophen mit anhaltender Schadenwirkung können nachträglich eine Evakuierung erforderlich machen. Auch gewöhnliche Keller bieten vielfach guten Schutz.»

Das ist natürlich die real existierende Situation – man muss das Bestmögliche aus der Situation machen. Es ist aber, glaube ich, ein Faktum, dass öffentliche Schutzräume durch anderweitige Beanspruchung nicht ohne weiteres verfügbar oder nicht für den angegebenen Zweck verwendbar wären.

Ich darf noch darauf hinweisen, dass sich diese Situation seinerzeit auch bei der Diskussion über das Atomkraftwerk Kaiseraugst ergeben hat. Der Gemeinderat von Kaiseraugst hat sich damals erkundigt und beschwichtigende Antworten punkto Schutzräume bekommen, die ich hier aus Zeitgründen jetzt nicht zitieren kann.

Ich zitiere diese Fakten nicht aus genüsslicher Schadenfreude. Sicherheit ist relativ, und die Menschen sind nur bedingt dazu bereit, den Katastrophenfall zur Kenntnis zu nehmen oder ihn gar zu üben. Sie verdrängen ihn lieber. Diese psychologisch verständliche Reaktion wird wohl auch die Crux des Zivilschutzes bleiben.

Die SP-Fraktion ist, ohne grosse Lust, mehrheitlich für Eintreten. Sie unterstützt den Rückweisungsantrag der Minderheit III (Carobbio), und sie unterstützt in der Vorlage B den Antrag der Minderheit Tschäppät Alexander für ein Bau-Moratorium von zehn Jahren.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Sie haben am 8. Oktober 1992 das neue Zivilschutzleitbild 95 mit «offensichtlicher Mehrheit» zustimmend zur Kenntnis genommen (AB 1992 N 2075), und Sie haben bereits früher eine Motion Ledergerber, die eine Neuausrichtung des Zivilschutzes im Sinne der Minderheitsanträge II (Hollenstein) und III (Carobbio) wollte, ganz klar abgelehnt.

Die rechtliche Umsetzung dieses neuen Zivilschutzleitbildes macht die Totalrevision unseres Zivilschutzgesetzes nötig und verlangt eine Teilrevision des Schutzbautengesetzes. Dabei ist auch hinsichtlich des Zeitplanes darauf zu achten, dass die Revision der Zivilschutzgesetzgebung in vollständiger Abstimmung mit der Militärgesetzgebung erfolgt. Würde es uns bei-

spielsweise nicht gelingen, das totalrevidierte Zivilschutzgesetz noch in dieser Session zu verabschieden, wäre der Übergang vom verjüngten Militär zum verjüngten Zivilschutz gesetzgeberisch nicht sichergestellt. Ich möchte Sie einfach darauf aufmerksam machen. Das war auch der Grund, weshalb Ihr Büro diese Vorlage in verdankenswerter Weise heute als erstes Geschäft dieser Session traktandiert hat.

Im neuen, um 24 Artikel gekürzten Zivilschutzgesetz geht es im wesentlichen um folgende Neuerungen: einmal um – das ist wohl die grösste Neuerung – die rechtliche Verankerung der Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte sowie um die Neuverteilung der Aufgaben zwischen dem Zivilschutz und anderen Einsatzdiensten, insbesondere den Feuerwehren – dies entsprechend dem Leitsatz «so normal wie möglich, so ausserordentlich wie nötig» –; um eine Verjüngung und damit auch um eine Reduktion der Zahl der Dienstpflichtigen, indem wir die Dienstpflicht bei den Wehrdienstpflichtigen mit dem 42. Altersjahr beginnen lassen und generell die Dienstpflicht nur mehr bis zum 52. Altersjahr dauert. Damit ist eine Reduktion der Zivilschutzdienstpflichtigen um 140 000 Mann verbunden.

Schliesslich streben wir eine Rationalisierung durch Regionalisierung des Zivilschutzes an, wobei wir aber ganz bewusst auch künftig an der grundsätzlichen Verankerung des Zivilschutzes in der Gemeinde festhalten. Der wichtigste Unterschied zur militärischen Organisation liegt darin, dass die Gemeinden die Hauptträger des Zivilschutzes bleiben.

Zu guter Letzt wollen wir der Ausbildung die erste Priorität beimessen.

Hier möchte ich kurz auf den Vortrag von Herrn Hubacher eingehen: Wir sind uns bewusst, dass beispielsweise in der Ausbildung wirkliche Mängel bestanden haben. Das ist ja gerade einer der Hauptgründe, dass wir im neuen Zivilschutzleitbild und auch auf der Finanzierungsseite der Ausbildung jetzt ganz bewusst die erste Priorität geben, indem wir eine grössere Professionalisierung durch die Schaffung einer Instruktorenschule auf Bundesstufe anstreben und finanziell dem Bereich Ausbildung als einzigem eine kleine Wachstumsrate zugestehen, währenddem wir ja im Bereich der Schutzbauten und des Materials ganz grosse Einsparungen machen. Das zu den wesentlichen Neuerungen.

Als erwünschten Nebeneffekt dieses neuen Zivilschutzleitbildes können wir Einsparungen bis zum Jahre 2010 von rund 2,3 Milliarden Franken realisieren. Damit trägt der Zivilschutz wesentlich zur Sanierung des öffentlichen Haushalts bei, und zwar verteilen sich diese 2,3 Milliarden Franken etwa gleichgewichtig auf Einsparungen im Bereich der Schutzbauten und auf Einsparungen im Bereich der Materialbeschaffung. Von diesen Einsparungen werden auch die privaten Bauherren im Umfang von etwa 30 bis 40 Millionen Franken pro Jahr profitieren. Wir haben Ihnen diese erwünschten Nebenwirkungen des neuen Zivilschutzleitbildes im Ergänzungsbericht «Finanzielle Auswirkungen des Zivilschutzleitbildes» im Detail näher dargestellt.

Zusammenfassend halte ich fest: Es gibt keinen Bereich der staatlichen Tätigkeit, der zur Sanierung der Bundesfinanzen einen derartig grossen Beitrag geleistet hat und leisten wird, wie der Zivilschutz das tut. Die Ausgaben für den Zivilschutz haben auf Bundesstufe in den letzten zwanzig Jahren real, nicht nur nominell, kontinuierlich abgenommen. Sie machten im Jahre 1993 nur noch etwa 42 Prozent des Betrags aus, den der Bund im Jahre 1972 für den Zivilschutz ausgab, und das in einer Zeitspanne, in der sich die Bundesausgaben real insgesamt verdoppelten.

Der Anteil an den Gesamtausgaben des Bundes ging denn auch von 2 Prozent auf 0,4 zurück, und der Betrag, den die öffentliche Hand heute für den Zivilschutz ausgibt, macht noch etwa 80 Franken pro Einwohner aus. Der Betrag macht 100 Franken aus, wenn die Aufwendungen der Privaten mit berücksichtigt werden. Das ist sicher eine Versicherungsprämie, die auch unser Volk als vernünftig erachtet.

In diesem Zusammenhang muss ich allerdings darauf hinweisen, dass eine weitere Reduktion der Zivilschutzausgaben nicht mehr zu verantworten wäre, denn eine zusätzliche Kür-

zung der Finanzmittel würde die Realisierung des Zivilschutzleitbildes 95 nicht mehr ermöglichen. Sie müssten dann tatsächlich den – politischen – Mut haben und sagen, Sie wollten einen anderen Zivilschutz als den, den wir Ihnen im neuen Leitbild und jetzt mit diesem Entwurf für ein totalrevidiertes Gesetz präsentieren.

Erlauben Sie mir noch einige wenige Worte zur Baupflicht und zur Materialbeschaffung. Die jüngste weltpolitische Entwicklung – in Stichworten: Goffkonflikt, Krieg in Ex-Jugoslawien, Konflikte in der GUS – hat klar gezeigt, dass auch die Weiterführung des klassischen Auftrags des Zivilschutzes, nämlich des Schutzes der Bevölkerung vor den Auswirkungen von bewaffneten Konflikten, nach wie vor eine unbedingte Notwendigkeit ist.

Die Aufgaben verlagern sich hier. Wir haben in weiten Teilen der Schweiz glücklicherweise einen erfreulichen Ausbaustand im Rahmen der Schutzbauten erreicht. Das ist denn auch der Grund, weshalb wir die Ausgaben auf diesem Gebiet in den letzten Jahren praktisch um die Hälfte reduzieren konnten. Während wir Ihnen im Bereich der Bauten noch vor kurzer Zeit Verpflichtungskredite von über 100 Millionen Franken unterbreitet haben, sind die Verpflichtungskredite heute auf 40 Millionen Franken reduziert worden.

Sie sehen daraus, dass auf dem Gebiet der Schutzbauten unsere Politik nur mehr in zwei Zielen besteht: einerseits in der Lückenfüllung, und darauf werden wir im Rahmen des Minderheitsantrages Tschäppät Alexander zurückkommen, und andererseits in der Werterhaltung. Es liegt in der Natur der Sache, dass die bestehenden Schutzbauten in ihrem Wert erhalten werden müssen. Das zum Bereich der Schutzbauten.

Nun zur Materialbeschaffung: Auch im Bereich der Materialbeschaffung erlaubt der neue Zivilschutz wesentliche Einsparungen, im Umfange von etwa 1,3 Milliarden Franken. Wir sind zurzeit mit dem Eidgenössischen Finanzdepartement daran, eine neue Materialliste für das notwendigerweise standardisierte Zivilschutzmaterial, das wir für die Gemeinden beschaffen, zu erstellen. Hier werden die genannten Einsparungen einerseits dadurch realisiert, dass wir auf bedeutende Vorhaben verzichten, beispielsweise auf den Ortsfunk, auf die Neubeschaffung von Überlebensnahrung, und andererseits dadurch, dass wir, wegen der neuen Aufgabenteilung mit den Feuerwehren, auf die Neubeschaffung von Brandschutzmaterial verzichten können.

Im übrigen haben die Arbeiten an der neuen Materialliste gezeigt, dass wir weitere Einsparungen von 400 bis 500 Millionen Franken erzielen können, indem wir die Wiederbeschaffungszeiten noch einmal ausdehnen. Wir gestalten diese Materialliste auch so, dass die Gemeinden als Trägerinnen des Zivilschutzes einen ganz beachtlichen Spielraum erhalten.

Ich möchte darauf hinweisen, dass die Einsätze im Wallis im letzten Jahr gezeigt haben, dass eine wettergerechte persönliche Ausrüstung der Dienstpflichtigen für die Katastropheneinsätze eine unbedingte Notwendigkeit ist und dass wir daher auf diesem Gebiet wichtige Neuanschaffungen zu realisieren haben, wie überhaupt die ganze neue Materialliste vor allem auf die zivile Katastrophenhilfe ausgerichtet ist.

Zum Nichteintretensantrag bzw. zu den Rückweisungsanträgen: Die Minderheit I (Gross Andreas) möchte gar nicht auf die Vorlage eintreten, weil es, wenn ich Herrn Gross richtig verstehe, zwar juristisch nicht unbedingt notwendig, aber politisch eine Notwendigkeit sei, demnächst eine neue Verfassungsgrundlage zu schaffen.

Herr Gross, es ist auch Ihnen klar, dass bei der Verfassungsauslegung zunächst auf den Wortlaut abzustellen ist. Ich gebe zwar ohne weiteres zu, dass im Jahre 1959, als der Zivilschutzartikel geschaffen worden ist, die klassische Aufgabe des Zivilschutzes – Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte – zweifellos im Vordergrund gestanden ist. Aber mit sehr viel «bon sens» hat der damalige Verfassungsgeber in Artikel 22bis der Bundesverfassung Absatz 7 eingefügt, der besagt: «Das Gesetz ordnet den Einsatz von Organisationen des Zivilschutzes zur Nothilfe.»

Herr Professor Malinverni sagt denn auch aus diesem «bon sens» heraus zu Recht in seinem Kommentar: «Es wäre in der Tat absurd, Hilfsorganisationen zu schaffen und deren Mitglie-

der auszubilden, um bei Bedarf dann auf ihren Einsatz zu verzichten, so zum Beispiel wenn die Anzahl Feuerwehrmänner nicht ausreichte, um schnelle und wirksame Hilfe zu leisten, einzig und allein, weil die Katastrophe nicht durch einen Krieg, sondern durch ein natürliches Ereignis ausgelöst wurde.»

Wie Sie wissen, haben wir angesichts Ihres Antrages die Verfassungsfrage dem Bundesamt für Justiz noch einmal zur genauen Prüfung unterbreitet. Ich möchte den entscheidenden Passus doch auch hier wörtlich zitieren. Er lautet: «Il découle de ce qui précède que l'article 2 1er alinéa du projet de loi sur la protection civile n'est pas contraire à l'article 22bis de la constitution, et que la nouvelle orientation de la protection civile peut être mise en oeuvre dans les limites prévues par cette disposition constitutionnelle, pour autant que la mission d'aide en cas de catastrophe ne se fasse pas au détriment de la mission traditionnelle de la protection civile, et que les organismes de cette institution ne se substituent pas en définitive aux services d'intervention spécialisés compétents en matière de lutte contre les catastrophes d'origine naturelle ou technique.»

Ich glaube, Herr Gross, rein juristisch gesehen kann daher wirklich kein Zweifel bestehen, dass die Verfassungsgrundlage für die Totalrevision des Zivilschutzgesetzes mit dem geltenden Artikel tatsächlich vorhanden ist.

Damit komme ich zu den Anträgen der Minderheit II (Hollenstein) und der Minderheit III (Carobbio). Ich kann hier gleich eine Brücke schaffen. Wahrscheinlich oder mit grösster Wahrscheinlichkeit wäre für Ihre Anträge nun freilich zunächst eine Verfassungsänderung notwendig – das kam in dieser zusammenfassenden Stellungnahme des Bundesamtes für Justiz zum Ausdruck –, weil Sie ja den neuen Auftrag ganz prioritär in den Vordergrund rücken möchten.

Frau Hollenstein, Sie möchten zusätzlich eine komplette Trennung von Zivilschutz und Militär erreichen; ohne jetzt auf ein ausführliches Gutachten zurückgreifen zu können, bin ich eigentlich überzeugt, dass für beide Anträge zunächst eine Verfassungsrevision nötig wäre.

Wir lehnen diese Anträge aber nicht nur wegen des daraus resultierenden riesigen Zeitbedarfes, sondern auch inhaltlich eindeutig ab; denn gerade die Erfahrungen, die wir letztes Jahr im Kanton Wallis und im Jahre 1987 in den Kantonen Graubünden, Uri und Wallis gemacht haben, haben ganz klar gezeigt, dass wir mit einer Freiwilligenorganisation gerade bei der Katastrophenhilfe nicht durchkämen.

Ich darf Ihnen hier bekanntgeben, dass beispielsweise allein letztes Jahr im Oberwallis und im Raum Locarno über 3000 Zivilschützer 14 600 Diensttage geleistet haben. Jetzt sind im Wallis – im Rahmen der Aufräumarbeiten infolge der Unwetterkatastrophen vom letzten Jahr – erneut über 1000 Zivilschutzangehörige im Dienst. Im übrigen bin ich überzeugt, dass eine solche Freiwilligenorganisation auch deshalb nicht ausreichen würde, weil wir diese Leute ausbilden müssen und nicht einfach darauf abstellen können, dass sich im Ernstfall unausgebildete Leute zur Verfügung stellen würden.

Was sodann die vollständige Trennung von Zivilschutz und Militär anbelangt, ist der Vorschlag der Minderheit II (Hollenstein) genau das Gegenteil dessen, was Frau Fehr für die SVP beantragt hat. Ich glaube, hier ist es richtig, jetzt vorerst einmal die Regierungs- und Verwaltungsreform abzuwarten. In diesem Rahmen wird sich der Bundesrat mit der Frage der Zuordnung des Zivilschutzes zu einem Sicherheitsdepartement dann sicher erneut eingehend befassen müssen.

Entscheidend für die Ablehnung dieser Minderheitsanträge ist, dass wir erstens die klassische Aufgabe nach wie vor als notwendig erachten, die nicht vernachlässigt werden darf, und dass eine Freiwilligenorganisation ganz klar nicht ausreicht, wie die Erfahrungen im Jahre 1987 und letztes Jahr klar gezeigt haben.

Ich bin überzeugt, dass die Chance für die Akzeptanz des neuen Zivilschutzes beim Volk gross ist. Ich habe verschiedentlich Schutzdienstpflichtige im zivilen Katastropheneinsatz besucht. Alle, die ich dort angetroffen habe, waren in ihrer Aufgabenerfüllung sehr motiviert.

Wir beklagen uns heute zu Recht immer wieder – Frau Hollenstein und Herr Carobbio –, dass der allgemeine Bürgersinn und der Sinn für das Gemeinwohl und die Solidarität in unse-

rer Bevölkerung ständig zurückgehen. Gerade dieser Zivilschutz im zivilen Katastropheneinsatz bietet aber unseren Mitbürgerinnen und Mitbürgern eine einmalige Chance, aktive Solidarität zu beweisen. Ich habe gesehen, dass die Schutzdienstpflichtigen ihre Tätigkeit tatsächlich auch als Akt der Solidarität empfinden. Wenn ich letztes Jahr im Wallis Genfer und Basler antraf, hatte ich stets den Eindruck, dass es für sie eine echt eidgenössische Tat war, den Oberwallisern nach der Unwetterkatastrophe aktiv und sinnvoll zu helfen. Nutzen wir diese Chance, die uns der neue Zivilschutz gibt! Ich bitte Sie, auf die Vorlagen einzutreten.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Eintreten)	128 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I (Nichteintreten)	20 Stimmen

**Präsidentin:** Wir stimmen nun über die Rückweisungsanträge ab.

#### Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Minderheit II Dagegen	40 Stimmen 111 Stimmen
---	---------------------------

#### Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Minderheit III Dagegen	48 Stimmen 106 Stimmen
--	---------------------------

#### Detailberatung – Discussion par articles

### A. Bundesgesetz über den Zivilschutz (Zivilschutzgesetz, ZSG)

### A. Loi fédérale sur la protection civile (Loi sur la protection civile, LPCI)

#### Titel und Ingress, Art. 1

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Titre et préambule, art. 1

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 2

##### Antrag der Kommission

##### Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Abs. 2

##### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Minderheit

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein, Tschäppät Alexander)

Er kann humanitären Zwecken dienen.

#### Art. 2

##### Proposition de la commission

##### Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Al. 2

##### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Minorité

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein, Tschäppät Alexander)

La protection civile peut poursuivre des objectifs humanitaires.

#### Abs. 1 – Al. 1

#### Angenommen – Adopté

#### Abs. 2 – Al. 2

**Gross Andreas (S, ZH), Sprecher der Minderheit:** Es geht hier um die Frage, ob der Zivilschutz humanitären Zwecken dient oder ob er humanitären Zwecken dienen kann.

Humanitär ist ein ganz hoher Anspruch. Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) zum Beispiel ist eine klassische, typische Organisation, die humanitär ist. Humanitär definiert sich durch eine universelle Menschenfreundlichkeit, Wohl- und Mildtätigkeit und umfasst sozusagen alle Bestrebungen, die die Menschlichkeit fördern wollen, die helfen, universell, ohne Vorbehalt in bezug auf Zeit, Nation oder Ort.

Es ist falsch, wenn man mit Worten Taten beschönigt. Humanitär ist ein ganz hoher Anspruch. Wenn sich eine Organisation, die Teil der militärischen Landesverteidigung ist – das haben Sie vorher wieder bestätigt –, als humanitär bezeichnet, also die eigene Verteidigung so bezeichnet, ist das letztlich entweder anmassend, weil sie sich selber überschätzt, oder es kann diesem Wort nicht genügen. Es ist der höchste Anspruch, den man sozusagen an sich selber stellen kann, humanitär zu sein.

Es ist politisch anmassend, ja fast arrogant, einen Teil der eigenen militärischen Verteidigungsorganisation als humanitär zu bezeichnen, die vor allem die Schweizer schützen will, die nicht die Menschenfreundlichkeit, die Wohltätigkeit, die Hilfe für alle jederzeit zum Zentrum hat – es kann auch so sein unter Umständen, aber es muss nicht so sein –, primär geht es ihr um etwas anderes.

Wenn man diese Verteidigungsorganisation als humanitär bezeichnet, behauptet man etwas Falsches. Es grenzt meiner Meinung nach – ich sage das ganz offen – an politische Blasphemie. Blasphemie heisst Gotteslästerung. In jedem Menschen steckt etwas von Gott. Humanitär heisst, jederzeit für alle das Beste tun zu wollen. Diesem Anspruch ist nicht Genüge getan, wenn man eine Organisation als humanitär bezeichnet, die nicht immer überall jedem helfen will. Wenn das nicht prinzipiell der Anspruch der Organisation ist, dann sollte man sie auch nicht so bezeichnen.

Man sollte also bescheidener sein und sagen, dass unter Umständen der Zivilschutz eine humanitäre Komponente haben kann, dass er humanitär wirken kann. Aber weil der primäre Auftrag nicht die allgemeine, universelle, jederzeitige Hilfe für alle ist – sonst müsste er nämlich permanent eingesetzt werden –, muss man bescheiden sein und sagen: Er kann so sein, ist es aber nicht immer. Also keine falschen Ansprüche, sonst sind wir in der von Orwell angeprangerten unseligen Tradition, der den modernen Gesellschaften vorgeworfen hat, dass sie die Sprache verludern lassen, weil sie zur Beschönigung, zur äusserlichen Rechtfertigung eines umstrittenen Dinges dient; sonst kleben Sie eine Etikette auf eine Flasche, die sie nicht verdient. Ich bitte Sie, solcher Verludung nicht Vorschub zu leisten, sondern ehrlich zu sagen, um was es geht, das heisst, der Zivilschutz kann humanitär sein, ist es aber von seiner Aufgabe her nicht immer. Deshalb ist diese Präzision, diese Differenzierung auch im Gesetz festzuhalten.

**Dünki Max (U, ZH), Berichterstatter:** Als einfacher Mensch habe ich Mühe, der Philosophie des Herrn Gross Andreas zu folgen. Die Kommissionsmehrheit will, dass der Zivilschutz – der Bundesrat will das auch – humanitären Zwecken dient. Das ist klar und einfach. Die Minderheit Gross Andreas will die Kann-Formel verwenden: «Er (der Zivilschutz) kann humanitären Zwecken dienen.» Also kann man das mit der Kann-Formel umkehren. Man kann ihn auch für nichthumanitäre Zwecke einsetzen. So sehe ich das. Wenn Sie den Antrag der Minderheit Gross Andreas annehmen, könnte das katastrophale Folgen haben, und zwar aus folgendem Grund: Man könnte den Text so auslegen, dass man den Zivilschutz bewaffnen muss. Man könnte sagen: Der Zivilschutz kann auch nichthumanitäre Zwecke erfüllen, also braucht er zu diesem Zweck die Bewaffnung. Ich glaube, eine klare Zielsetzung, nach der wir den Gebrauch und den Einsatz ausrichten, ist immer noch besser.

Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen, die Kann-Formulierung abzulehnen.

**Mamie** Philippe (R, VD), rapporteur: Notre commission a repoussé la proposition de la minorité par 16 voix contre 4 et sans abstention. Je crois qu'il faut s'en tenir au projet du Conseil fédéral.

La protection civile est un organisme non armé, c'est-à-dire qu'il poursuit bel et bien des objectifs humanitaires. Effectivement, comme l'a relevé M. Dünki, les conséquences pourraient être désastreuses puisqu'on pourrait être appelé à armer cette protection civile, et c'est précisément ce que l'on ne veut pas.

C'est pourquoi je vous demande de suivre la décision de la majorité de la commission.

**Koller** Arnold, Bundesrat: Ich möchte Ihnen auch empfehlen, hier dem Bundesrat und der Kommissionsmehrheit zuzustimmen, also den Minderheitsantrag abzulehnen. Der Zivilschutz hat eine ausgesprochen humanitäre Aufgabe, nämlich den Schutz unserer Bevölkerung. In Artikel 12 halten wir auch ganz klar fest, dass der Zivilschutz keinen Kampfauftrag hat, dass der Zivilschutz unbewaffnet ist. Ich darf Ihnen auch bekanntgeben, dass das Bundesgericht in seiner Rechtsprechung immer wieder klar festgehalten hat, dass der Zivilschutz einer humanitären Aufgabe dient.

Das sind die wesentlichen Gründe, weshalb ich Sie bitten möchte, dem Bundesrat und der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

**Gross** Andreas (S, ZH), Sprecher der Minderheit: Herr Dünki, wenn sich gescheite, kluge, intelligente Männer so herabsetzen, dann stimmt etwas nicht! Sie wissen genau – ich möchte in keiner Weise falsch verstanden werden –, dass die Zustimmung zum Minderheitsantrag nichts damit zu tun hat, dass dann der Zivilschutz bewaffnet werden könnte – das steht in keiner Weise zur Diskussion –, sondern es geht darum, bescheidener zu sein.

«Humanitär» würde heissen, dass der Zivilschutz heute zum Beispiel im Ausland eingesetzt würde, denn «humanitär» kann nicht national eingeschränkt werden. Es geht darum, bescheidener zu sein – und nicht um das «bewaffnet» oder «unbewaffnet». Das möchte ich klar festgehalten haben, weil die Kommissionssprecher möglicherweise bei jenen, die nicht in der Kommission gewesen sind, einen anderen Eindruck erweckt haben.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	85 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	23 Stimmen

#### Art. 3

##### Antrag der Kommission

....  
fbis. (neu) Unterstützung der Kantons- und Gemeindebehörden bei der Leitung der Nothilfemassnahmen;

....

#### Art. 3

##### Proposition de la commission

....  
fbis. (nouvelle) assister les autorités cantonales et communales dans la conduite de mesures d'aide en cas de catastrophes;

....

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 4–13

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates  
Proposition de la commission  
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 14

##### Antrag der Kommission

###### Abs. 1

###### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

###### Minderheit

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein, Hubacher)  
.... sind, sind in der Regel schutzdienstpflichtig.

###### Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Antrag Vollmer

###### Abs. 1bis (neu)

Bis zum Erlass eines Bundesgesetzes über den Zivildienst beginnt die Schutzdienstpflicht für Männer, die nach Artikel 81 Ziffer 2 des Militärstrafgesetzes zu einer Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse verpflichtet worden sind, erst nach Absolvierung dieser Arbeitsleistung.

#### Art. 14

##### Proposition de la commission

###### Al. 1

###### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

###### Minorité

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein, Hubacher)  
.... sont tenus, en principe, de servir ...

###### Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Proposition Vollmer

###### Al. 1bis (nouveau)

Pour les hommes astreints à un travail d'intérêt général au sens de l'article 81 chiffre 2 du Code pénal militaire, et jusqu'à l'édiction d'une loi fédérale sur le service civil, l'obligation de servir dans la protection civile ne prend effet qu'une fois que ce travail a été effectué.

#### Art. 15

##### Antrag der Kommission

###### Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

###### Abs. 1ter (neu)

###### Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

###### Minderheit

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein, Hubacher)  
Schutzdienstpflichtige, welche die Zivilschutzdienstpflicht mit ihrer Überzeugung nicht vereinbaren können, leisten einen Ersatzdienst im öffentlichen Interesse von gleich langer Dauer.

###### Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Antrag Epiney

###### Abs. 1bis

.... sowie kantonalen und kommunalen Polizei- und Feuerwehrkorps zugewiesen werden.

#### Art. 15

##### Proposition de la commission

###### Al. 1, 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

###### Al. 1ter (nouveau)

###### Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

###### Minorité

(Gross Andreas, Carobbio, de Dardel, Hollenstein, Hubacher)  
Les personnes astreintes, qui ne peuvent concilier l'obligation de servir dans la protection civile avec leur conviction, accomplissent un service de remplacement d'intérêt public, de durée équivalente.

###### Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Epiney**Al. 1bis*

.... corps de police et de sapeurs-pompiers communaux et cantonaux.

**Gross** Andreas (S, ZH), Sprecher der Minderheit: Die Minderheitsanträge können zusammen behandelt werden, müssen es aber nicht. Ich bin gerne bereit, sie zusammen zu begründen.

In Artikel 14 wird eine absolute, uneingeschränkte Schutzdienstpflichtigkeit für alle Männer, die nicht militär- oder zivildienstpflichtig sind, stipuliert. Sie konnten letzte Woche zum Beispiel in einem grösseren Artikel im «Bund» lesen, dass ein Hausmann, der lediger, alleinerziehender Vater ist, seine Tochter in den Zivilschutz mitgenommen hat und unverzüglich wieder nach Hause geschickt worden ist, mit der Aufforderung, sich aus der Zivilschutzpflichtigkeit entlassen zu lassen, weil seine Erziehungspflicht höher zu gewichten sei als die Schutzdienstpflicht. Er habe seine Sorgfaltspflicht als Elternteil unmittelbar zu erfüllen, deshalb sei es selbstverständlich, dass er nicht mehr einrücken müsse.

Es wird also im Einzelfall diese absolute Pflichtigkeit in der Tat sehr tolerant relativiert. Und deshalb denke ich, dass man diese weiche Auslegung des Absoluten auch im Gesetz festhalten sollte und zugeben müsste, dass in der Regel die Männer zivilschutzpflichtig sind, aber dass es Ausnahmefälle gibt, weil sie andere Pflichten haben, die vorgehen.

Ich bitte Sie, diese Pflichtigkeit in der Regel zuzulassen, und so zuzugeben, dass sie heute schon faktisch nicht absolut interpretiert wird, sondern nur normalerweise oder in der Gesetzesprache: «in der Regel».

Zweitens wissen Sie, dass wegen des traditionell militärlastigen Zivilschutzes und seiner – trotz gesetzlich festgelegter – Gleichwertigkeit zwischen Zivilschutz und Kriegszivilschutz immer noch kriegszivilschutzlastigen Ausbildung viele Militärschutzverweigerer aus der gleichen Haltung heraus auch den Zivilschutz verweigern: aus Gewissensgründen notabene. Wenn Sie nun wollen, dass auch in der Schweiz endlich keine Menschen, auch keine Männer mehr, aus Gewissensgründen, aus politischen Gründen ins Gefängnis wandern, dann müssen Sie diesen Männern eine Alternative ermöglichen, wie wir es jetzt – endlich! – verfassungsgemäss beim Militärdienst gemacht haben; wir werden bald auch ein entsprechendes Gesetz haben.

Deshalb beantragt Ihnen die Minderheit in Artikel 15, dass Schutzpflichtige, welche die Zivilschutzpflicht nicht mit ihrer Überzeugung vereinbaren können, einen Ersatzdienst im öffentlichen Interesse von gleich langer Dauer leisten können, sozusagen einen Zivildienst für die Zivilschutzverweigerer! Wenn Sie nicht wollen, dass man immer noch aus politischen Gründen, aus Gewissensgründen ins Gefängnis gehen muss, sollten Sie diesem Antrag der Minderheit zustimmen, weil es die einzige Möglichkeit ist, das zu verhindern. Wenn Sie nicht zustimmen, wird das immer noch möglich sein. Es sind einige Dutzend Menschen pro Jahr, und ich denke, es steht der Schweiz gut an, auch diese Minderheit humanitär zu behandeln und nicht aus Gewissensgründen ins Gefängnis zu schicken, sondern ihnen einen Dienst an der Gesellschaft – ähnlich wie der Zivildienst – zu ermöglichen.

**Vollmer** Peter (S, BE): Mein Antrag betrifft eine ganz andere Seite dieser Schutzdienstpflicht. Mein Antrag ist aus ganz praktischen Fällen, die mir zur Kenntnis gebracht worden sind, entstanden. Ich möchte damit etwas im Gesetz verankern, das wahrscheinlich alle in diesem Saal für richtig und für vernünftig ansehen würden. Wir haben heute die Situation, dass wir noch keinen Zivildienst haben. Obwohl wir den Artikel in der Verfassung bereits kennen, fehlt immer noch eine Zivildienstgesetzgebung. Heute werden sogenannte Dienstverweigerer nach dem Militärstrafgesetz zu einer Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse verurteilt. Es geht jetzt darum, dass die Leute, die zu dieser Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse verurteilt werden, nicht bereits, bevor sie diese Arbeitsleistung vollbracht haben, für den Zivilschutz aufgeboden werden. Sie werden sicher meinen, das sei doch selbstverständlich. Der Betreffende

müsse doch zuerst diese Arbeitsleistung erbringen, dann sei er quasi ausgemustert und dann könne man ihn später wieder wie jeden anderen Wehrpflichtigen, der seinen Militärdienst hinter sich hat, zum Zivilschutz aufbieten.

Es gibt lediglich eine Verordnung, die festhält, dass während diesen Arbeitsleistungen, die im öffentlichen Interesse erbracht werden, kein Zivilschutz geleistet werden muss. Das ist eine sehr vernünftige Regelung. In dieser Verordnung steht aber nichts darüber, dass in dieser Zeit zwischen der Verurteilung und der Absolvierung dieser Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse kein Zivilschutz geleistet werden muss.

Mein Anliegen betrifft also eigentlich eine Gesetzeslücke, die lediglich für diese Übergangszeit notwendig sein wird, bis wir hier endgültig über ein Zivildienstgesetz entscheiden können. Dann wird es klar sein; in Artikel 14 Absatz 1 Gesetzentwurf A steht es so: Schutzdienstpflichtig sind all diejenigen, die weder militär- noch zivildienstpflichtig sind. Da wir aber diese Zivildienstpflicht nach dem Gesetz noch nicht kennen, besteht diese Lücke. Ich bin durchaus bereit, meinen Antrag zurückzuziehen, wenn mir der Bundesrat hier und heute klar die Zusage machen kann, dass in einer Verordnung oder in einem entsprechenden Kreisschreiben den Zivildienststellen klar und deutlich die Anweisung gegeben wird, dass Personen, die zu dieser Arbeitsleistung verurteilt werden, bis nach der Absolvierung dieser Arbeitsleistung nicht für den Zivilschutz aufgeboden werden können, also nicht zivilschutzpflichtig sind.

Eigentlich nach dem gesunden Menschenverstand eine absolut vernünftige Sache, aber es gibt halt im Lande draussen immer wieder lokale Zivilschutzorganisationen, die sich streng gläubig an diesen Gesetzestext halten und dann feststellen, dass solche Männer sofort zivilschutzpflichtig werden, weil sie nach dem Urteil des Militärstrafgesetzes aus der Armee ausgeschlossen wurden. Ich glaube, wir sollten hier die Gelegenheit wahrnehmen, ganz klar und deutlich zu regeln, dass das nicht so gemeint ist, sondern dass wir die Zivilschutzpflicht erst dann beginnen wollen, wenn jemand entweder seinen Militärdienst geleistet hat oder eben seinen Zivildienst und jetzt in der Übergangszeit seine zivile Ersatzdienstleistungsleistung hinter sich gebracht hat.

Ich wäre sehr dankbar, wenn Sie diesen Antrag unterstützen würden oder wenn der Bundesrat hier eine ganz klare Zusage machen kann, damit wir für alle Organe, die mit Zivilschutz betraut sind, eine eindeutige und klare Regelung haben und Leute, die diese Arbeitsleistung zu erbringen haben, wirklich erst nach Beendigung dieser Arbeitsleistung von Zivilschutzorganen aufgeboden oder sonst belangt werden.

**Epiney** Simon (C, VS): Aux termes des articles 11 et 12 de la loi sur la protection civile, cette dernière doit collaborer avec les organisations chargées d'intervenir dans des situations extraordinaires. C'est d'ailleurs, selon le message même du Conseil fédéral, une des deux missions prioritaires de la protection civile. Cette dernière doit donc fournir une aide appropriée permettant de faire face à des catastrophes d'origine naturelle ou technique, ou permettant de faire face à d'autres situations de nécessité.

Le message du Conseil fédéral sur le Plan directeur de la protection civile ainsi que le projet de loi laissent toutefois, à notre avis, beaucoup trop de zones d'ombre sur cette stratégie de collaboration entre les différentes organisations.

Selon le message gouvernemental, les formations de lutte contre le feu seront dorénavant libérées de l'obligation qui leur est faite actuellement de reprendre les tâches incombant au corps de sapeurs-pompiers locaux. En revanche, on n'indique pas de manière formelle, dans la loi, si les sapeurs-pompiers sont effectivement exempts de l'obligation de servir. Or, ils remplissent maintenant une des tâches qui était aussi dévolue, initialement, à la protection civile.

Dès lors, je voudrais savoir deux choses, Monsieur le Conseiller fédéral: d'abord, est-ce que l'alinéa 1er nous donne la garantie que les sapeurs-pompiers sont également exempts de l'obligation de servir, auquel cas je peux retirer ma proposition? J'aimerais également savoir si, dans les ordonnances à venir, le Conseil fédéral est d'accord de traiter les sapeurs-

pompier sur un pied d'égalité avec les autres membres de la protection civile. C'est à mon avis une position également importante que nous sommes appelés à prendre pour ces prochaines années.

Si l'alinéa 1er contient ma proposition, je peux retirer la modification que j'ai proposée.

**Dünki Max** (U, ZH), Berichterstatter: Zuerst zu den Anträgen der Minderheit Gross Andreas zu den Artikeln 14 und 15. Artikel 14 regelt den Grundsatz: «Alle Männer mit Schweizer Bürgerrecht, die nicht militär- und zivildienstpflichtig sind, sind schutzdienstpflichtig.» (Abs. 1) Das ist wie beim Militärgesetz: Jeder Schweizer ist militärdienstpflichtig. Der Grundsatz muss klar und einfach sein. Die Ausnahmen werden separat geregelt. Nicht jeder wird eingeteilt. Es gibt sanitärische Gründe. Es gibt andere Ausnahmen. Die werden separat geregelt. Aber der Grundsatz kann nicht durchbrochen werden. Wie wäre das auszulegen? Man müsste die Verordnung bereits in das Gesetz einbauen. Es ist besser, den Grundsatz klar und die Ausnahmen separat zu regeln.

Artikel 15: Es geht um diejenigen, die den Zivilschutzdienst aus Überzeugung verweigern wollen. Auch hier geht es um einen Grundsatz – wir machen separate Gesetze für Dienstverweigerer (Militär und Zivilschutz) –, hier wird geregelt, wer vom Schutzdienst befreit wird. Wir dürfen wiederum den Grundsatz nicht verwässern. Alle Ausnahmen sind separat zu regeln.

Wir bitten Sie, die Anträge der Minderheit Gross Andreas zu den Artikeln 14 und 15 abzulehnen.

Der Antrag Vollmer und der Antrag Epiney lagen der Kommission nicht vor. Beim Antrag Vollmer handelt es sich um eine Detailfrage, die sicher wichtig ist, aber die nicht in das Gesetz aufgenommen werden sollte. Hier würde es genügen, wenn das auf dem Verordnungswege irgendwo geregelt werden könnte, aber nicht in dem knappen und straffen Gesetz.

Der Antrag Epiney ist völlig überflüssig. Feuerwehrangehörige sind nachher Teil des Zivilschutzes. Sie werden integriert. Das müssen wir nicht noch separat erwähnen. Dieser Antrag könnte zurückgezogen werden.

**Mamie Philippe** (R, VD), rapporteur: Je crois que, à cet article 14, il faut en rester au principe de l'obligation de servir. C'est la base fondamentale d'ailleurs pour ce qui concerne le service militaire, le service civil et la protection civile. Il ne faut donc pas accepter cette exception.

Je vous rappelle que la commission a refusé cette proposition par 17 voix contre 5 et avec 1 abstention. Ceci vaut également pour l'article 15 en ce qui concerne la proposition de minorité.

Pour ce qui est des propositions Vollmer et Epiney, elles n'ont pas été discutées en commission. J'ai toutefois quelques craintes concernant la proposition Vollmer. En effet, cette loi sur la protection civile revêt une certaine urgence. Si l'on veut qu'elle entre en vigueur au 1er janvier 1995, il faut qu'elle soit acceptée le plus rapidement possible. Je laisse cependant au conseiller fédéral le soin de donner une réponse appropriée, également en ce qui concerne la proposition Epiney. Je pense qu'il y a effectivement nécessité de clarifier les choses.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Die Anträge der Minderheit Gross Andreas hängen vor allem bei Artikel 15 mit dem zusammen, was wir vorhin bei Artikel 2 entschieden haben. Wir sind der Überzeugung, dass der Zivilschutz eine humanitäre Aufgabe erfüllt und dass daher für einen Ersatzdienst kein Grund besteht. Aus diesem Grund möchten wir Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen.

Der Antrag der Minderheit Gross Andreas zu Artikel 14 würde gegen das Gleichbehandlungsprinzip verstossen. Es würde auch nicht klar gesagt, wer nicht schutzdienstpflichtig ist. Das ist der Hauptgrund neben dem, dass wir die Leute, die wir für die Erfüllung dieser Aufgaben gerade auch im zivilen Katastrophenfall brauchen, nicht mehr zur Verfügung hätten.

Aus diesen Gründen möchten wir Sie bitten, die Anträge der Minderheit Gross Andreas klar abzulehnen.

Zum Antrag Vollmer: Ihm kann ich versichern, dass wir Männer, die gemäss Artikel 81 Ziffer 2 des Militärstrafgesetzes bereits zu einer Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse verpflichtet worden sind und die aus irgendwelchen Gründen in dieser Zwischenzeit noch nicht zur Leistung dieses Dienstes aufgeboden worden sind, nicht zum Zivilschutz einberufen werden, sondern erst nach Absolvierung dieser Arbeitsleistung. Ich glaube daher, dass es unnötig ist, einen entsprechenden Absatz aufzunehmen. Sie können sich auf diese Erklärung verlassen; wir werden das mit Kreisschreiben auch bekanntmachen, damit keine solchen Aufgebote erfolgen. Das scheint mir auch deswegen die einzig vernünftige Lösung zu sein, weil der Verfassungsartikel zur Schaffung eines Zivildienstes ja bereits angenommen worden ist. Wie dann eine allenfalls weiter gehende gesetzliche Lösung aussieht, müssen wir natürlich zurzeit noch offenlassen.

Dann komme ich zum Artikel 15 und damit zum Antrag Epiney, dem Problem der Freistellungen. Wir sehen – das ist eine wichtige Neuerung im Rahmen dieses neuen Zivilschutzgesetzes – eine bessere Arbeitsteilung zwischen dem Zivilschutz und den Feuerwehren vor: Wir entlasten den Zivilschutz komplett von der Brandschutzaufgabe. Das hat auf der anderen Seite zur Folge, dass wir aufgrund von Artikel 15 die unbedingt benötigten Feuerwehrleute von der Schutzdienstleistung befreien müssen. Wir haben diese Lösung mit dem Schweizerischen Feuerwehrverband einvernehmlich getroffen. Die Details werden wir in der Ausführungsverordnung regeln, aber wir wissen schon heute, dass wir etwa 60 000 Feuerwehrleute im Sinne von Artikel 15 von der Schutzdienstleistung befreien müssen. Nun haben Sie noch eine weitere Frage gestellt: Sind diese Feuerwehrleute gleichgestellt? Nicht vollständig, die Feuerwehr ist natürlich Sache der Kantone, aber was wir hier vorsehen – und das ist für die Feuerwehrleute sehr wichtig –, ist, dass wir ihre Dienstleistungen im Hinblick auf den Militärflichtersatz anrechnen lassen. Das ist im Gesetz ausdrücklich festgehalten. Eine vollständige Gleichstellung in allen Belangen wäre wohl erst möglich, wenn wir eines Tages vielleicht eine allgemeine Dienstpflicht im öffentlichen Interesse einführen würden.

Die Feuerwehrverbände sind mit der Lösung, die wir hier vorschlagen, ganz klar und ausdrücklich einverstanden. Aus diesem Grunde ist dieser Antrag Epiney eigentlich überflüssig. Sein Anliegen wird durch den Absatz 1 bereits befriedigend geregelt.

**Vollmer Peter** (S, BE): Ich bin bereit, meinen Antrag zurückzuziehen, nachdem Herr Bundesrat Koller – ich danke ihm dafür – Flexibilität gezeigt und auch zum Ausdruck gebracht hat, dass es hier einen Handlungs- und Regelungsbedarf gibt.

Ich finde, es ist richtig, wenn er mit einem Kreisschreiben sämtlichen Zivilschutzorganen im Lande die von ihm dargelegte Haltung kundtut, damit diese stossende Praxis ein für allemal aufhört, dass Leute vor der Absolvierung dieses Ersatzdienstes von der Zivilschutzinstitution bereits wieder aufgeboden werden.

Dass diese Regelung nötig ist, entsteht ja nur dadurch, dass wir immer noch kein Zivildienstgesetz haben, obwohl der Grundsatz in der Verfassung steht. Es wäre wirklich an der Zeit, dass uns der Bundesrat so rasch als möglich dieses Zivildienstgesetz vorlegen würde, damit wir den Willen des Schweizervolkes mit der Annahme des Zivildienstes endlich umsetzen können. Dann wird dieses Problem ohnehin vom Tisch sein. Für die Übergangszeit bin ich froh, wenn das nun mit einem Kreisschreiben geschieht.

In dem Sinne bin ich bereit, meinen Antrag zurückzuziehen.

**Präsidentin:** Herr Epiney lässt mitteilen, dass er aufgrund der Ausführungen des Bundesrates seinen Antrag ebenfalls zurückzieht.

Art. 14 Abs. 1 – Art. 14 al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit  
Für den Antrag der Minderheit

82 Stimmen  
33 Stimmen

Art. 15 Abs. 1ter – Art. 15 al. 1ter

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	79 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	39 Stimmen

Art. 14 Abs. 2; 15 Abs. 1, 1bis, 2 – Art. 14 al. 2; 15 al. 1, 1bis, 2  
Angenommen – Adopté

**Art. 16**

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Carobbio, de Dardel, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Tschäppät Alexander)

.... Jahres, in dem er 42 Jahre alt wird.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Epiney

Abs. 2

....

b. auf 42 Jahre herabsetzen.

**Art. 16**

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Carobbio, de Dardel, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Tschäppät Alexander)

.... elle atteint 42 ans.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Epiney

Al. 2

....

b. réduire la durée de l'obligation de servir jusqu'à 42 ans.

**Carobbio** Werner (S, TI), porte-parole de la minorité: Dans son commentaire relatif à cet article, le Conseil fédéral dit que la réduction des effectifs de la protection civile à 380 000 personnes permet d'abaisser l'âge maximal de l'obligation de servir dans la protection civile de huit années, soit de passer de 60 ans, c'est-à-dire la limite actuelle, à 52 ans.

Selon l'article 16, cette obligation concerne tous les Suisses âgés de 20 à 52 ans. En outre, à ce même article, le Conseil fédéral introduit deux autres dispositions. La première lui permet, entre autres, si nécessaire, d'élargir la fourchette des années d'obligation, vers le bas jusqu'à 17 ans et vers le haut jusqu'à 60 ans. Evidemment, cette disposition est prévue pour des cas extraordinaires.

Comme je l'ai déjà dit dans le débat d'entrée en matière, un effectif de 380 000 personnes pour la protection civile est quand même surdimensionné, même par rapport aux exigences d'une protection civile telle qu'elle est conçue dans le cadre du message et du projet de loi dont nous discutons. C'est dans cette optique que je fais une proposition de minorité qui vise à fixer l'âge maximal, pour l'obligation de servir dans la protection civile, à 42 ans. Selon les indications qui figurent dans le message, il s'ensuivrait une réduction de la moitié environ des effectifs à disposition de la protection civile. Nous aurions donc 190 000 personnes obligées de servir dans la protection civile. L'avantage de cette proposition, outre qu'elle permettrait d'avoir un nombre plus réduit de personnes astreintes à la protection civile, et par conséquent de leur assurer une meilleure formation, c'est que nous établissons un parallélisme correct avec l'Organisation de l'armée, où l'âge maximal est fixé à 42 ans. Puisque, contrairement à mon opinion, dans le

message et dans la loi on établit ce parallélisme, il me semble juste de fixer le même âge maximal.

J'ai vu du reste que M. Epiney a repris, sous une forme quelque peu différente, la même idée, en donnant au Conseil fédéral la possibilité d'abaisser cette limite à 42 ans, ce qui démontre que l'idée de la minorité n'est pas une idée conçue pour de simples questions idéologiques.

Je pense aussi que cette réduction aura pour résultat d'améliorer la motivation de ceux qui participent à la protection civile. En effet, aujourd'hui, l'obligation de servir encore dans le cadre de la protection civile, après avoir servi dans l'armée, n'est pas très bien comprise dans la population. Comme je l'ai dit dans le débat d'entrée en matière, les nouveaux dangers auxquels doit faire face la protection civile aujourd'hui demandent une spécialisation, une professionnalisation, une motivation, lesquelles sont plus facilement réalisables à un âge réduit, comparable à celui fixé pour l'obligation de servir dans l'armée.

Tels sont, en bref, les motifs pour lesquels je vous invite à modifier l'article 16 en introduisant comme âge maximal pour servir dans la protection civile la limite de 42 ans.

**Epiney** Simon (C, VS): Avec aujourd'hui près de 8 milliards de francs de déficit et demain vraisemblablement davantage, la Confédération doit comprimer ses dépenses – tout le monde est d'accord –, surtout en fonction de certaines priorités.

Comme ce fut le cas pour l'armée, il est probable que l'âge fixant l'obligation de servir dans la protection civile va évoluer ces prochaines années. Mais comme dans ce pays la révision des lois nécessite une longue procédure, coûteuse et fastidieuse, il me paraît judicieux de prévoir une certaine souplesse. Dans cet esprit je propose que le Conseil fédéral dispose d'une certaine marge de manoeuvre et puisse fixer progressivement l'abaissement de l'âge déterminant l'obligation de servir jusqu'à 42 ans.

Quelle est la différence entre la proposition de minorité Carobbio et la mienne? Lui veut qu'automatiquement l'obligation de servir soit limitée à 42 ans, alors que ma proposition veut laisser au Conseil fédéral la faculté d'abaisser progressivement cet âge, qui selon le projet serait de 50 ans, jusqu'à 42 ans le cas échéant parce qu'effectivement le nombre de 380 000 personnes astreintes aujourd'hui à la protection civile est manifestement beaucoup trop élevé. Je crois d'ailleurs que nous sommes tous d'accord aujourd'hui: la protection civile – comme d'autres secteurs d'ailleurs – doit subir une cure de rajeunissement. Ma proposition s'inscrit tout à fait dans cette philosophie de flexibilité et d'efficacité.

**Dünki** Max (U, ZH), Berichterstatter: Hier geht es um die Substanz.

Dies sind zwei ganz gefährliche Anträge: Wenn Sie die Ansicht der Minderheit Carobbio teilen, so hätten Sie unbedingt der Rückweisung zustimmen müssen. Sie will, dass das Schutzdienstalter um weitere zehn Jahre reduziert wird. Eine derartige Reduktion hätte zur Folge, dass der Zivilschutz nur noch die Hälfte seines notwendigen Bestandes besässe, er würde also die Hälfte verlieren. Er würde derart geschwächt, dass er seinen Auftrag nicht mehr erfüllen könnte. Es müsste ein ganz neues Konzept erarbeitet werden. Kleinere und abgelegene Gemeinden wären nicht in der Lage, örtliche Schutzorganisationen zu bilden.

Zudem wollen wir, dass die entlassenen Wehrmänner zwischen 42 und 52 Jahre gemäss ihrem Wissen und Können eingeteilt werden. Sie werden hier all das, was sie an Ausbildung erhalten haben, sinnvoll und innert kurzer Zeit anwenden können. Wir brauchen diese Leute, wir sind auf sie angewiesen. Die Kommissionsmehrheit empfiehlt eindringlich, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Auch den Antrag Epiney empfiehlt die Kommission abzulehnen. Er ist gut gemeint, vielleicht ist es in einigen Jahren, bei einer neuen Revision, möglich, stufenweise herunterzugehen, aber jetzt sollten wir an diesem 52. Altersjahr festhalten. Das ganze Konzept ist so aufgebaut, es würde auf den Kopf gestellt und nicht mehr funktionieren, folgte man diesem Antrag. Man könnte mit der Arbeit von vorne beginnen.

Ich bitte Sie, die guten Ideen nicht zu durchkreuzen und beide Anträge abzulehnen.

**Mamie Philippe** (R, VD), rapporteur: Votre commission, par 17 voix contre 10 et avec 1 abstention, a refusé la proposition de la minorité.

La conception que développe M. Carobbio est totalement différente de celle qui fait précisément l'objet de cette réforme de la législation. Elle ampute pratiquement de moitié les effectifs, ce qui va poser un certain nombre de problèmes pour précisément remplir les nouvelles missions qu'on assigne à la protection civile.

Aussi, je vous demande de suivre la proposition de la majorité et de refuser celle de la minorité ainsi que la proposition Epiney qui n'a pas été examinée en commission, mais qui va dans le même sens, même si M. Epiney donne certaine latitude au Conseil fédéral. Je crois qu'on pourrait se prévaloir de ces 42 ans et immédiatement pousser le Conseil fédéral à admettre cette limite d'âge inférieure, ce qui se fera de nouveau au détriment de l'efficacité recherchée par le biais de cette législation.

Pour ce qui est de la question financière, on en a beaucoup parlé, mais je rappelle que, dans le cadre de cette révision, la protection civile fait un très gros effort dans le domaine des économies, effort que l'on salue ici.

En conclusion, je vous prie de ne pas suivre la proposition de la minorité et la proposition Epiney.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Ich möchte Sie dringend bitten, beide Anträge (Minderheit Carobbio und Epiney) abzulehnen. Wie die Kommissionsreferenten gesagt haben, würde der Antrag der Minderheit Carobbio eine Halbierung des Soll-Bestandes bedeuten. Das hätte zur Folge, dass wir den Auftrag, wie wir ihn in den ersten Artikeln dieses Gesetzentwurfes umschrieben haben, nicht mehr erfüllen könnten, es sei denn, man ginge von der illusionären Hoffnung aus, dass es nie mehr bewaffnete Konflikte und Katastrophen in grosser Zahl gebe. Aber wir wissen, dass gerade die Zahl der Katastrophen in letzter Zeit ständig zunimmt. Deshalb sind wir auf diese Bestände angewiesen.

Aus dem gleichen Grund muss ich Sie auch bitten, den Antrag Epiney abzulehnen. Seine Annahme wäre für den Bundesrat ein Danaergeschenk, ich muss Ihnen das ganz offen sagen. Der Antrag verstösst auch gegen das grundlegende Prinzip der Parallelität von Militärgesetzgebung und Zivilschutzgesetzgebung. Sie können natürlich nicht beim Zivilschutz eine derartige Relativierung einführen und beim Militär nicht; das wäre zu einseitig. Die Folge wäre, dass wir beispielsweise im Zivilschutz von der im Militärdienst erworbenen Führungserfahrung nicht mehr profitieren könnten, wenn Sie nicht gleichzeitig auch die Wehrpflicht entsprechend, d. h. um mehrere Jahre, herabsetzen würden.

Ich glaube, das ist doch alles in erster Linie Zukunftsmusik. Wenn sich die Hoffnungen auf Verbesserung der sicherheitspolitischen Lage, die wir alle haben, eines Tages erfüllen würden, würde Ihnen der Bundesrat sicher eine weitere Wehrreform und auch eine weitere Zivilschutzreform unterbreiten. Aber angesichts der heutigen Weltlage und des zunehmenden Risikopotentials im natürlichen und technischen Bereich sind diese Anträge nicht zu verantworten. Sie sind – wie gesagt – auch mit der Militärorganisation vollständig inkohärent. Das sind die wesentlichen Gründe, weshalb ich Sie bitte, beide Anträge abzulehnen.

*Abs. 1 – Al. 1*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	83 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	46 Stimmen

*Abs. 2 – Al. 2*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	72 Stimmen
Für den Antrag Epiney	49 Stimmen

#### **Art. 17–20**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 21**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

... den Schutzdienstpflichtigen gleichgestellt. Sie werden auf Gesuch hin aus der Schutzdienstpflicht entlassen.

#### **Art. 21**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

... que les personnes astreintes. Sur demande, elles peuvent être libérées de l'obligation de servir dans la protection civile.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 22, 23**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 24**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Sandoz)

... Militärflichtersatz können angerechnet werden:

....

#### **Art. 24**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Sandoz)

... peut être réduit en fonction:

....

**Sandoz** Suzette (L, VD), porte-parole de la minorité: Mon amendement n'est pas très compliqué, comme vous pouvez le constater, puisque je propose simplement de remplacer la formule obligatoire du Conseil fédéral «sera réduit» par la formule potestative «peut être réduit». La formule potestative que je propose est reprise du texte actuel, qui comporte aussi une formule potestative. Il convient, à propos de cet amendement, de faire une remarque et de poser deux principes.

La remarque: il va de soi qu'en introduisant la formule potestative, on n'empêche pas du tout le Conseil fédéral, puisque c'est lui qui décidera de ces possibilités, de tenir les promesses qu'il a déjà faites aux pompiers. Par conséquent, on ne nuit absolument pas aux engagements déjà pris par le Conseil fédéral.

En revanche, en réintroduisant la formule potestative, on respecte, de l'avis du groupe libéral, deux principes. D'abord, on consacre bien la différence absolument nécessaire entre la protection civile et le service militaire. A plusieurs reprises, on a pu insister, dans le message – ou cela a déjà été dit à cette tribune – sur le fait qu'il était indispensable de ne pas mélanger protection civile et service militaire. La formule potestative maintient bien la différence alors que la formule impérative proposée par le Conseil fédéral et par la majorité de la com-

mission a l'air d'opérer une sorte d'amalgame entre protection civile et service militaire, ce qui serait désolant.

Mais le deuxième principe, c'est un respect de l'égalité devant la loi. En effet, de par la constitution, tout homme est tenu au service militaire, tout Suisse est tenu au service militaire. La taxe d'exemption ne correspond pas du tout à une suppression de cette obligation. Elle signifie simplement que l'on impose au citoyen une compensation financière lorsqu'il n'accomplit pas l'obligation militaire, quelle que soit la cause pour laquelle il ne l'accomplit pas. Celui qui accomplit un service dans la protection civile n'a absolument pas, pour autant, de raison d'être a priori exempté de service militaire. Par conséquent, il convient de cas en cas de décider si, compte tenu du service de protection civile accompli, on peut renoncer à exiger en plus pour rétablir l'égalité une taxe d'exemption de service militaire. La seule manière d'assurer l'égalité devant la loi, ainsi d'ailleurs que le dit très bien un arrêt tout récent du Tribunal fédéral, c'est de réintroduire la formule potestative, comme je le propose au nom du groupe libéral.

**Dünki Max** (U, ZH), Berichterstatter: Hier geht es um etwas sehr Wichtiges: Die sogenannten Freigestellten müssen auch Anspruch auf Ermässigung des Militärflichtersatzes haben. Dies ist vor allem im Rahmen der neu geregelten Zusammenarbeit mit den Feuerwehren von zentraler Bedeutung; das ist so abgemacht worden, sonst würde die ganze Abmachung wieder in Frage gestellt.

Wie Sie wissen, obliegt der Brandschutz neu auch im Aktivdienst vollumfänglich der Feuerwehr. Zu dieser Regelung hat sich die Feuerwehr nur unter der Voraussetzung bereit erklärt, dass sie ebenfalls vom System der Ermässigung des Militärflichtersatzes profitieren kann.

Der Minderheitsantrag Sandoz stellt diese Regelung – ich habe es bereits gesagt – in Frage. Sollte er angenommen werden, müsste die Brandbekämpfung erneut dem Zivilschutz zugeordnet werden; das ist voraussehbar. Das wäre eine schlechte und teure Lösung.

Unter diesem Gesichtspunkt bitte ich Sie, den Minderheitsantrag Sandoz unbedingt abzulehnen.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Ich möchte Sie hier bitten, dem Bundesrat und der Mehrheit zuzustimmen. Wie ich vorhin bei der Behandlung des Antrages Epiney bei Artikel 15 ausgeführt habe, beruht diese neue Arbeitsteilung zwischen Zivilschutz und Feuerwehren – wonach der Zivilschutz vollständig vom Brandschutz entlastet wird und wir auf der anderen Seite die notwendigen Feuerwehrleute vom Sschutzdienst befreien – auf einer Abmachung mit den Feuerwehrverbänden. Es wäre meines Erachtens politisch doch fatal, wenn wir jetzt die obligatorische Anrechnung auf den Militärflichtersatz wieder durch eine Kann-Formel relativieren würden. Es wäre dann auch unklar, was der Bundesrat zu machen hätte. Der Bundesrat ist gewillt, diese Anrechnung auf den Militärflichtersatz zu gewähren, und deshalb sollten Sie auch aus Gründen der Rechtsklarheit und Rechtssicherheit der obligatorischen und nicht der Kann-Formel zustimmen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	93 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	17 Stimmen

#### Art. 25, 26

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 27

##### Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Abs. 3

##### Mehrheit

.... verpflichtet werden, Funktionen als Vorgesetzte ....

##### Minderheit

(de Dardel, Carobbio, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Tschäppät Alexander)

Sie haben auch ....

(Erster Satz streichen)

#### Art. 27

##### Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Al. 3

##### Majorité

.... des fonctions de chefs ou de spécialistes et d'accomplir ....

##### Minorité

(de Dardel, Carobbio, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Tschäppät Alexander)

Ils doivent également ....

(Biffer la première phrase)

#### Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

Angenommen – Adopté

#### Abs. 3 – Al. 3

**De Dardel Jean-Nils** (S, GE), porte-parole de la minorité: La majorité de la commission, avec le Conseil fédéral, préconise de maintenir, dans cette loi révisée, l'institution actuelle qui permet d'obliger certains à devenir cadres de la protection civile. C'est donc l'article 27 que nous examinons maintenant, et cet article doit être vu en relation avec l'article 66 alinéa 3 qui sanctionne de l'amende ou des arrêts celui qui refuse l'obligation qui lui est faite de devenir cadre de la protection civile.

La minorité que je représente demande que cette obligation éventuelle de devenir cadre soit purement et simplement annulée. Simultanément à la modification de l'article 27, nous demandons aussi une modification de l'article 66 alinéa 3 de la loi, c'est-à-dire la disposition qui prévoit la sanction de l'obligation.

Quatre raisons principales nous animent. La première raison est que l'obligation de grader ou l'obligation de devenir cadre est calquée strictement sur l'obligation de grader en matière militaire. S'agissant d'une institution civile, la protection civile, l'idéal serait, à vrai dire, que le personnel de cette protection civile soit recruté sur la base du volontariat, ce qui, selon la majorité de ce Parlement, n'est pas possible, mais néanmoins ce principe de volontariat devrait prévaloir au moins au niveau des cadres.

Deuxième argument: déjà maintenant, il est très rare, en pratique, que des personnes soient obligées de devenir cadres, et donc notre proposition n'est pas susceptible d'entraîner un grand sacrifice par rapport à la situation actuelle.

Troisième argument: obliger une personne à devenir cadre contre sa volonté, c'est prendre le risque de créer un cadre hostile à la protection civile. C'est aussi prendre le risque que la protection civile devienne encore plus impopulaire auprès de ceux – et ils sont nombreux – qui sont déjà mécontents de cette institution, en la trouvant astreignante et, comme souvent, inutile et inefficace.

Enfin, quatrième raison: l'obligation de devenir cadre crée une situation d'inégalité insoutenable entre ceux que l'on oblige à devenir cadres, et donc que l'on oblige à suivre des cours et des journées de service supplémentaires, et ceux qui n'ont pas cette obligation.

Pour toutes ces raisons, nous vous prions de supprimer cette institution d'obligation à devenir cadre, et nous vous remercions de suivre la proposition de la minorité de la commission.

**Dünki Max** (U, ZH), Berichterstatter: Bei einer derart grossen Organisation braucht es relativ viele Kader und Spezialisten. Ohne gewisse Zwangsmassnahmen geht das nicht.

Während meiner bescheidenen militärischen Laufbahn merkte ich bald, dass nicht diejenigen immer die Besten waren, die sich freiwillig gemeldet hatten, sondern meistens diejenigen, die zu einer Funktion gezwungen respektive überzeugt wurden, eine solche zu übernehmen. Auf die Freiwilligkeit allein können Sie hier nicht abstellen. Wir wollen die Besten, wir wollen das Potential aus Beruf und Militär; die Ausbildungszeit für die Kaderfunktionen ist im Zivilschutz ja doch relativ klein. Das ist mit dem Militärdienst nicht zu vergleichen. Lehnen Sie diesen Minderheitsantrag ab, sonst funktioniert die ganze Angelegenheit nicht mehr richtig.

**Mamie Philippe** (R, VD), rapporteur: Cette proposition de minorité a été refusée au sein de la commission par 16 voix contre 6 et sans abstention.

Le problème des cadres et de leur volontariat n'est pas nouveau. Je crois que M. de Dardel l'amplifie quelque peu. La protection civile, il faut le relever, a tout intérêt à ce que ces cadres soient engagés après discussion avec ces derniers. C'est ainsi qu'ils feront le meilleur travail. C'est d'ailleurs comme ça que cela se fait dans la plupart des cas, c'est-à-dire par la discussion entre les chefs locaux ou les instructeurs et le personnel qui pourrait devenir cadre. Je crois qu'il faut suivre cette méthode-là, mais elle doit rester inscrite dans la loi, car il n'y aurait pas de raisons que cette organisation compte deux catégories de citoyens.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Die Lösung, die wir Ihnen hier vorschlagen, wonach jemand nötigenfalls zur Übernahme einer Vorgesetzten- oder Spezialistenfunktion verpflichtet werden kann, entspricht dem geltenden Recht, der Militärgesetzgebung, und auch dem Entwurf zum neuen Militärgesetz.

Die entsprechende Ordnung hat sich bewährt und ist gerade im Zivilschutz unbedingt notwendig, weil ja die Gemeinden Träger der Zivilschutzorganisationen sind. Während es wahrscheinlich, Herr de Dardel, in Genf möglich ist, auf freiwilliger Basis die nötigen Kader und Spezialisten zu rekrutieren, ist in kleineren Gemeinden auf dem Lande diese Möglichkeit eines sanften Zwanges absolut notwendig. Herr Dünki hat das treffend gesagt: Gelegentlich entspricht ein solcher sanfter, indirekter Zwang der Mentalität gewisser «Volksschläge» in unserem schönen Land.

Auch aus diesem Grund möchte ich Ihnen empfehlen, am Vorschlag des Bundesrates festzuhalten.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	90 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	36 Stimmen

#### Art. 28–34

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

#### Art. 35

##### Antrag der Kommission

##### Titel

Kurse für Vorgesetzte und Spezialisten

##### Abs. 1

Vorgesetzte und Spezialisten sind für die Übernahme ....

##### Abs. 2

Sie bestehen grundsätzlich ....

#### Art. 35

##### Proposition de la commission

##### Titre

Cours destinés aux chefs et aux spécialistes

##### Al. 1

Les chefs et les spécialistes suivent un cours ....

##### Al. 2

Ils suivent, en principe ....

Angenommen – Adopté

#### Art. 36

##### Antrag der Kommission

##### Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Abs. 2

Vorgesetzte und Spezialisten können ....

....

c. übrige Vorgesetzte und Spezialisten für längstens vier Tage.

##### Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Art. 36

##### Proposition de la commission

##### Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Al. 2

Les chefs et les spécialistes peuvent en outre ....

....

c. quatre jours au plus pour les autres chefs et les spécialistes.

##### Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

#### Art. 37

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

#### Art. 38

##### Antrag der Kommission

##### Abs. 1

##### Mehrheit

....

b. Vorgesetzte und Spezialisten des ....

....

##### Minderheit

(Mamie, Bonny, Sandoz)

a. .... sowie die Dienstchefs; die Ausbildung kann dezentral erfolgen;

b. Vorgesetzte und Spezialisten des ....

....

##### Abs. 2

.... des Kantons auch Vorgesetzte und Spezialisten, für deren ....

#### Art. 38

##### Proposition de la commission

##### Al. 1

##### Majorité

....

b. les chefs et spécialistes des services ....

....

##### Minorité

(Mamie, Bonny, Sandoz)

a. .... chefs de service; l'instruction des chefs de service peut être organisée de manière décentralisée;

b. .... les chefs et spécialistes qu'il incombe ....

##### Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abs. 1 – Al. 1

**Mamie Philippe** (R, VD), porte-parole de la minorité: Nous avons imaginé introduire dans cet article la possibilité, pour décentraliser les cours, de faire venir les instructeurs dans les centres de protection civile cantonaux par exemple, ceci afin de procéder à quelques économies substantielles.

La majorité de la commission n'a pas suivi cette proposition, que j'ai toutefois maintenue, l'administration ne nous ayant pas donné de garanties quant à la possibilité de décentralisation de l'instruction, ce que je trouve un peu regrettable. En effet, premièrement, l'école d'instructeurs n'est pas encore en service et, deuxièmement, les centres régionaux sont relativement bien équipés pour y dispenser l'instruction telle qu'elle est prévue dans la loi.

**Dünki Max** (U, ZH), *Berichterstatter*: Es tut mir wirklich leid, meinem Kollegen hier vorne widersprechen zu müssen. Die Minderheit Mamie will, dass die Ausbildung des oberen Kaders auch dezentral erfolgen kann. Das geht aus praktischen Gründen nicht. Die kantonalen Ausbildungszentren sind nicht auf Kader und Spezialisten ausgerichtet, sondern nur auf die Einführungskurse und das untere Kader. Eine zentrale Ausbildung auf Bundesstufe eignet sich zu diesem Zweck am besten. Das hierfür benötigte Ausbildungszentrum ist in Schwarzenburg vorhanden, wir haben dafür sinnvoll Geld ausgegeben, und damit ist auch eine einheitliche schweizerische Grundausbildung für das obere Kader gewährleistet. Der Antrag ist gut gemeint, lässt sich aber nicht richtig durchführen. Ich bitte Sie im Namen der Kommissionsmehrheit, den Antrag der Minderheit Mamie abzulehnen.

**Koller Arnold**, *Bundesrat*: Ich bitte Sie, dem Bundesrat und der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen. Wir wollen ja die Ausbildung wesentlich verbessern. Wir haben dafür das erweiterte Ausbildungszentrum Schwarzenburg geschaffen. Sie haben die nötigen Kredite bewilligt. Der Erweiterungsbau ist in Gang. Wir haben nur dort die nötige Infrastruktur, um eine effiziente und einheitliche Ausbildung der oberen Kader des Zivilschutzes in unserem Land sicherzustellen. Das sind die wesentlichen Gründe, weshalb wir Sie bitten, der Mehrheit und nicht der Minderheit Mamie zuzustimmen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	88 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	33 Stimmen

*Abs. 2 – Al. 2*

*Angenommen – Adopté*

**Art. 39–44**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Art. 45**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

**Art. 45**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 2, 4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

.... respectivement dix et cinq jours ....

*Angenommen – Adopté*

**Art. 46**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

**Art. 46**

*Proposition de la commission*

La Confédération gère une école d'instructeurs.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 47–54**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Art. 55**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Epiney*

*Abs. 1 Bst. d (neu)*

d. 30 bis 75 Prozent der Kosten, die in Katastrophenfällen oder in ausserordentlichen Situationen mangels anderer gesetzlicher Grundlagen nicht als Hilfsmassnahmen und dringende Wegräum- und Instandstellungsarbeiten anerkannt werden.

**Art. 55**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Epiney*

*Al. 1 let. d (nouvelle)*

d. 30 à 75 pour cent des frais qui, en cas de catastrophes ou de situations extraordinaires et en l'absence d'autres bases légales ne seraient pas pris en charge au titre de mesures de sauvetage et de travaux d'urgence, de déblaiement et de remise en état.

**Epiney Simon** (C, VS): Les intempéries et les catastrophes naturelles n'ont pas épargné notre pays. On vient d'ailleurs de l'observer ces derniers jours avec les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le nord de la Suisse.

Les dégâts causés, lorsqu'ils revêtent un aspect extraordinaire, ne peuvent être en principe pris en charge totalement par les communes ou les régions sinistrées. La collectivité doit donc intervenir, mais à titre subsidiaire, notamment après les assurances, en utilisant toute une gamme de dispositions légales qui sont disséminées dans notre législation. Nous avons, avec étonnement, découvert, avec le dossier relatif aux intempéries de 1993 dont nous allons débattre ces prochains jours, que la Confédération ne disposait pas de bases légales suffisantes pour indemniser les dommages extraordinaires.

Il convient donc de profiter de la révision de cette loi pour créer les bases légales nécessaires, ce qui nous évitera ultérieurement de passer par des arrêtés fédéraux urgents, d'inviter des commissions à plancher sur le problème et de gaspiller, par conséquent, et notre temps et les deniers publics.

Je rappelle ici que la deuxième mission prioritaire de la protection civile consiste à intervenir en cas de catastrophes et de situations extraordinaires. Par conséquent, il est judicieux d'avoir précisément des bases légales et aussi les moyens financiers nécessaires pour intervenir.

Ma proposition vise donc, d'une part, à combler une lacune manifeste de la loi et, d'autre part, à donner à la Confédération la possibilité d'intervenir lorsque nous avons affaire à des événements extraordinaires qui s'abattent sur des régions déterminées.

Ma proposition, qui va plus loin que la lettre a de l'alinéa 1er de l'article 55 du projet du Conseil fédéral, permettrait, dans le cas particulier des cantons du Tessin et du Valais, par exemple, d'intervenir sans qu'on ait besoin de créer un arrêté fédéral urgent.

Je vous prie dès lors d'accepter ma proposition qui s'inscrit parfaitement dans la philosophie du Conseil fédéral, dans le cadre des sinistres extraordinaires qui frappent ce pays.

**Dünki Max** (U, ZH), *Berichterstatter*: Dieser Antrag lag der Kommission nicht vor. Ich kann nur persönlich dazu Stellung nehmen. Ich bitte Sie, ihn abzulehnen.

Hier soll etwas in ein Gesetz hineinkommen, was nicht hineingehört. Hilfsmassnahmen nach Katastrophen und Finanzhilfen müssen separat geregelt werden und sollen nicht zum voraus auf diese Weise sichergestellt werden. Es geht um Bun-

deshilfen, die je nach Ausmass einer Katastrophe anders sein können. Bundeshilfen bedürfen eines separaten Beschlusses, sie kann man nicht generell in einem Organisationsgesetz regeln.

Im übrigen wird der Bundesrat nähere Auskunft geben können, was das kosten würde. Das ist mir nicht bekannt. Aber für mich ist die Forderung materienfremd.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Der Zivilschutz kann und soll im Rahmen der neuen, prioritären Aufgabe der Hilfe bei zivilen Katastrophen zur Schadenbegrenzung und zur Schadenbehebung beitragen. Aber es würde zu weit gehen, wenn man dem Zivilschutz einfach alle Schäden, die Folge einer zivilen Katastrophe sein können, zuordnen würde. Darauf läuft der Antrag Epiney weitgehend hinaus.

Herr Epiney, der Bundesrat hat sowohl im Jahre 1987 als auch wieder letztes Jahr den Tatbeweis erbracht, dass er bei ausserordentlich grossen Schadenfällen, die die Gemeinden und Kantone überfordern, immer bereit ist, in einer Sonderaktion zur Schadentragung einen ganz wesentlichen Beitrag zu leisten. Das war schon 1987 so und auch wieder letztes Jahr in den Fällen Wallis und Tessin. Wir müssen es so belassen. Ihr Vorschlag geht weit über das hinaus, was mit dem Zivilschutzgesetz tatsächlich vorgesehen werden kann. Ich bitte Sie, den Antrag Epiney abzulehnen.

*Abs. 1 Bst. a-c, 2-6 - Al. 1 let. a-c, 2-6*  
Angenommen - Adopté

*Abs. 1 Bst. d - Al. 1 let. d*

*Abstimmung - Vote*

Für den Antrag Epiney  
Dagegen

18 Stimmen  
99 Stimmen

#### **Art. 56-57**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen - Adopté*

#### **Art. 58**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

.... durch Verschulden des Geschädigten oder Dritten verursacht wurde.

*Abs. 2-6*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### **Art. 58**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

.... une faute du lésé, voire d'un tiers.

*Al. 2-6*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen - Adopté*

#### **Art. 59-65**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen - Adopté*

#### **Art. 66**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

*Abs. 1*

....

d. Streichen

*Abs. 2-5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### *Minderheit*

(de Dardel, Carobbio, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Meier Hans, Tschäppät Alexander)

*Abs. 1*

Mit Haft oder Busse wird bestraft, wer ....

....

d. Streichen

*Abs. 2*

In leichten Fällen kann die ....

*Abs. 3*

Mit Busse wird bestraft, wer:

a. .... im Zivilschutz übertragene Aufgabe zu übernehmen;

....

*Abs. 4, 5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### **Art. 66**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

*Al. 1*

....

d. Biffer

*Al. 2-5*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### *Minorité*

(de Dardel, Carobbio, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Meier Hans, Tschäppät Alexander)

*Al. 1*

....

d. Biffer

sera puni des arrêts ou de l'amende.

*Al. 2*

Dans les cas de peu de gravité, ....

*Al. 3*

....

a. .... une tâche au sein de la protection civile;

....

sera puni de l'amende.

*Al. 4, 5*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**De Dardel** Jean-Nils (S, GE), porte-parole de la minorité: La proposition de la minorité que je représente vise à réduire la sévérité des peines qui répriment les violations des règles légales sur la protection civile.

A l'alinéa 1er, nous demandons que l'on se contente des arrêts ou de l'amende en lieu et place de l'emprisonnement, à l'alinéa 2 nous demandons que l'on ne réprime plus les cas de simple négligence, et à l'alinéa 3 nous demandons que seule subsiste l'amende et que l'on supprime les arrêts.

Trois motifs essentiels sont à la base de cette proposition. Premièrement, nous sommes en droit administratif et dans une matière civile: dans un tel cadre, il est usuel le plus souvent que l'on se contente de sanctionner les infractions par des peines plus douces que l'emprisonnement. En matière fiscale, par exemple, on se contente de la sanction de l'amende et il n'y a pas lieu de se montrer plus sévère en matière de protection civile qu'en matière fiscale, à notre avis du moins.

Deuxième argument, en pratique, lorsque les tribunaux pénaux sont saisis d'une infraction à la législation sur la protection civile, ils se contentent déjà le plus souvent de l'amende ou des arrêts et ne prononcent pas des peines d'emprisonnement, même lorsqu'il s'agit de réfractaires à la protection civile, donc de personnes qui refusent, à plusieurs reprises, pour des raisons idéologiques par exemple, de remplir leurs obligations de citoyens inscrits à la protection civile.

Enfin, troisième argument, il y a une question de proportionnalité. Il est inutile de prévoir des sanctions trop sévères alors que, manifestement, des sanctions plus douces suffisent.

Je vous invite donc à suivre l'avis de la minorité de votre commission.

**Dünki Max** (U, ZH), Berichterstatter: Ich hoffe, dass Sie auch bei der letzten Abstimmung betreffend Teil A dieser Vorlage der Kommissionsmehrheit folgen können.

Hier geht es lediglich um die Frage, ob Zuwiderhandlungen auch mit Gefängnis bestraft werden können oder ob nur leichtere Formen von Strafen zur Anwendung kommen. Uns geht es vor allem darum, dass zwischen dem Militärstrafgesetz und den Strafbestimmungen des Zivilschutzgesetzes eine Einheit besteht, so dass ein Vergehen nicht in einem Bereich als weniger schwerwiegend beurteilt wird als im anderen. Es geht bei beiden Bereichen ungefähr um dasselbe, und das sollte nach den gleichen Normen bestraft werden. Die Kommissionsmehrheit sieht nicht ein, warum beim Zivilschutz immer mildernde Umstände zur Geltung kommen sollen.

Ich bitte Sie, folgen Sie auch diesmal der Kommissionsmehrheit. Sie waren heute nachmittag brav und lieb!

**Mamie Philippe** (R, VD), rapporteur: Je crois qu'il faut effectivement suivre ce qui se fait en cas d'infraction au Code pénal militaire, afin qu'il y ait une certaine cohérence entre les deux textes.

Je vous invite à rejeter la proposition de minorité de Dardel, qui a d'ailleurs été repoussée en commission.

**Koller Arnold**, Bundesrat: Ich möchte Sie bitten, dem Bundesrat und der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen. Die Gefängnisstrafe ist für schwere Widerhandlungen – und nur dafür ist sie vorgesehen – sicher gerechtfertigt. Ich glaube auch nicht, dass der Vergleich mit dem Steuerrecht ohne weiteres gerechtfertigt ist, denn hier geht es um eine persönliche Dienstleistung und nicht nur um die Leistung einer Steuer. Im übrigen ist dann die Strafzumessung Sache des zuständigen Richters.

Das sind die wesentlichen Gründe, weshalb wir Sie ersuchen, der Mehrheit zuzustimmen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	84 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	41 Stimmen

#### **Art. 67–72**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Namentliche Gesamtabstimmung*

*Vote sur l'ensemble, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*

Allenspach, Aregger, Baumberger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bonny, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bühler Gerold, Bürgi, Camponovo, Cavadini Adriano, Chevallaz, Cincera, Columberg, Daepf, Darbellay, David, Deiss, Dettling, Diener, Ducret, Dünki, Eggly, Engler, Epiney, Fehr, Fischer-Hägglingen, Frey Claude, Frey Walter, Fritschi Oscar, Giger, Graber, Gros Jean-Michel, Gysin, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Iten Joseph, Jenni Peter, Keller Anton, Keller Rudolf, Kühne, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Mamie, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Moser, Müller, Nabholz, Nebiker, Oehler, Philipona, Poncet, Reimann Maximilian, Rutishauser, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schnider, Schweingruber, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Stalder, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steiner Rudolf, Theubet, Tschäppät Alexander, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Wick, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zölch, Zwygart (95)

*Dagegen stimmen – Rejetten le projet:*

Bäumlin, Bodenmann, Borel François, Bühlmann, Carobbio, Danuser, de Dardel, von Felten, Goll, Gonseth, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Hollenstein,

Hubacher, Ledergerber, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Mauch Ursula, Misteli, Ostermann, Ruffy, Sieber, Spielmann, Steiger Hans, Vollmer, Zbinden (28)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

EGgenberger, Fankhauser, Leemann, Marti Werner, Züger (5)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Aguet, Aubry, Bär, Baumann, Béguelin, Berger, Blocher, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bundi, Caccia, Caspar-Hutter, Comby, Couchepin, Dormann, Dreher, Duvoisin, Eymann Christoph, Fasel, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Friderici Charles, Früh, Giezendanner, Gobet, Grendelmeier, Grossenbacher, Hafner Rudolf, Herczog, Hess Peter, Hildbrand, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jöri, Kern, Maeder, Maitre, Maspoli, Matthey, Mauch Rolf, Maurer, Mühlemann, Narbel, Neuenchwander, Perey, Pidoux, Pini, Raggenbass, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rychen, Schmied Walter, Schwab, Segmüller, Spoerry, Steinegger, Steinemann, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Thür, Wanner, Weder Hansjürg, Ziegler Jean, Zisyadis, Zwahlen (71)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller (1)

### **B. Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz (Schutzbautengesetz, BMG)**

### **B. Loi fédérale sur les constructions de protection civile (Loi sur les abris, LCPCI)**

#### **Titel und Ingress, Ziff. 1 Einleitung, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### **Titre et préambule, ch. I introduction, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 2**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

.... verwendet werden. (Rest des Absatzes streichen)

*Antrag Baumberger*

*Abs. 1*

Ist der Schutzplatzbedarf für die ständige Wohnbevölkerung gedeckt, so sind keine weiteren Schutzplätze zu erstellen.

*Abs. 2*

Ist der Schutzplatzbedarf nicht gedeckt, so haben die Hauseigentümer in allen üblicherweise mit Kellergeschossen versehenen Neubauten und wesentlichen Anbauten Schutzräume zu erstellen. Die Kantone können in besonderen Fällen Ausnahmen anordnen.

*Abs. 3*

Sofern die Hauseigentümer keine Schutzräume zu erstellen haben, leisten sie einen im Verhältnis zur erzielten Einsparung angemessenen Ersatzbeitrag an die Erstellung, Erneuerung und Ausrüstung von öffentlichen Schutzbauten. Sind in einer Gemeinde alle öffentlichen Schutzbauten erstellt, so können die Ersatzbeiträge für weitere Zivilschutzmassnahmen verwendet werden. Der Bundesrat regelt das Nähere.

#### **Art. 2**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

.... de protection civile. (Biffer le reste de l'alinéa)

*Proposition Baumberger**Al. 1*

S'il y a suffisamment de places protégées pour accueillir la population résidente, on ne réalisera pas d'abris supplémentaires.

*Al. 2*

S'il n'y a pas suffisamment de places protégées, les propriétaires d'immeubles doivent réaliser des abris lors de la construction de bâtiments et d'annexes importantes qui sont habituellement pourvus de caves. Les cantons peuvent prévoir des dérogations dans certains cas particuliers.

*Al. 3*

Lorsque le propriétaire d'un immeuble ne doit pas réaliser d'abri, il verse une contribution à la réalisation, la modernisation et l'équipement de constructions publiques de protection civile; cette contribution est proportionnelle à l'économie réalisée. Si dans la commune concernée toutes les constructions publiques de protection civile nécessaires ont déjà été réalisées, ladite contribution peut être affectée à d'autres mesures de protection civile. Le Conseil fédéral règle les détails.

**Baumberger Peter (C, ZH):** Ich möchte der Begründung meines Antrages vorausschicken, dass ich selbstverständlich anerkenne, dass ein umfassender Bevölkerungsschutz für Kriegs- und Katastrophenfälle notwendig ist. Es handelt sich hier – selbstverständlich auch für mich – um eine Frage der Einstellung zu den Menschenleben. Mein Antrag zu Artikel 2 hat daher nichts, aber auch gar nichts mit dem «Moratoriumsantrag» zu tun, der Ihnen nachher von der Minderheit zu Artikel 2bis vorgelegt wird. Ich möchte also keineswegs ein Moratorium einführen, ich möchte kein Aussetzen der Schutzraumbaupflicht bewirken.

Damit Sie den Zusammenhang verstehen, möchte ich Sie ganz kurz daran erinnern, dass ich im Jahre 1992 eine Motion zur Fristverlängerung für die Ausrüstung privater Schutzräume eingereicht habe. Sie wissen: Die Ausrüstung und das Mass der Ausrüstung haben natürlich etwas mit den Anforderungen auf der baulichen Seite zu tun. Wenn Sie viele Schutzräume bauen, dann haben Sie viel auszurüsten, und wenn Sie nur so viele bauen, wie notwendig sind, haben Sie eben weniger auszurüsten. Es geht mir also darum, dass der Schutzraumbau wirtschaftlich und effizient erfolgt und nicht mehr Schutzräume als notwendig erstellt werden.

Seinerzeit – aufgrund des bisherigen Schutzbautengesetzes, das wir jetzt revidieren – waren diese Anforderungen in baulicher Hinsicht und damit auch – entsprechend der darauf abgestützten Verordnung – in ausrüstungsmässiger Hinsicht übersetzt. Das Gesetz ging beispielsweise davon aus, dass pro Zimmer eine Person zu schützen sei, und das entspricht den heutigen tatsächlichen und gesellschaftlichen Gegebenheiten bei weitem nicht.

Sie haben meine Motion seinerzeit überwiesen. Auch der Ständerat ist – entsprechend seiner anderen Rechtsauffassung zu Vorstössen im delegierten Bereich – dem mit einem Kommissionspostulat gefolgt. Die Frage ist nun: Wo stehen wir heute?

1. Dem Anliegen meiner Motion, dem Grundgedanken, wurde durchaus entsprochen. Ich anerkenne das. Die Anforderungen an den baulichen Zivilschutz wurden und werden in der Grössenordnung von 30 Prozent herabgesetzt.

2. Ich habe dem Verordnungsentwurf entnommen, dass auch die Frist für die Nachrüstung neu per Ende 1998 festgesetzt werden soll; vorgeschlagen wird also eine Erstreckung um drei Jahre. Nun bin ich aber überzeugt, Herr Bundesrat Koller, dass drei Jahre nicht genügen; wir sind heute bei einem Neubeginn. Wir kennen die neuen Bedingungen, wenn wir dieses Gesetz verabschiedet haben. Gestützt darauf werden auch die Gemeinden – es gibt viele Gemeinden, die das gesamthaft machen – ihre Beschlüsse neu fassen müssen. Also drei Jahre sind nicht genug. Ich ersuche Sie dringend, diese Frist im Rahmen der Verordnung um fünf Jahre, nämlich bis zum Jahr 2000, zu erstrecken.

Was hat das für konkrete Auswirkungen auf das Schutzbautengesetz? Ich glaube, dass wir auch bei Artikel 2 Absätze 1 bis 3 konsequent sein sollten. Selbstverständlich – ich habe es

gesagt – brauchen wir den Schutz für alle. Aber wir brauchen nicht mehr als diesen Schutz für alle. Der Antrag der Kommission (= Beschluss des Ständerates) sieht in Artikel 2 Absatz 2 vor: «Die Kantone bestimmen, inwieweit bei einem gedeckten Schutzplatzbedarf .... Schutzräume zu erstellen .... sind.»

Ich glaube, das ist ein falscher Weg, um Investitionen im Baugewerbe hervorzurufen. Da wüsste ich dem Bundesrat ein besseres Exempel, nämlich beispielsweise den Bau des Brütener Tunnels – auf den komme ich bei anderer Gelegenheit zurück –, das wäre eine sinnvolle bauliche Investition.

Sie sehen in meinem Antrag, dass ich den Grundsatz voranstelle, dass keine weiteren Schutzplätze zu erstellen sind, wenn der Schutzplatzbedarf gedeckt ist (Art. 2 Abs. 1). Ich verstehe darunter natürlich Schutzplätze die à jour, die technisch in Ordnung sind; Erneuerungsbedarf bleibt selbstverständlich vorbehalten.

Die Absätze 2 und 3 sodann nehmen im wesentlichen das auf, was auch der Bundesrat und die Kommission wollen. Davon weiche ich inhaltlich nicht ab, ich habe das nur stilistisch an den erwähnten Grundsatz angepasst. Also letztlich geht es mir um den Absatz 1, der Rest ist dann die Konsequenz davon. Wenn Sie dem zustimmen, stimmen Sie auch den Vorstellungen der Kommission zu.

Nun könnte ich mir vorstellen, dass von seiten der Verwaltung und von seiten von Herrn Bundesrat Koller vielleicht Bedenken zur Formulierung in Absatz 1 kommen. Auch wenn solche Bedenken ernsthafter Natur sein sollten, würde ich Ihnen dennoch empfehlen, meinem Antrag zuzustimmen, denn damit schaffen wir eine Differenz zum Beschluss des Ständerates; es ist dann möglich, dieses Problem noch einmal im Detail zu prüfen. Wenn Sie also mit mir der Meinung sind, dass wir nur so lange Schutzräume bauen sollten, bis der Schutzplatzbedarf gedeckt ist, dann ersuche ich Sie um Zustimmung zu diesem Konzept.

**Dünki Max (U, ZH),** Berichterstatter: Auch dieser Antrag lag der Kommission nicht vor. Ich bedaure, Herr Baumberger, dass Sie erst heute mit einer derart wichtigen Sache kommen. Das muss doch geprüft werden, das muss errechnet werden. So husch, husch über den Tisch einen Entscheid zu fällen, das geht einfach nicht! Das Plenum ist nicht da, um Kommissionsarbeit zu erledigen. Sie hätten ja auch Gelegenheit gehabt, Ihren Antrag einem Kollegen zu geben, der ihn dann in die Kommission hätte bringen können.

Ich kann und will den Antrag nicht beurteilen, weil ich ihn eben erst gelesen habe. Ich glaube aber, wir müssen heute die Vorlage über die Bühne bringen und dürfen nicht Differenzen schaffen, sonst können wir die Vorlage nicht Ende dieser Session verabschieden.

Ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen, weil er nicht seriös beraten werden konnte.

**Mamie Philippe (R, VD),** rapporteur: Effectivement, la proposition Baumberger arrive tardivement. Elle n'a pas été examinée dans le cadre de la commission. Elle a pourtant quelques éléments intéressants. Cependant, comme elle n'a pas été étudiée dans le détail, je vous propose de la rejeter.

Je voudrais simplement vous rappeler que le réseau d'ouvrages n'est jamais complet, qu'il doit être continuellement amélioré, modernisé, entretenu.

D'autre part, comme on l'a dit dans le rapport d'entrée en matière, un certain nombre d'efforts ont été consentis, en particulier pour les degrés de résistance qui diminuent les coûts. On a également réduit les exigences quant à la capacité d'accueil. On a simplifié également certains ouvrages. Par conséquent, du côté des économies, on pourrait presque dire que l'office concerné a fait un très gros effort dans ce domaine et qu'une grande liberté est laissée aux cantons pour apprécier de cas en cas.

**Koller Arnold,** Bundesrat: Zunächst, Herr Baumberger, kann ich Ihnen versichern, dass wir jede Überproduktion beim Bau von Schutzräumen verhindern wollen. Das ist der Sinn der Revision dieses Schutzbautengesetzes. Das Ziel ist insofern vollständig das gleiche. Wir geben auch zu, dass es bisher verein-

zelt, beispielsweise bei Ferienheimen und anderen eher ausgefallenen Bedarfssituationen, gelegentlich zu einer Überproduktion gekommen ist.

Unsere Idee geht dahin, dass die Steuerung möglichst flexibel geschehen soll, und zwar durch die Kantone. Die Einzelheiten der Steuerung werden daher in der Ausführungsverordnung geregelt, deren Entwurf übrigens jetzt auf dem Tisch des Hauses liegt. Er musste bereits in die Vernehmlassung gegeben werden, weil die Beratung des Gesetzes für Sie in der Frühjahrssession nicht mehr möglich war.

Hier greifen nun auch unsere Bedenken gegenüber Ihrem Vorschlag ein. Ich bin überzeugt, dass der bundesrätliche Vorschlag die flexiblere Steuerung ermöglicht, und zwar beispielsweise in zweierlei Hinsicht: Wir sind der Meinung, dass keine Produktion mehr erfolgen soll und auf den weiteren Bau von Schutzräumen verzichtet werden kann, wenn der Schutzplatzbedarf schon in allen Gemeindeteilen erfüllt ist. Demgegenüber gehen Sie offenbar vom gesamten Gemeindegebiet aus. Das ist ein erster Punkt, wo unsere Lösung flexibler ist.

Wir sind aber auch noch in einem anderen Punkt der Meinung, dass wir eine flexiblere Lösung brauchen. Mit dem Antrag Baumberger würde es nämlich bei gedecktem Schutzplatzbedarf im Wohnbereich verunmöglicht, die erforderlichen Schutzplätze beispielsweise im Pflegebereich, bei Spitälern oder Altersheimen, auch noch herzustellen. Deshalb möchte ich Sie bitten, unserem Antrag zuzustimmen und den Antrag Baumberger abzulehnen, obwohl wir das gleiche Ziel verfolgen.

Da wir aber unter Zeitdruck handeln, das ist zu Recht gesagt worden, müssen wir diese Vorlage unbedingt in dieser Session verabschieden. Deshalb wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie hier nicht unnötig eine Differenz schaffen würden.

Was die Ausrüstung anbelangt, kann ich Ihnen recht geben, Herr Baumberger. Wir werden die Frist für die entsprechende Ausrüstung der Schutzräume bis zum Jahr 2000 verlängern müssen, damit die Gemeinden die nötige Zeit haben.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	66 Stimmen
Für den Antrag Baumberger	63 Stimmen

#### **Art. 2bis (neu)**

##### *Antrag der Kommission*

##### *Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit

##### *Minderheit*

(Tschäppät Alexander, Carobbio, de Dardel, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Meier Hans)

Die Pflicht für Hauseigentümer zur Erstellung von Schutzräumen wird für die Dauer von zehn Jahren ausgesetzt. In Zeiten erhöhter Bedrohungslage kann der Bundesrat von diesem Moratorium abgehen.

#### **Art. 2bis (nouveau)**

##### *Proposition de la commission*

##### *Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité

##### *Minorité*

(Tschäppät Alexander, Carobbio, de Dardel, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Meier Hans)

L'obligation pour les propriétaires de réaliser des abris est suspendue pour une durée de dix ans. Le Conseil fédéral peut, en cas d'aggravation de la situation, renoncer à ce moratoire.

**Tschäppät Alexander** (S, BE), Sprecher der Minderheit: Es ist nicht einfach für mich, bürgerliche Politik jeweils zu verstehen: Da wollen doch bürgerliche Parteien deregulieren, sie sprechen von weniger Vorschriften vor allem im Bauwesen, sie wollen sparen, und sie wollen Eigentum fördern. Sie sprechen von Denkpausen, wollen mehr Freiheit und weniger Staat und sprechen sich zum Beispiel bei sozialen Fragen für Moratorien aus. Da kommt mir nun nach langem anstrengendem Nachdenken endlich ein Vorstoss in den Sinn, quasi ein bürgerlicher Vorstoss; der will deregulieren, er will sparen, indem er

den Hausbau verbilligt. Der Vorstoss bezweckt eine Vereinfachung beim Erstellen von Neubauten; er verlangt eine Denkpause. Kurz gesagt, es könnte ein gutbürgerlicher Vorstoss sein, und trotzdem bekämpfen ihn nun die Bürgerlichen wieder in der Kommission. Es scheint offenbar nicht einfach für einen Sozialdemokraten zu sein, für einmal ein guter Bürgerlicher zu werden.

Was will nun der Minderheitsantrag? Er will für die Dauer von 10 Jahren die Pflicht der Hauseigentümer zur Erstellung von Schutzräumen aussetzen. Was ist die Begründung dafür? Gesamtschweizerisch stehen heute für 90 Prozent der Einwohnerinnen und Einwohner unseres Landes Schutzplätze im Wohnbereich zur Verfügung. Zum Teil besteht vor allem in Neubaueinsiedlungen, Agglomerationen und Ferienzentren sogar eine Überproduktion von Schutzplätzen. Daneben haben wir noch Schutzplätze im Bereiche der Arbeit und Pflege. Fazit: Wir haben schon heute eine sehr hohe Schutzplattendichte, eine höhere als in allen Nachbarstaaten. Einzig Russland besitzt offenbar eine noch höhere, aber qualitativ natürlich nicht zu vergleichende Dichte.

Ich will gar nicht darüber philosophieren, wie viele Schutzplätze unser Land effektiv braucht. Sicher ist aber, dass für das beinahe unvorstellbare Szenario, nämlich dann, wenn hundert Prozent der Bevölkerung in einen Schutzraum gehen müssen, ein bestehendes Angebot von 90 Prozent durchaus genügt. Unser Konzept beruht ja darauf, dass ein Schutzplatz auch ein Schlafplatz ist, ein Platz zum Leben. Das ist Ausdruck unseres Perfektionismus. Ich denke mir, für kurze Zeit wäre hier ein Zusammenrücken ohne weiteres denkbar. In wenigen Stunden sind sie so oder so gezwungen, die Schutzräume – mindestens die älteren – der nicht genügenden Belüftung wegen wieder zu öffnen, weil sie gar nicht anders können.

Die Frage der radioaktiven Verseuchung wäre notabene auch bei einem 100prozentigen Schutzplatzangebot im jetzigen Zeitpunkt nicht gelöst. Ich denke mir deshalb, dass für wenige Stunden, wenn so ein Horrorszenario je eintreten würde, das bestehende Schutzplatzangebot ausreichen würde.

Was ist aber, wenn es für längere Zeit nötig wäre, in Schutzräumen zu gehen? Hier erlaube ich mir grundsätzlich drei Punkte anzuführen:

Das heutige Bedrohungsbild zeigt sich ganz anders, als das noch zu Beginn des Erstellens der Schutzräume war. Die Lage hat sich verändert. Im Vordergrund stehen nicht mehr primär kriegerische Ereignisse; es stehen vielmehr Naturkatastrophen oder Unfälle, z. B. von Atomkraftwerken, im Vordergrund. Hier müssen wir effektiv das heutige Konzept überdenken.

Stimmt es noch? Beispiel: Überschwemmungskatastrophe in Brig. Wären die Leute während dieser Überschwemmungskatastrophe in ihren Schutzräumen geblieben, wären sie alle ertrunken. Man hat aber nichts gelernt, die Schutzräume werden jetzt bei der Renovation genau am gleichen Ort wieder aufgebaut; ein bedenkliches Vorgehen.

Beispiel Unfall in einem Atomkraftwerk: Die heutigen Schutzräume würden wahrscheinlich zu Todesfällen, mindestens sehr viele von ihnen, weil die Belüftungsanlagen wegen ungenügender Filter den radioaktiven Ausfall nicht zu filtern vermögen. Die Leute wären in diesen Räumen gefangen, hätten kaum eine Chance zum Überleben.

Ich denke mir daher, dass es viel besser wäre, statt neue Schutzräume zu bauen, einmal die bestehenden, zum Teil in prekärerem Zustand stehenden Schutzräume zu überarbeiten, nach dem Motto: Qualität vor Quantität.

Der Antrag will auch nicht grundsätzlich den Schutzraumbau verhindern. Er will aber, dass zuerst einmal nachgedacht wird, dass das Konzept überprüft und allenfalls den geänderten Bedürfnissen angepasst wird.

10 Jahre Moratorium bedeuten deshalb eine Gelegenheit zum Überdenken und Erarbeiten eines neuen, den heutigen Bedürfnissen angepassten Konzeptes.

10 Jahre Moratorium bedeuten auch Ansporn für die durch die Rezession geplagte Bauwirtschaft. Bauen und Wohnen wird billiger, es ist ein Beitrag an die heutige wirtschaftliche Situation, und es ist letztendlich auch ein Beitrag an die Verbilligung künftiger Mietzinse.

10 Jahre Moratorium heissen aber andererseits nicht, dass die schweizerische Bevölkerung erhöhten Gefahren ausgesetzt wird. 90 Prozent Schutzräume sind schon heute europäische Spitze, sie genügen bei der heutigen Bedrohungslage durchaus einer 100prozentigen Bevölkerung.

Das Moratorium, diese zehnjährige Denkpause, jetzt nicht anzunehmen bedeutet einmal mehr unnötigen, unsinnigen, unverantwortlich teuren schweizerischen Perfektionismus weiterzutreiben, ohne Not und ohne dass im Notfall die Schweiz und ihre Bevölkerung dadurch sicherer werden.

Ich bitte vor allem die bürgerlichen Ratsmitglieder, für einmal über ihren Schatten zu springen und «meinem bürgerlichen Minderheitsantrag» zuzustimmen.

**Hubacher Helmut (S, BS):** Ich möchte namens unserer Fraktion den Antrag der Minderheit Tschäppät Alexander ausdrücklich unterstützen. Nicht so sehr, weil wir finden – das war ja eine etwas ironische Bemerkung –, das sei ein bürgerlicher Antrag, sondern weil wir finden, es sei ein ganz vernünftiger und daher sozialdemokratischer Antrag.

Der Vorschlag, während 10 Jahren ein Moratorium für Zivilschutzbauten zu erlassen, kann wohl kaum mit dem Argument bekämpft werden, damit würden in bezug auf die Sicherheit irgendwelche unannehmbare Risiken in Kauf genommen. Ich erinnere Sie daran, als Fraktionssprecher habe ich im Eintretensvotum darauf hingewiesen, dass ja das Bundesamt für Zivilschutz selber erklärt, bei zivilen Katastrophenfällen seien ganz gewöhnliche Keller an sich schon genügende Schutzräume, weil ja die öffentlichen Schutzräume erfahrungsgemäss belegt und sehr oft nicht verfügbar sind – also ganz gewöhnliche Keller, und die hat nun praktisch jedes Haus.

Aber ich bin vorhin darauf aufmerksam gemacht worden, dass ein Bauherr beispielsweise in der Stadt Zürich, wenn eine Altliegenschaft renoviert wird und aus strukturellen Gründen kein Zivilschutzkeller eingebaut werden kann, ziemlich viel Geld, bis zu 10 000 Franken Gebühren, bezahlen muss, weil er keinen Zivilschutzraum erstellen kann. Wohin das Geld geht, haben wir nicht herausgefunden. Daher meinen wir, heute immer noch für jeden Bauherrn ein Obligatorium für Schutzräume vorzuschreiben, verteuere den Wohnungsbau und sei von der Sicherheit her nicht mehr nötig. Wir haben genügend Schutzräume, und wir können ruhig zehn Jahre lang über die Bücher gehen und das ganze Konzept nochmals auf «Herz und Nieren» prüfen. Es ist auch erwünscht, dass das Parlament hier der Volksstimmung entgegenkommt, denn es ist unbestritten, dass die negativen Volksentscheide für Zivilschutzanlagen stark damit zusammenhängen, dass diese Schutzräume als unnötige Schikane aufgefasst werden.

Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit Tschäppät Alexander zuzustimmen. Das würde dieser Vorlage gut tun, und es würde dem Schutzbedürfnis in keiner Weise – in keiner Weise! – auch nur im geringsten Abbruch tun.

**Hollenstein Pia (G, SG):** Ich habe es beim Rückweisungsantrag der Minderheit II begründet: Die vorliegende Revision ist ungenügend, und die Ausgaben für die 380 000 Zwangsverpflichteten sind noch zu hoch. Der Rückweisungsantrag wurde abgelehnt. Auch wird mit dem vorliegenden Schutzbaugesetz immer noch unterschwellig behauptet, mit dem Bau von Bunkern lasse sich ein nächster Krieg überlebbar machen.

Als Zeichen dafür, dass auf die Funktion einer «Rückversicherung für den Kriegsfall» verzichtet wird, unterstützen alle Grünen den Antrag für ein zehnjähriges Schutzbaumenmoratorium und bitten Sie, dasselbe zu tun.

**Dünki Max (U, ZH),** Berichterstatter: Die Kommission hat diesen Antrag mit 13 zu 7 Stimmen abgelehnt.

Ich habe das Gefühl, die wenigsten haben Kenntnis von einem Schutzraum. Er wird mit dem Neubau erstellt, er kann privat genutzt werden. Die Gesamtkosten eines Schutzraumes belaufen sich auf maximal 2 Prozent der Baukosten. Wir haben ja heute das Gesetz entschlackt. Im Prinzip müssen nur noch bei Neubauten Schutzräume erstellt werden. Diese werden nachher privat genutzt. Ein Moratorium würde absolute Ungerech-

tigkeiten schaffen. Ich denke dabei an ganz neue Wohnquartiere. In diesen neuen Wohnquartieren würde in den nächsten zehn Jahren kein einziger Schutzraum mehr erstellt. Das würde ungleiches Recht zu anderen schaffen, und die Unterbringung der Bewohner wäre auch nicht sichergestellt.

Ich gebe Ihnen denn auch zu bedenken, dass eine Nachrüstung – wenn es trotzdem einmal Schutzräume brauchen sollte – viel, viel teurer zu stehen kommt, als wenn man beim Neubau unten die Mauern verstärkt. So sicher sind wir ja auch wieder nicht, dass wir nie bessere Keller – es sind keine Bunker – brauchen würden. Ich glaube, dass wir mit diesem neuen Schutzbaugesetz, das auf das absolute Minimum geht, gut fahren.

Wir bitten Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

**Mamie Philippe (R, VD),** rapporteur: Effectivement, le moratoire est très à la mode. Pour ce qui concerne la majorité de la commission, nous vous proposons de refuser la proposition de minorité Tschäppät, ce qui a été fait en commission par 13 voix contre 7 et avec 3 abstentions.

Je crois que l'effort qui est entrepris est louable, on en a parlé tout à l'heure, avec un certain nombre d'exigences en diminution. Par contre, si nous devons attendre encore dix ans avant de réaliser quelque chose, eh bien, nous devons faire un effort encore plus considérable, encore plus important. Cela veut dire que c'est toute la conception de base, qui est définie par la loi, qui doit être revue, et ce n'est pas ce que nous voulons.

Enfin, d'autre part, est-ce que la situation politico-militaire est aussi calme et sûre qu'on le prétend? Je ne le pense pas. Nous vous invitons à en rester à ce que le Conseil fédéral avait imaginé, c'est-à-dire une place protégée par habitant de ce pays, en vous rendant attentifs également au temps que ça demande de réaliser un certain nombre d'ouvrages. Même s'il n'en reste plus beaucoup à faire, ceci prend du temps, et malheureusement, c'est toujours quand on en a besoin que l'on arrive trop tard, ce qui serait un infini regret.

Je vous invite à rejeter cette proposition de minorité ainsi que ce moratoire.

**Koller Arnold,** Bundesrat: Zunächst gilt es klarzustellen, dass der Minderheitsantrag Tschäppät Alexander ja nur den Pflichtschutzraumbau betrifft und nicht etwa den öffentlichen. Das ergibt sich klar aus der Formulierung heraus.

Nun stützt Herr Tschäppät seinen Antrag auf die Überlegung, wir hätten ja heute schon in der Schweiz für 90 Prozent aller Einwohner einen Schutzplatz. Das stimmt im Durchschnitt, aber es gibt Gegenden in unserem Land, wo die Quote bei 50 oder noch weniger Prozent ist. Wollen Sie wirklich, dass wir ganze Gemeinden mit sehr wenig Schutzplätzen haben? Solche gibt es; beispielsweise viele jener Gemeinden, die weniger als 1000 Einwohner haben, wurden erst im Jahre 1978 organisations- und damit auch baupflichtig. In diesen Gemeinden sind wir vom Idealzustand von 90 Prozent noch weit entfernt. Ja, es gibt ganze Landesgegenden, wie das Tessin, aber auch Teile der Westschweiz, wo wir von diesen 90 Prozent weit entfernt sind. Es sind also nicht nur diese neuen Wohnquartiere, in denen wir ein eindeutiges Defizit hätten, sondern es sind ganze Gemeinden, es sind sogar ganze Landesgegenden, wo wir von diesen 90 Prozent beträchtlich entfernt sind. Da könnte der Bundesrat nicht die Verantwortung übernehmen, durch ein Moratorium zu bewirken, dass in diesen Gegenden ein derartiges Defizit weiterbesteht.

Im übrigen wäre ein Moratorium auch mit der Gleichbehandlung der Bauherren nicht vereinbar, und, wie zu Recht gesagt worden ist, ein nachträglicher Einbau von Schutzräumen in bestehende Gebäude wäre mit zusätzlichen hohen Kosten verbunden. Diesen Schutzraumbau – ich möchte das noch einmal ausdrücklich festhalten; ich habe es schon beim Eintreten gesagt – haben wir ja ganz stark zurückgenommen. Vor wenigen Jahren haben Sie jährliche Verpflichtungskredite von über 100 Millionen Franken gesprochen. Jetzt sprechen Sie noch Verpflichtungskredite von 40 Millionen Franken im öffentlichen Bereich. Auch das zeigt, dass wir die nötigen Lehren gezogen haben. Wir haben im übrigen ausdrücklich vorgese-

hen, dass unwesentliche Anbauten und bloss Umbauten künftig nicht mehr baupflichtig sind. Herr Tschäppät, wir haben auch in bezug auf den Schutzgrad die nötigen Konsequenzen aus der veränderten Bedrohungslage gezogen, indem wir den Schutzgrad ganz wesentlich heruntergesetzt haben, weil sich heute tatsächlich ja die ganze Waffenbedrohung gegenüber den siebziger Jahren auch grundlegend verändert hat.

Ich möchte aber noch einen letzten Grund anführen, der gegen dieses Moratorium spricht. Herr Tschäppät sagt, in Zeiten erhöhter Bedrohungslage könne dann der Bundesrat von diesem Moratorium wieder Abstand nehmen. Ein solcher Artikel ist schlicht nicht praktikabel. Was ist denn «erhöhte Bedrohungslage»? Hätte der Bundesrat das Moratorium beispielsweise einstellen sollen, bevor der Golfkrieg ausgebrochen ist? Oder befinden wir uns in einer erhöhten Bedrohungslage, wenn in Russland ein Revisionist die Macht wieder übernimmt? Sie sehen, das ist gar nicht praktikabel. Der Bundesrat wüsste nicht, wann er tatsächlich ein Moratorium wieder aufheben sollte.

Wir haben die nötigen Konsequenzen gezogen. Wir haben den ganzen Schutzraumbau um mehr als einen Drittel zurückgenommen. Ein Moratorium wäre nach Meinung des Bundesrates aber unverantwortlich. Der Bundesrat möchte auf jeden Fall gegenüber den Schweizerinnen und Schweizern in jenen Gemeinden, wo wir vielleicht heute 50 oder noch weniger Prozent Schutzplätze haben, die Verantwortung dafür nicht übernehmen.

Das sind die Gründe, weshalb wir Ihnen empfehlen, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

**Hubacher** Helmut (S, BS): Der Kommissionsreferent und jetzt auch Herr Bundesrat Koller haben auf die neuen Quartiere, die jetzt ohne Schutzräume wären, und die kleinen Dörfer, die heute schon unterentwickelt sein sollen, hingewiesen. Hier wird doch immer erklärt, die Selbstverantwortung, die Eigeninitiative zählten. Es ist ja nicht verboten, Schutzräume zu bauen. Sie können diesem Volk auch noch zumuten, dass es sich über seine Sicherheit eigene Gedanken macht, und brauchen nicht Angst vor der Verantwortung zu haben, dass hier etwas verpasst würde. Jeder Mann und jede Frau können einen Schutzraum bauen. Es wird ausdrücklich betont, öffentliche Schutzräume seien vom Moratorium ausgenommen. Damit nehmen Sie Ihre Verantwortung wahr; es werden eben etwas mehr öffentliche Schutzräume gebaut. Mir kommt die ganze Geschichte wie die Devise «Wir haben die Lösung, aber sie passt nicht zum Problem» vor.

**Koller** Arnold, Bundesrat: Erlauben Sie mir doch noch eine Bemerkung, Herr Hubacher: Ich bin jetzt schon etwas überrascht, dass Sie die Privaten zu Lasten der öffentlichen Kasse schonen wollen. Darauf läuft es nämlich heraus, und das überrascht mich, gerade wenn es aus Ihrem Mund kommt.

#### Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal

##### Für den Antrag der Mehrheit stimmen:

##### Votent pour la proposition de la majorité:

Aregger, Baumberger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Blocher, Bonny, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bühler Gerold, Bürgi, Caccia, Cavadini Adriano, Chevallaz, Cincera, Columberg, Daepf, David, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Dünki, Eggly, Engler, Epiney, Fehr, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Claude, Frey Walter, Frederici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giger, Graber, Gros Jean-Michel, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Iten Joseph, Keller Anton, Keller Rudolf, Kühne, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Mamie, Mühlemann, Müller, Narbel, Nebiker, Oehler, Perey, Poncet, Raggenbass, Reimann Maximilian, Ruckstuhl, Rutishauser, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Schnider, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Sieber, Stalder, Stamm Judith, Steffen, Steiner Rudolf, Suter, Theubet, Tschuppert Karl, Vetterli, Wick, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zölch, Zwiggart (89)

##### Für den Antrag der Minderheit stimmen:

##### Votent pour la proposition de la minorité:

Aguet, Allenspach, Bär, Baumann, Bäumlín, Bodenmann, Borel François, Borer Roland, Borradori, Brunner Christiane, Bühlmann, Bundi, Camponovo, Carobbio, Comby, Danuser, de Dardel, Diener, Ducret, Duvoisin, Eggenberger, Fankhauser, von Felten, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Jenni Peter, Kern, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Maeder, Marti Werner, Maspoli, Mauch Ursula, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Misteli, Moser, Ostermann, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Ruffi, Schmid Peter, Schweingruber, Stamm Luzi, Steiger Hans, Steinemann, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Tschopp, Vollmer, Weder Hansjürg, Wiederkehr, Zbinden, Ziegler Jean, Züger, Zwahlen (73)

##### Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Matthey

(1)

##### Abwesend sind – Sont absents:

Aubry, Béguelin, Berger, Brügger Cyrill, Caspar-Hutter, Couchepin, Darbellay, Eymann Christoph, Fasel, Giezendanner, Gobet, Grossenbacher, Gysin, Hildbrand, Jäggi Paul, Jöri, Maitre, Mauch Rolf, Maurer, Nabholz, Neuenschwander, Philippina, Pidoux, Pini, Rohrbasser, Ruf, Rychen, Scherrer Werner, Schmied Walter, Schwab, Spielmann, Spoerry, Steinegger, Stucky, Wanner, Zisyadis (36)

##### Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:

Haller

(1)

#### Art. 3

##### Antrag der Kommission

##### Abs. 1

.... geschützte Operationsstellen mit Pflegeräumen erstellt und ausgerüstet.

##### Abs. 2

.... die Erstellung geschützter Operationsstellen mit Pflegeräumen für bestehende Spitäler vorschreiben.

##### Abs. 3

.... sind Sache der örtlich zuständigen öffentlich- oder privatrechtlichen Trägerschaft. Zivilschutzorganisationen können beigezogen werden.

#### Art. 3

##### Proposition de la commission

##### Al. 1

...., des centres opératoires protégés comprenant des salles de soins seront réalisés et équipés lors de la construction ou de l'agrandissement d'hôpitaux.

##### Al. 2

.... la réalisation de centres opératoires protégés comprenant des salles de soins dans les hôpitaux existants.

##### Al. 3

L'entretien et la gestion des hôpitaux de secours existants incombent aux institutions de droit privé ou public localement compétentes. Les organisations de protection civile peuvent être associées à ces tâches.

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 4 Abs. 1, 2; 5 Abs. 1, 3, 5; 6; 14 Randtitel, Abs. 2, 3; 15; Ziff. II

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Art. 4 al. 1, 2; 5 al. 1, 3, 5; 6; 14 titre marginal, al. 2, 3; 15; ch. II

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Angenommen – Adopté

*Namentliche Gesamtabstimmung*  
*Vote sur l'ensemble, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*  
 Aguet, Allenspach, Aregger, Baumberger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Blocher, Bonny, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bühler Gerold, Bürgi, Caccia, Cavadini Adriano, Chevallaz, Cincera, Columberg, Daepf, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Dünki, Duvoisin, Eggly, Engler, Epiney, Fehr, Fischer-Hägglingsen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Claude, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giger, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Iten Joseph, Jaeger, Jenni Peter, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Maeder, Mamie, Marti Werner, Maspoli, Matthey, Meier Samuel, Miesch, Moser, Mühlemann, Müller, Narbel, Nebiker, Oehler, Perey, Poncet, Raggenbass, Reimann Maximilian, Ruckstuhl, Rutishauser, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Schnider, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Stalder, Stamm Luzi, Steffen, Steineemann, Steiner Rudolf, Suter, Theubet, Tschuppert Karl, Vetterli, Wick, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zölch, Zwygart (103)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*  
 Bär, Baumann, Bäumlín, Bodenmann, Borel François, Brunner Christiane, Bühlmann, Bundi, Carobbio, de Dardel, Diener, Eggenberger, Fankhauser, Goll, Gonseth, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Jeanprêtre, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Mauch Ursula, Meyer Theo, Ostermann, Rechsteiner, Ruffy, Schmid Peter, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Vollmer, Weder Hansjürg, Wiederkehr, Zbinden, Ziegler Jean, Züger, Zwahlen (43)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*  
 Camponovo, Comby, David, Ducret, Leuenberger Moritz, Meier Hans, Misteli, Robert, Schweingruber, Sieber, Tschäpät Alexander, Tschopp (12)

*Abwesend sind – Sont absents:*  
 Aubry, Béguelin, Berger, Brügger Cyrill, Caspar-Hutter, Couchepin, Danuser, Darbellay, Eymann Christoph, Fasel, von Felten, Giezendanner, Gobet, Grossenbacher, Gysin, Hildbrand, Jäggi Paul, Jöri, Maitre, Mauch Rolf, Maurer, Nabholz, Neuenschwander, Philipona, Pidoux, Pini, Rebeaud, Rohrbasser, Ruf, Rychen, Scherrer Werner, Schmied Walter, Schwab, Segmüller, Spielmann, Spoerry, Stamm Judith, Steinegger, Stucky, Wanner, Zisyadis (41)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*  
 Haller (1)

*Abschreibung – Classement*

*Antrag des Bundesrates*  
 Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse  
 gemäss Brief an die eidgenössischen Räte  
*Proposition du Conseil fédéral*  
 Classer les interventions parlementaires  
 selon lettre aux Chambres fédérales

*Angenommen – Adopté*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

92.3190

**Motion der SD/Lega-Fraktion**  
**Zweckentfremdung des Zivilschutzes**  
**und seiner Anlagen**

**Motion du groupe DS/Ligue**  
**Abris de protection civile.**  
**Utilisation à des fins inappropriées**

*Wortlaut der Motion vom 3. Juni 1992*

Der Bundesrat wird beauftragt, die erforderlichen Massnahmen zu treffen, damit der Zivilschutz nicht für die Betreuung von Asylbewerbern und Flüchtlingen in Friedenszeiten beigezogen wird.

*Texte de la motion du 3 juin 1992*

Le Conseil fédéral est chargé de prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher que les installations de la protection civile ne soient abusivement utilisées en temps de paix pour l'hébergement de requérants d'asile et autres réfugiés.

*Sprecher – Porte-parole: Bischof*

*Schriftliche Begründung*

Zivilschutzanlagen bieten der Bevölkerung Schutz, auch in nichtkriegerischen Zeiten. Dass man aber diese Schutzräume dazu missbraucht, in Friedenszeiten Asylbewerber, Wirtschaftsflüchtlinge darin unterzubringen, finden wir Schweizer Demokraten und Lega dei Ticinesi schlichtweg eine Zweckentfremdung solcher Zivilschutzräume und des Zivilschutzes. Heute schon sind Auflagen da, die eine schnelle Räumung eines Zivilschutzraumes erfordern, sei es bei Verstrahlungen, Störfällen oder Krieg. Wie ist es dann möglich, in solch einem Fall die vielen Asylbewerber aus diesen Zivilschutzräumen umzuquartieren?

Da jeder Schweizer Bürger Anrecht auf einen Schutzraumplatz hat, dürfte sich die Frage stellen, wo sich dieser dann hinbegeben sollte, wenn schon heute viele Plätze belegt sind?

*Développement par écrit*

Les constructions de la protection civile servent d'abri à la population même lorsqu'il n'y a pas de conflit. Nous, membres du groupe des Démocrates suisses et de la Ligue des Tessinois, sommes d'avis que l'utilisation de ces abris pour l'hébergement, en temps de paix, de requérants d'asile et de réfugiés économiques constitue véritablement un usage abusif des locaux de la protection civile et de cette institution.

Maintenant déjà, il peut arriver qu'il faille vider rapidement un local de la protection civile (danger d'irradiation, accident majeur, guerre). Comment peut-on, dans un tel cas, reloger les nombreux requérants d'asile hébergés dans les abris de la protection civile?

Etant donné que chaque citoyen suisse a droit à une place protégée, il faut se demander où il doit se rendre si les places sont déjà en grande partie occupées.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*  
*vom 21. Oktober 1992*

Aufgabe des Zivilschutzes ist es, u. a. in Zusammenarbeit mit den dafür vorgesehenen Einsatzdiensten Hilfe bei natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen- sowie in anderen Notlagen zu leisten. Neben Rettungsmassnahmen umfasst diese Hilfeleistung ebenso Schutzvorkehrungen zugunsten der Bevölkerung wie auch die Unterstützung der von den Behörden beauftragten Organisationen bei Aufnahme, Unterbringung und Verpflegung von Obdachlosen, Flüchtenden und anderen schutzsuchenden Personen.

Die Kantone und Gemeinden sind somit befugt, die Mittel ihrer Zivilschutzorganisationen für die Aufnahme und Unterbringung von hilfsbedürftigen Personen einzusetzen, wenn ihre ordentlichen Mittel dazu nicht mehr ausreichen.

commis une infraction. Il incombait encore à la commission d'examiner si des motifs ne ressortissant pas au droit pénal ne pouvaient malgré tout s'opposer à la levée de l'immunité parlementaire de M. Blocher. Ses considérations ont été les suivantes:

Les votes du Parlement sont une affaire sérieuse, même s'ils n'ont pas tous la même portée. En votant deux fois, M. Blocher a enfreint le Règlement du Conseil national, ce qui est inacceptable. Le vote par procuration n'est pas valable.

*Quoi qu'il en soit, la majorité de la commission estime qu'il ne faut pas lever l'immunité parlementaire de M. Blocher, conseiller national. Elle a notamment considéré que:*

En proposant de ne pas lever l'immunité parlementaire de M. Blocher, les parlementaires concernés ne souhaitent nullement signifier par là qu'ils l'absolvent de son geste. Simple-ment, ils estiment que ce n'est pas au Ministère public de la Confédération, ni à d'autres autorités, de le sanctionner, car ils considèrent que c'est au Parlement lui-même de garantir le respect de son règlement intérieur. En d'autres termes, la majorité de la commission se situe dans une perspective avant tout institutionnelle, qu'elle estime plus adéquate que l'exercice, d'ailleurs aléatoire, d'une action pénale dans le cas d'espèce.

Il aurait été souhaitable que le Bureau traite ce dossier dès qu'il en a eu connaissance, ce qui aurait permis l'application de l'article 52 RCN par la présidente. C'est pourquoi la commission invite le Bureau et la présidente par voie de postulat à assumer leurs responsabilités et à prendre les mesures prévues à l'article 52 RCN afin de sanctionner le geste de M. Blocher. Enfin, la décision de ne pas lever l'immunité parlementaire de M. Blocher est assortie d'une proposition visant à instaurer dans les meilleurs délais une réglementation interne au Parlement concernant ce type d'infractions.

A l'inverse, la minorité de la commission estime qu'il faut procéder à la levée de l'immunité parlementaire de M. Blocher. Elle fait notamment valoir, d'une part, que le public, mais aussi M. Blocher lui-même, a intérêt à ce qu'une action pénale soit engagée et, d'autre part, que ne pas procéder à cette levée serait accorder à M. Blocher un traitement privilégié dont le citoyen ordinaire, lui, n'aurait pu bénéficier. Enfin, il a été avancé qu'une décision de non-levée de l'immunité parlementaire porterait atteinte à l'image du Parlement.

Enfin, et sans faire référence au cas particulier qui fait l'objet du présent rapport, la commission se demande s'il ne serait pas judicieux de prévoir en tout état de cause des mesures disciplinaires de façon à éviter ou à sanctionner les infractions du type de celle qu'a commise M. Blocher. Après discussion approfondie, la commission s'est prononcée en faveur d'une réglementation en ce sens et elle a décidé, par 12 voix contre 1 et avec 9 abstentions d'inviter le Bureau à proposer au Conseil national une modification du RCN afin de permettre au Parlement de sanctionner plus sévèrement qu'il ne le peut aujourd'hui les infractions commises intentionnellement aux dispositions régissant la procédure de vote.

En conséquence, le Conseil national a décidé le 14 juin 1994 de ne pas lever l'immunité parlementaire de M. Blocher, conseiller national.

#### *Antrag der Kommission*

Die Kommission für Rechtsfragen stimmt den Erwägungen der Mehrheit der nationalrätlichen Kommission sowie dem Nationalrat zu und beantragt dem Ständerat ebenfalls, die parlamentarische Immunität von Nationalrat Blocher nicht aufzuheben.

#### *Proposition de la commission*

Se ralliant aux conclusions de la majorité de la commission du Conseil national et au Conseil national lui-même, la Commission des affaires juridiques propose elle aussi de ne pas lever l'immunité parlementaire de M. Blocher, conseiller national.

**Salvioni Sergio (R, TI),** Berichterstatter: Als Präsident der Kommission für Rechtsfragen gebe ich folgende Erklärung ab: Einer gewissen Tradition folgend übt unser Rat in der Überprüfung der Entscheidungen der anderen Kammer eine

grosse Zurückhaltung aus – gerade im Zusammenhang mit der Aufhebung der Immunität. Nationalrat Christoph Blocher hat mit seiner doppelten Stimmabgabe zweifellos in schwerwiegender Weise gegen das Geschäftsreglement des Nationalrates und gegen grundlegende demokratische Prinzipien verstossen. Ebenso hat Nationalrat Blocher das Vertrauen seiner Kolleginnen und Kollegen schwer missbraucht. Gemäss dem schriftlichen Bericht der Kommission für Rechtsfragen beantragen wir Ihnen, dem Entscheid des Nationalrates zu folgen und die Immunität von Nationalrat Blocher nicht aufzuheben.

Persönlich gestatte ich mir hinzuzufügen, dass die Nichtweiterverfolgung dieses Vorfalles und die Tatsache, dass man darüber nicht weiter debattiert, für Herrn Nationalrat Blocher die angemessenste Massregelung ist.

*Angenommen – Adopté*

93.063

## **Revision der Zivilschutzgesetzgebung Législation sur la protection civile. Révision**

*Differenzen – Divergences*

Siehe Jahrgang 1993, Seite 880 – Voir année 1993, page 880

Beschluss des Nationalrates vom 30. Mai 1994  
Décision du Conseil national du 30 mai 1994

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: Es geht bei dieser Differenzbereinigung sowohl um das Zivilschutzgesetz als auch um das Schutzbautengesetz. Bei beiden Gesetzen bestehen Differenzen. Sie sind von untergeordneter Bedeutung. Bei einigen Differenzen geht es lediglich um redaktionelle Bereinigungen. Der Bundesrat ist bei allen Differenzen mit den Änderungen des Nationalrates einverstanden.

Die Sicherheitspolitische Kommission Ihres Rates beantragt Ihnen, bei allen Differenzen dem Nationalrat zuzustimmen.

### **A. Bundesgesetz über den Zivilschutz A. Loi fédérale sur la protection civile**

#### **Art. 3 Bst. fbis**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Art. 3 let. fbis**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: Ich komme zur ersten Differenz im Zivilschutzgesetz. Artikel 3 legt die Aufgaben des Zivilschutzes fest. Der Ständerat hatte den bundesrätlichen Entwurf übernommen. Der Nationalrat will ergänzend ausdrücklich festschreiben, dass der Zivilschutz die «Kantons- und Gemeindebehörden bei der Leitung der Nothilfemassnahmen» unterstützen muss. Diese Ergänzung bedeutet keine Ausweitung der Aufgaben des Zivilschutzes. Sie stellt lediglich eine Präzisierung dar und übernimmt die geltende Praxis ins Gesetz. Zudem basiert sie auf der Ergänzung, die der Ständerat bei Artikel 15 vorgenommen hat.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 21 Abs. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 21 al. 2***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: In Artikel 21 Absatz 2 hat der Nationalrat zwei Änderungen beschlossen: Erstens hat er den Hinweis auf Artikel 14 gestrichen. Mit dem Hinweis lediglich auf Artikel 14 wäre Artikel 21 unvollständig oder gar falsch. Andere Artikel müssten auch erwähnt werden. Die Bestimmung ist nur ohne diesen Hinweis auf Artikel 14 klar. Die zweite Änderung: Für die Freiwilligen wird die Entlassung geregelt, wenn sie vor Erreichung der Altersgrenze aus dem Zivilschutz ausscheiden wollen. Es entspricht der geltenden Praxis, dass freiwillig Schutzdienst leistende Personen auf Gesuch hin entlassen werden. Damit wird auf die Festlegung einer bestimmten Dauer der freiwilligen Verpflichtung verzichtet. Im heute noch geltenden Gesetz ist eine Mindestdauer der Verpflichtung der Freiwilligen in Artikel 39 Absatz 2 festgeschrieben.

*Angenommen – Adopté***Art. 27 Abs. 3***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 27 al. 3***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: Zu Artikel 27 Absatz 3: Mit der vom Nationalrat beschlossenen Änderung soll erreicht werden, dass die Angehörigen der Zivilschutzorganisationen nicht nur zur Übernahme von «Kaderfunktionen», sondern ganz allgemein zur Übernahme von «Funktionen als Vorgesetzte oder Spezialisten» verpflichtet werden können. Die Kommission stimmt dieser Änderung zu.

*Angenommen – Adopté***Art. 35 Abs. 1, 2; 36 Abs. 2 Bst. c; 38 Abs. 1 Bst. b, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 35 al. 1, 2; 36 al. 2 let. c; 38 al. 1 let. b, 2***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: In den Artikeln 35, 36 und 38 geht es um dasselbe: Es müssen in allen drei Artikeln nicht nur die Mitglieder des Kadern, sondern alle Vorgesetzten und Spezialisten erfasst werden. Das wird mit den Beschlüssen des Nationalrates gemacht. Die Kommission stimmt zu.

*Angenommen – Adopté***Art. 45 Abs. 3; 46***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates (die Änderung betrifft nur den französischen Text)

**Art. 45 al. 3; 46***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: Die Differenz in den Artikeln 45 und 46 betrifft nur den französischen Text.

*Angenommen – Adopté***Art. 58 Abs. 1; 66 Abs. 1 Bst. d***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 58 al. 1; 66 al. 1 let. d***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: Bei Artikel 58 unter dem Titel «Neuntes Kapitel: Haftung für Schäden» wird ein falscher Begriff, nämlich der Begriff «Opfer», durch den gebräuchlichen und selbstverständlich auch richtigen Begriff «Geschädigter» ersetzt. Die Kommission stimmt zu. Im zehnten Kapitel, «Beschwerderecht und Strafbestimmungen» hat der Nationalrat beschlossen, dass bei Artikel 66 Absatz 1 der Buchstabe d gestrichen wird. Es handelt sich hier um ein Vergehen. Das wird im Strafgesetzbuch unter Strafe gestellt und kann hier ohne weiteres gestrichen werden. Die Kommission ist mit der Streichung einverstanden und beantragt Ihnen, der Streichung zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté***B. Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz****B. Loi fédérale sur les constructions de protection civile****Art. 2 Abs. 3***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 2 al. 3***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: In Artikel 2 Absatz 3 des Entwurfs wird ausdrücklich festgehalten: «Der Bundesrat regelt das Nähere.»

Der Nationalrat hat beschlossen, diesen Satz zu streichen. Dieser Satz ist nicht notwendig. Es ist klar, dass der Bundesrat das Nähere regeln muss, ohne dass es ausdrücklich gesagt wird. Wenn man konsequent sein möchte, müsste man das überall sagen. Dieser Satz ist also überflüssig.

*Angenommen – Adopté***Art. 3***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Ziegler Oswald (C, UR),** Berichterstatter: Bei Artikel 3 haben wir zwei Änderungen:

1. In den Absätzen 1 und 2 werden die Pflegeräume ausdrücklich erwähnt. Der Nationalrat hat sehr grossen Wert darauf gelegt, die Pflegeräume im Gesetz ausdrücklich festzuschreiben. Das wäre an sich nicht nötig, schadet aber nicht. Die Pflegeräume gehören selbstverständlich zu den geschützten Operationsstellen.

2. In Absatz 3 wurde vom Nationalrat lediglich eine redaktionelle Änderung vorgenommen, nämlich die «betroffene» Trägerschaft durch die «örtlich zuständige» Trägerschaft ersetzt. Selbstverständlich bleibt die Trägerschaft öffentlich- oder privatrechtlich.

*Angenommen – Adopté*

94.041

**Unwetterschäden 1993  
in den Kantonen Wallis und Tessin.  
Bundeshilfe**  
**Dégâts causés par les intempéries 1993  
dans les cantons du Valais et du Tessin.  
Participation financière de la Confédération**

Siehe Seite 735 hiervor – Voir page 735 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 17. Juni 1994  
Décision du Conseil national du 17 juin 1994

*Schlussabstimmung – Vote final*  
Für Annahme des Entwurfes

43 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

93.430

**Parlamentarische Initiative  
(SPK-SR)  
Verfahren der Standesinitiative  
Initiative parlementaire  
(CIP-CE)  
Procédure relative  
aux initiatives des cantons**

Siehe Seite 425 hiervor – Voir page 425 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 15. Juni 1994  
Décision du Conseil national du 15 juin 1994

**A. Bundesgesetz über den Geschäftsverkehr der Bundesversammlung sowie über die Form, die Bekanntmachung und das Inkrafttreten ihrer Erlasse (Geschäftsverkehrsgesetz)**  
**A. Loi fédérale sur la procédure de l'Assemblée fédérale, ainsi que sur la forme, la publication et l'entrée en vigueur des actes législatifs (Loi sur les rapports entre les conseils)**

*Schlussabstimmung – Vote final*  
Für Annahme des Entwurfes

42 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**B. Geschäftsreglement des Ständerates  
B. Règlement du Conseil des Etats**

*Schlussabstimmung – Vote final*  
Für Annahme des Entwurfes

42 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

91.032

**StGB und MStG. Strafbare Handlungen  
gegen das Vermögen  
und Urkundenfälschungen**  
**CP et CPM. Infractions contre  
le patrimoine et faux dans les titres**

Siehe Seite 582 hiervor – Voir page 582 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 17. Juni 1994  
Décision du Conseil national du 17 juin 1994

**A. Schweizerisches Strafgesetzbuch. Militärstrafgesetz (Strafbare Handlungen gegen das Vermögen und Urkundenfälschungen)**  
**A. Code pénal suisse. Code pénal militaire (Infractions contre le patrimoine et faux dans les titres)**

*Schlussabstimmung – Vote final*  
Für Annahme des Entwurfes

42 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

93.063

**Revision  
der Zivilschutzgesetzgebung  
Législation sur la protection civile.  
Révision**

Siehe Seite 715 hiervor – Voir page 715 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 30. Mai 1994  
Décision du Conseil national du 30 mai 1994

**A. Bundesgesetz über den Zivilschutz (Zivilschutzgesetz, ZSG)**  
**A. Loi fédérale sur la protection civile (Loi sur la protection civile, LPCi)**

*Schlussabstimmung – Vote final*  
Für Annahme des Entwurfes

42 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

**B. Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz (Schutzbautengesetz, BMG)**  
**B. Loi fédérale sur les constructions de protection civile (Loi sur les abris; LCPCi)**

*Schlussabstimmung – Vote final*  
Für Annahme des Entwurfes

40 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

Rolf, Mauch Ursula, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Misteli, Moser, Müller, Nabholz, Narbel, Nebiker, Oehler, Ostermann, Perey, Philipona, Pini, Poncet, Raggenbass, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Maximilian, Robert, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spielmann, Spoerry, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Steiner Rudolf, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Thür, Tschäppät Alexander, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Vollmer, Wanner, Weder Hansjürg, Weyeneth, Wick, Wittenwiler, Wyss William, Zbinden, Zisyadis, Züger, Zwahlen, Zwygart

(169)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*

Gysin

(1)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Borer Roland

(1)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Aguet, Allenspach, Bischof, Blocher, Bonny, Bühler Gerold, Bundi, Cincera, Columberg, Ducret, Eggly, Eymann Christoph, Frey Claude, Giger, Kühne, Maspoli, Matthey, Mühlemann, Neuenschwander, Pidoux, Scherrer Jürg, Schweingruber, Sieber, Stalder, Steiger Hans, Wiederkehr, Wyss Paul, Ziegler Jean

(28)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller

(1)

91.032

### StGB und MStG. Strafbare Handlungen gegen das Vermögen und Urkundenfälschungen

#### CP et CPM. Infractions contre le patrimoine et faux dans les titres

Siehe Seite 869 hiervoor – Voir page 869 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 9. Juni 1994

Décision du Conseil des Etats du 9 juin 1994

### A. Schweizerisches Strafgesetzbuch. Militärstrafgesetz (Strafbare Handlungen gegen das Vermögen und Urkundenfälschungen)

#### A. Code pénal suisse. Code pénal militaire (Infractions contre le patrimoine et faux dans les titres)

*Namentliche Schlussabstimmung*

*Vote final, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*

Aguet, Allenspach, Aregger, Aubry, Bär, Baumann, Baumberger, Bäumlín, Béguelin, Berger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bodenmann, Borel François, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühler Simeon, Bühlmann, Bürgi, Caccia, Camponovo, Carobbio, Caspar-Hutter, Cavadini Adriano, Chevallaz, Comby, Couchepin, Daepf, Danuser, Darbellay, de Dardel, Deiss, Dettling, Diener, Dormann, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Engler, Epiney, Fankhauser, Fasel, Fehr, Fischer-Hägglín, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giezendanner, Gobet, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Grossenbacher, Gysin, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph,

Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jenni Peter, Jöri, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonnetti, Leu Josef, Leuba, Leuenberger Ernst, Loeb François, Maeder, Maitre, Mamie, Marti Werner, Mauch Rolf, Mauch Ursula, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Misteli, Moser, Müller, Nabholz, Narbel, Nebiker, Oehler, Ostermann, Perey, Philipona, Pini, Poncet, Raggenbass, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Maximilian, Robert, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Sieber, Spielmann, Spoerry, Stalder, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steiger Hans, Steinegger, Steinemann, Steiner Rudolf, Strahm Rudolf, Stucky, Theubet, Tschäppät Alexander, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Vollmer, Wanner, Weyeneth, Wick, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zbinden, Zisyadis, Züger, Zwahlen, Zwygart

(170)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*

David, von Felten, Goll, Thür

(4)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Weder Hansjürg

(1)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Blocher, Bonny, Bühler Gerold, Bundi, Cincera, Columberg, Dreher, Ducret, Eggly, Eymann Christoph, Frey Claude, Giger, Gonseth, Leuenberger Moritz, Maspoli, Matthey, Mühlemann, Neuenschwander, Pidoux, Scherrer Jürg, Schweingruber, Suter, Wiederkehr, Ziegler Jean

(24)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller

(1)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

93.063

### Revision der Zivilschutzgesetzgebung

#### Législation sur la protection civile. Révision

Siehe Seite 698 hiervoor – Voir page 698 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 17. Juni 1994

Décision du Conseil des Etats du 17 juin 1994

### A. Bundesgesetz über den Zivilschutz (Zivilschutzgesetz, ZSG)

#### A. Loi fédérale sur la protection civile (Loi sur la protection civile, LPCi)

*Namentliche Schlussabstimmung*

*Vote final, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*

Aguet, Allenspach, Aregger, Aubry, Baumberger, Berger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bürgi, Caccia, Camponovo, Cavadini Adriano, Comby, Couchepin, Daepf, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Duvoisin, Engler, Epiney, Fasel, Fehr, Fischer-Hägglín, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giezendanner, Giger, Gobet, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Gysin, Hafner Rudolf, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jenni Peter, Keller Anton, Keller

Rudolf, Kern, Kühne, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Maeder, Maitre, Mamie, Mauch Rolf, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Miesch, Moser, Müller, Nabholz, Narbel, Nebiker, Oehler, Perey, Philipona, Pini, Poncet, Raggenbass, Rebeaud, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Sieber, Spoerry, Stalder, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steiner Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Wanner, Weyeneth, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zwygart (124)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*

Bär, Baumann, Bäumlín, Béguelin, Bodenmann, Borel François, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, de Dardel, David, Diener, Eggenberger, Fankhauser, von Felten, Goll, Gonseth, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Marti Werner, Misteli, Ostermann, Rechsteiner, Robert, Ruff, Spielmann, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Weder Hansjürg, Zbinden, Zisyadis, Züger, Zwahlen (48)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Chevallaz, Meyer Theo, Steinemann, Wick (4)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Blocher, Bonny, Bühler Gerold, Bundi, Cincera, Columberg, Darbellay, Ducret, Dünki, Eggly, Eymann Christoph, Frey Claude, Leuenberger Moritz, Maspoli, Matthey, Mauch Ursula, Mühlemann, Neuenschwander, Pidoux, Scherrer Jürg, Schweingruber, Wiederkehr, Ziegler Jean (23)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller (1)

**B. Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz (Schutzbautengesetz, BMG)**

**B. Loi fédérale sur les constructions de protection civile (Loi sur les abris, LCPCi)**

*Namentliche Schlussabstimmung*

*Vote final, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*

Allenspach, Aregger, Aubry, Berger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Borradori, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bühler Simeon, Bühlmann, Bürgi, Caccia, Camponovo, Cavadini Adriano, Chevallaz, Comby, Couchepin, Daepf, Darbellay, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Dünki, Duvoisin, Epiney, Fehr, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giezendanner, Giger, Gobet, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Gysin, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jenni Peter, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Maeder, Maitre, Mamie, Maurer, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Moser, Müller, Nabholz, Narbel, Nebiker, Oehler, Perey, Philipona, Poncet, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spoerry, Stalder, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steiner Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Tschuppert Karl, Vetterli, Wanner, Weyeneth, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zwygart (113)

*Dagegen stimmen – Rejetent le projet:*

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlín, Béguelin, Bodenmann, Borel François, Borer Roland, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, de Dardel, David, Diener, Eggenberger, Fankhauser, Fasel, von Felten, Goll,

Gonseth, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Marti Werner, Mauch Ursula, Misteli, Ostermann, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Ruff, Spielmann, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Weder Hansjürg, Zbinden, Zisyadis, Züger, Zwahlen (56)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Baumberger, Engler, Meier Hans, Raggenbass, Schmid Peter, Segmüller, Steinemann, Tschopp, Wick (9)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Blocher, Bonny, Bundi, Cincera, Columberg, Ducret, Eggly, Eymann Christoph, Frey Claude, Maspoli, Matthey, Mauch Rolf, Mühlemann, Neuenschwander, Pidoux, Pini, Scherrer Jürg, Schweingruber, Sieber, Wiederkehr, Ziegler Jean (21)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller (1)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

93.045

**Militärpflichtersatz.  
Bundesgesetz. Änderung  
Loi sur la taxe d'exemption  
du service militaire. Révision**

*Siehe Seite 936 hiervor – Voir page 936 ci-devant*

Beschluss des Ständerates vom 17. Juni 1994  
Décision du Conseil des Etats du 17 juin 1994

*Namentliche Schlussabstimmung*

*Vote final, par appel nominal*

*Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:*

Aguet, Allenspach, Aregger, Aubry, Bär, Baumann, Baumberger, Bäumlín, Béguelin, Berger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bodenmann, Borel François, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühler Simeon, Bühlmann, Bürgi, Caccia, Camponovo, Carobbio, Cavadini Adriano, Chevallaz, Comby, Couchepin, Daepf, Danuser, Darbellay, de Dardel, David, Deiss, Dettling, Diener, Dormann, Dreher, Dünki, Duvoisin, Engler, Epiney, Fankhauser, Fasel, Fehr, von Felten, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giezendanner, Giger, Gobet, Goll, Gonseth, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Grossenbacher, Gysin, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jenni Peter, Jöri, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Leuenberger Ernst, Loeb François, Maeder, Maitre, Mamie, Marti Werner, Mauch Rolf, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Misteli, Moser, Müller, Nabholz, Narbel, Nebiker, Oehler, Ostermann, Perey, Philipona, Pini, Poncet, Raggenbass, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Maximilian, Robert, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Ruff, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Sieber, Spielmann, Spoerry, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steiger Hans, Steinegger, Steinemann, Steiner Rudolf, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Thür, Tschäppät Alexander, Tschopp, Tschuppert